CONSEIL DEPARTEMENTAL

22 mars 2019

Extrait du registre des délibérations

Président de séance : Hervé GAYMARD.

Présents : M. ARTHAUD-BERTHET, Mme BARBIER, M. BERETTI, Mme BERTHET, M. BERTHOUD, Mme BOCHATON, M. BOUVARD, M. BRET, Mme BRUNET, Mme CHAPPUIS, M. CHARVOZ, Mme CHEVALLIER, Mme CRESSENS, M. DARVEY, M. DUC, Mme FAVETTA SIEYES, Mme FONTAINE, M. GAYMARD, M. GIROUD, M. GRANGE, M. GUIGUE, Mme HARS, Mme LAUMONNIER, M. MITHIEUX, M. PICOLLET, M. ROLLAND, Mme RUAZ, Mme SCHMITT, Mme TALLIN, M. THEVENET, Mme UTILLE-GRAND, M. VAIRETTO, Mme WOLFF

Absents excusés :Mme FERRARI pouvoir donné à M. BOUVARD, M. REPENTIN pouvoir donné à Mme CHAPPUIS, Mme ABONDANCE, Mme BONFILS, M. LOMBARD

La séance est ouverte à 09:40.

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE
Conseil Départemental du 22 mars 2019
Dossier n° 58
Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques/Annick DELORME
AD

FINANCES

Budget primitif 2019

*

Vu l'avis favorable de la Première Commission (Commission finances, ressources et moyens) en date du 07 mars 2019,

Exposé des motifs :

Le projet de budget primitif pour 2019 s'inscrit dans un contexte marqué par un moindre dynamisme de l'activité économique mondiale. L'activité serait en effet en retrait tant dans les pays émergents (4,2% pour la Banque Mondiale), et en particulier en Chine, que dans les économies industrialisées (2,0% pour la Banque Mondiale), notamment aux Etats-Unis et au sein de la zone euro. En France, la progression du produit intérieur brut pourrait être d'environ 1,3% en 2019, d'après la Commission européenne, après 1,5% en 2018, soit au même niveau que celui attendu pour la zone euro, également affectée par le ralentissement observé en Allemagne (1,1% prévu en 2019) et en Italie (0,2% escomptés)[1].

Ce ralentissement de la croissance économique intervient, alors que plusieurs banques centrales, et particulièrement la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne, s'étaient engagées dans la normalisation de leur politique monétaire, en mettant progressivement un terme aux actions dites accommodantes destinées à soutenir l'activité et éviter tout risque déflationniste. Cet essoufflement de l'activité devrait conduire la Réserve Fédérale et la Banque Centrale Européenne à marquer une pause dans la mise en œuvre, peu avancée au sein de la zone euro, de cette nouvelle orientation[2].

---

[1] Sources : INSEE, Note de conjoncture, décembre 2018, page 7 ; Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France, décembre 2018, pages 1 et 2 ; Grégoire Normand, « Croissance mondiale : l'OCDE alerte sur les risques », la tribune, 21 novembre 2018, https://www.latribune.fr/ ; R. H., « La croissance mondiale s'étiole », Les Echos, 22 novembre 2018, page 5 ; Laurence Boone, interrogée par Richard Hiault, « Une guerre commerciale pourrait ramener la croissance sous les 3% », Les Echos, 22 novembre 2018, page 5 ; Richard Hiault, 'L'Europe tire la croissance globale vers le bas », Les Echos, 22 janvier 2019, page 8 ;; Richard Hiault, « L'horizon de la croissance mondiale s'assombrit », Les Echos, 9 janvier 2019, page 7 ; Michel De Grandi, « Pays émergents : une conjoncture solide en 2019 », faisant référence à la Banque Mondiale, et, s'agissant de la Turquie, aux prévisions de Moody's et de Citygroup, Les Echos, 3 janvier 2019, page 7 ; Elsa Conesa, « L'économie américaine envoie une série de signaux rassurants », Les Echos, 7 janvier 2019, page 7 ; Gabriel Grésillon, « Croissance européenne : Bruxelles acte un coup de frein mais réfute tout retournement », Les Echos, 8 et 9 février 2019, page 8 ; Ferdinand Dudenhöffer, interrogé par N. R., « L'automobile ne sera plus un moteur de croissance our l'Allemagne », Les Echos, 15 novembre 2018, page 8 ; Pauline Houédé, « La BCE met fin à ses rachats massifs de dettes mais reste l'arme au pied », Les Echos, 14 et 15 décembre 2018, page 4 ; Yves Bourdillon, « Les signaux inquiétants s'accumulent sur l'activité en zone euro », Les Echos, 7 janvier 2019, page 6 ; Ninon Renaud, « La croissance allemande en suspens », Les Echos, 25 février 2019, page 7 ; Ninon Renaud, « L'Allemagne évite de peu la récession », Les Echos, 15 et 16 février 2019, page 6 ; Olivier Tosseri, « L'Italie entre à nouveau en récession », Les Echos, 1er et 2 février 2019, page 6 ; Cécile Thibaud, « La croissance espagnole reste soutenue », Les Echos, 1er et 2 février 2019, page 6 ; Elise Barthet, « La croissance française ne sera que de 0,2% au quatrième trimestre, selon l'Insee », Le Monde, 18 décembre 2018, https://www.lemonde.fr/ ; Guillaume de Calignon, « La croissance en 2019 suspendue au rebond de la consommation », Les Echos, 31 janvier 2019, page 2.

[2] Sources : Jacques Adda, « Dix ans de détente quantitative », « Quel monde en 2019 », Alternatives Economiques, hors série n°116, pages 24 à 26 ; Nicolas Rauline et Elsa Conesa, « La Fed maintient son cap malgré les menaces », Les Echos, 20 décembre 2018, page 5 ; Elsa Conesa, « Le patron de la Fed rassure les investsisseurs », Les Echos, 29 novembre 2018, page 29 ; C. P., « 2018 : l'année boursière en photos », investir.lesechos.fr, 31 décembre 2018 ; Elsa Conesa, « L'économie américaine envoie une série de signaux rassurants », Les Echos, 7 janvier 2019, page 7 ; INFODETTE, La lettre d'information de FCL Gérer la Cité, page 5 ; Guillaume Benoit, « Le spectre d'une récession effraie les marchés », Les Echos, 6 décembre 2018, page 30 ; Isabelle Couet, « Les banques centrales peu armées en cas de nouveau choc », Les Echos, 6 décembre 2018, page 30 ; Grégoire Vincenot, CMK, « Marchés financiers et taux d'intérêt – Révision à la baisse des perspectives de croissance et première stabilisation des marges », La lettre du financier territorial n°339, janvier 2019, page 13 ;

Dans ce contexte, la France devrait connaître, en 2019, une dégradation sensible de ses comptes publics, le déficit budgétaire, qui devrait atteindre 2,6% du PIB fin 2018, pouvant être porté à 3,2% du PIB, voire au-delà, fin 2019, du fait, à la fois, du coût, de l'ordre de 10 Md€, des mesures annoncées en décembre dernier en réponse au mouvement dit des « gilets jaunes » et du ralentissement économique ; la dette publique devrait dès lors continuer à s'accroître et s'établir, en 2019, aux alentours de 100% du PIB. La définition d'une nouvelle trajectoire des comptes publics a toutefois été annoncée et pourrait intervenir au cours du premier semestre[3].

La loi de finances pour 2019 comporte dès lors peu de dispositions nouvelles, confirmant le dégrèvement par étapes de la taxe d'habitation sur les habitations principales pour 80% des ménages, dans l'attente d'une réforme de la fiscalité locale aux contours, pour l'heure, incertains, et créant, toutefois, un nouveau dispositif de péréquation interdépartementale sur les droits de mutation, à l'alimentation duquel contribuera le Département de la Savoie.

Le projet de budget primitif pour 2019 du Département s'inscrit dans ce contexte de transition économique, budgétaire et fiscal, donnant la priorité à la cohésion sociale et territoriale et à l'investissement dans les collèges publics et les infrastructures routières, sans recours au levier fiscal et moyennant un recours modéré à l'emprunt, dans le prolongement de la politique budgétaire exigeante mise en œuvre depuis plusieurs années afin de préserver la capacité d'action du Département.

*
**

I / UN ENVIRONNEMENT D'INCERTITUDES ECONOMIQUES ET DE TRANSITION BUDGETAIRE

A/ Un contexte d'incertitude économique et de normalisation monétaire différée

1/ La situation économique en 2018 et les perspectives pour 2019[4]

La croissance économique mondiale pourrait atteindre 3,5% en 2019, après 3,7% en 2018, d'après l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), dans un environnement de tensions commerciales internationales, « d'incertitudes politiques et géopolitiques », de possible resserrement monétaire et de moindre dynamisme économique en Chine[5]. Le PIB progresserait ainsi, en 2019, d'après la Banque Mondiale, de 2,0% dans les pays industrialisés et de 4,2% dans les économies en développement, au sein desquelles la Chine subirait, avec une croissance de 6,5% pour le FMI, un ralentissement économique[6]. Les Etats-Unis, qui se sont engagés dans un mouvement de relance budgétaire massif et des réductions d'impôts, devraient cependant connaître

---

Guillaume Benoit, « La Fed plus accommodante face aux craintes de ralentissement économique », Les Echos, 22 et 23 février 2019, page 33.

[3] Sources : Renaud Honoré, « La Cour des comptes critique « l'insuffisance » du bilan budgétaire de Macron », Les Echos, 7 février 2019, page 3 ; Renaud Honoré, « La Cour des comptes critique « l'insuffisance » du bilan budgétaire de Macron », Les Echos, 7 février 2019, page 3 ; Marc Vignaud, « Sur le front des comptes publics, on est très mal », Le Point, 28 février 2019, Le Point.fr.

[4] Rédaction achevée le 4 mars 2019.

[5] Sources : Grégoire Normand, « Croissance mondiale : l'OCDE alerte sur les risques », la tribune, 21 novembre 2018, https://www.latribune.fr/ ; R. H., « La croissance mondiale s'étiole », Les Echos, 22 novembre 2018, page 5 ; Laurence Boone, interrogée par Richard Hiault, « Une guerre commerciale pourrait ramener la croissance sous les 3% », Les Echos, 22 novembre 2018, page 5 ; Richard Hiault, 'L'Europe tire la croissance globale vers le bas », Les Echos, 22 janvier 2019, page 8.

[6] Sources : INSEE, Note de conjoncture, décembre 2018, page 7 ; Richard Hiault, « L'horizon de la croissance mondiale s'assombrit », Les Echos, 9 janvier 2019, page 7 ; Richard Hiault, 'L'Europe tire la croissance globale vers le bas », Les Echos, 22 janvier 2019, page 8 ;
; Grégoire Normand, « Croissance mondiale : l'OCDE alerte sur les risques », la tribune, 21 novembre 2018, https://www.latribune.fr/ ; R. H., « La croissance mondiale s'étiole », Les Echos, 22 novembre 2018, page 5 ; Michel De Grandi, « Pays émergents : une conjoncture solide en 2019 », faisant référence à la Banque Mondiale, et, s'agissant de la Turquie, aux prévisions de Moody's et de Citygroup, Les Echos, 3 janvier 2019, page 7.

une moindre croissance en 2019 et en 2020 malgré les excellents résultats observés en matière d'emploi[7].

En zone euro, la croissance économique qui devait atteindre 1,8% en 2019 et 1,60% en 2020, après 1,90% en 2018, d'après les prévisions de novembre 2018 de l'OCDE, pourrait, pour la Commission européenne, s'élever à seulement **1,30% en 2019 et 1,60% en 2020**, en raison d'un moindre dynamisme du commerce mondial et de la demande externe, des tensions internationales et d'incertitudes liées, notamment, à la situation politique en Italie[8]. Cette évolution résulterait notamment d'une augmentation limitée de l'activité en France (1,3% en 2019 et 1,50% en 2020 pour la Commission européenne), en Espagne, dont la croissance pourrait toutefois excéder 2% en 2019, mais surtout en Italie (0,2% pour la Commission européenne), entrée en récession fin 2018, et en Allemagne (0,90% en 2019 pour la Chambre de commerce et d'industrie ou 1,1% pour la Commission européenne après 1,4% en 2018). L'Allemagne, malgré de solides fondamentaux, est en effet confrontée au faible dynamisme des exportations et de la demande mais a pu éviter la récession en 2018 grâce à l'investissement, à un secteur du bâtiment dynamique et à la progression des dépenses publiques[9]. L'inflation s'élevait par ailleurs à 1,6% en décembre 2018 et même de 1,00% hors prix de l'alimentation et de l'énergie, d'après la Banque Centrale Européenne[10].

En France, après s'être élevée à 1,5% en 2018 (d'après l'INSEE), la croissance économique pourrait atteindre 1,3% en 2019 (pour la Commission Européenne) alors que la Banque de France, tablait fin 2018 sur une stabilisation à 1,5% en 2019 et 1,6% en 2020[11] et l'OCDE, en novembre 2018, sur 1,6% en 2019 et 1,5% en 2020[12]. L'INSEE s'attendait en décembre 2018 à une progression du PIB de 0,4% au premier trimestre et de 0,3% au deuxième trimestre de 2019, tendances qui, si elles se prolongeaient au cours du second semestre, conduiraient à une croissance économique limitée à 1,3% en 2019, portée par la consommation des ménages (+1,2% déjà constaté en janvier), à la faveur d'une amélioration du pouvoir d'achat et d'une inflation contenue, et l'investissement des entreprises[13].

---

[7] Sources : INSEE, Note de conjoncture, décembre 2018, page 7 ; Grégoire Normand, « Croissance mondiale : l'OCDE alerte sur les risques », la tribune, 21 novembre 2018, https://www.latribune.fr/ ; R. H., « La croissance mondiale s'étiole », Les Echos, 22 novembre 2018, page 5 ; Elsa Conesa, « L'économie américaine envoie une série de signaux rassurants », Les Echos, 7 janvier 2019, page 7 ; Richard Hiault, « L'horizon de la croissance mondiale s'assombrit », Les Echos, 9 janvier 2019, page 7.

[8] Sources : Grégoire Normand, « Croissance mondiale : l'OCDE alerte sur les risques », la tribune, 21 novembre 2018, https://www.latribune.fr/ ; R. H., « La croissance mondiale s'étiole », Les Echos, 22 novembre 2018, page 5 ; Richard Hiault, « L'horizon de la croissance mondiale s'assombrit », Les Echos, 9 janvier 2019, page 7 ; Gabriel Grésillon, « Croissance européenne : Bruxelles acte un coup de frein mais réfute tout retournement », Les Echos, 8 et 9 février 2019, page 8.

[9] Sources : Ferdinand Dudenhöffer, interrogé par N. R., « L'automobile ne sera plus un moteur de croissance our l'Allemagne », Les Echos, 15 novembre 2018, page 8 ; R. H., « La croissance mondiale s'étiole », Les Echos, 22 novembre 2018, page 5 ; Pauline Houédé, « La BCE met fin à ses rachats massifs de dettes mais reste l'arme au pied », Les Echos, 14 et 15 décembre 2018, page 4 ; Richard Hiault, « L'horizon de la croissance mondiale s'assombrit », Les Echos, 9 janvier 2019, page 7 ; Yves Bourdillon, « Les signaux inquiétants s'accumulent sur l'activité en zone euro », Les Echos, 7 janvier 2019, page 6 ; Richard Hiault, 'L'Europe tire la croissance globale vers le bas », Les Echos, 22 janvier 2019, page 8 ; Ninon Renaud, « La croissance allemande en suspens », Les Echos, 25 février 2019, page 7 ; Ninon Renaud, « L'Allemagne évite de peu la récession », Les Echos, 15 et 16 février 2019, page 6 ; Gabriel Grésillon, « Croissance européenne : Bruxelles acte un coup de frein mais réfute tout retournement », Les Echos, 8 et 9 février 2019, page 8 ; Olivier Tosseri, « L'Italie entre à nouveau en récession », Les Echos, 1er et 2 février 2019, page 6 ; Cécile Thibaud, « La croissance espagnole reste soutenue », Les Echos, 1er et 2 février 2019, page 6.

[10] Sources : Pauline Houédé, « Croissance : la BCE tire la sonnette d'alarme », Les Echos, 25 et 26 janvier 2019, page 8.

[11] Sources : Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France, décembre 2018, pages 1 et 2 ; Elise Barthet, « La croissance française ne sera que de 0,2% au quatrième trimestre, selon l'Insee », Le Monde, 18 décembre 2018, https://www.lemonde.fr/ ; Guillaume de Calignon, « La croissance en 2019 suspendue au rebond de la consommation », Les Echos, 31 janvier 2019, page 2.

[12] Sources : Grégoire Normand, « Croissance mondiale : l'OCDE alerte sur les risques », la tribune, 21 novembre 2018, https://www.latribune.fr/ ; Wladimir Garcin-Berson, « Croissance, pouvoir d'achat, dette : quel bilan pour la France en 2018 ? », lefigaro.fr, 31 décembre 2018 ; Guillaume de Calignon, « La croissance en 2019 suspendue au rebond de la consommation », Les Echos, 31 janvier 2019, page 2.

[13] Sources : INSEE, Note de conjoncture, décembre 2018, pages 7, 11, 12, 13 et 15 ; Banque de France, Projections macroéconomiques pour la France, décembre 2018, pages 1, 2, 5 et 6 ; La Banque de France estime que les mesures annoncées en décembre 2018 seraient à l'origine d'un gain de pouvoir d'achat global de 0,7% et contribuerait à hauteur de 0,1 point à 0,2 point à la croissance du PIB (Source : Guillaume de Calignon, « L'année 2019 pourrait être celle du pouvoir d'achat », Les Echos, 17 janvier 2019, page 5) ; Guillaume de Calignon, « Pouvoir d'achat : les mesures Macron vont stimuler la croissance », Les Echos, 19 décembre 2018, page 2 ; G. C., « L'économie en pente douce l'an prochain », Les Echos, 19 décembre 2018, page 3. Elise Barthet, « La croissance française ne sera que de 0,2% au quatrième trimestre, selon l'Insee », Le Monde, 18 décembre 2018, https://www.lemonde.fr/ ; Guillaume de Calignon, « L'année 2019 pourrait être celle du pouvoir d'achat », Les Echos, 17 janvier 2019, page 5 ; voir également Guillaume de Calignon, « Le recul de l'inflation sera un moteur du pouvoir d'achat en 2019 », Les Echos, 7 janvier 2019, page 5) ; Grégoire Normand, « Croissance : l'économie française

La hausse des prix sur un an atteignait 1,2% en janvier 2019 et pourrait, à fin juin, être ramenée à 1% si le prix du baril de pétrole demeurait aux alentours de 60 dollars au cours du premier semestre[14].

Un moindre coût de l'énergie en 2019 et des importations contenues permettraient par ailleurs une diminution du déficit commercial, lequel s'est accentué en 2018 du fait de l'accroissement du cours du pétrole au cours des trois premiers trimestres de l'année[15].

Le nombre de transactions immobilières pourrait diminuer, malgré l'attractivité des taux d'intérêts, de l'ordre de 5 à 10% d'après certains experts du secteur, et les prix s'accroître – assez faiblement - à Paris et dans certaines grandes villes de province, où l'activité économique se développe[16].

Le taux de chômage s'est par ailleurs amélioré, en France, en 2018, atteignant, au quatrième trimestre et au sens du Bureau international du travail, 8,8% de la population active (France hors Mayotte) ou 8,5% (France métropolitaine), soit, dans les deux cas, 0,3 point de moins qu'au cours du trimestre précédent, et son plus bas niveau depuis début 2009 ; une telle évolution, qui bénéficie principalement aux jeunes, intervient, alors que le nombre de créations d'emplois a toutefois été moindre en 2018 (avec 106 000 emplois créés dans le secteur privé), qu'en 2017 (328 000 créations d'emplois) et que le chômage de longue durée continue de s'accentuer. Le taux de chômage devrait peu évoluer en 2019, eu égard au taux de croissance économique anticipé[17].

2/ Les marchés financiers en 2018 et 2019

L'année 2018 a été marquée par un recul sensible de la performance des places boursières et des différentes classes d'actifs. Le CAC 40 a ainsi perdu 10,95% en 2018, en particulier dans les secteurs bancaire et automobile, et l'Euro STOXX 50 plus de 14% de sa valeur. Une telle évolution est intervenue dans un environnement de ralentissement économique, notamment au sein de la zone euro, et par de fortes incertitudes sur les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine ou l'Union européenne, des tensions politiques et géopolitiques, la hausse engagée des taux d'intérêt et les relations difficiles entre la Réserve fédérale et l'administration Trump, l'accentuation de la volatilité, la situation financière italienne, le Brexit et le risque, redouté par les investisseurs, d'une récession aux Etats-Unis à l'horizon de 2020 ou 2021. Il en résulte nombre d'interrogations sur l'évolution des marchés en 2019, de fortes incertitudes et un manque réel de visibilité[18].

Les indices boursiers des principales Bourses mondiales – et notamment de Wall Street - ont toutefois rebondi début 2019, à la faveur, notamment, d'une position plus accommodante de la Réserve Fédérale et d'une inquiétude moins marquée des investisseurs à l'égard du ralentissement de l'activité

---

s'essouffle », la tribune, 18 décembre 2018, https://www.latribune.fr/ ; Guillaume de Calignon, « La croissance en 2019 suspendue au rebond de la consommation », Les Echos, 31 janvier 2019, page 2 ; Renaud Honoré, « La consommation reprend un peu de vigueur », Les Echos, 1er et 2 mars 2019, page 2.

[14] Sources : Guillaume de Calignon, « Le fort repli de l'inflation va améliorer le pouvoir d'achat », Les Echos, 1er et 2 février 2019, page 3.

[15] Sources : Guillaume de Calignon, « Le commerce extérieur français sort difficilement du marasme », Les Echos, 8 et 9 février 2019, page 4.

[16] Sources : Marie-Christine Sonkin, « Logement : les prix calent en janvier », Les Echos, 1er et 2 février 2019, page 20 ; Marie-Christine Sonkin, « Les grandes métropoles tirent les prix de l'immobilier à la hausse », Les Echos, 1er et 2 mars 2019, pages 16 et 17.

[17] Sources : Jean-Michel Gradt et Alain Ruello, « Le taux de chômage à son plus bas niveau depuis dix ans », Les Echos, 15 et 16 février 2019, page 3 ; Guillaume de Calignon, « Le coup de frein sur les créations d'emplois complique la tâche de l'exécutif », Les Echos, 11 février 2019, page 5 ; « Une baisse du chômage limitée pour l'année 2018 », Les Echos, 28 janvier 2019, page 4.

[18] Sources : Pierrick Fay, « Les marchés s'enfoncent un peu plus dans le rouge », Les Echos, 21 et 22 décembre 2018, page 32 ; Pierrick Fay, « Bourse : 2018 est la pire année pour les marchés depuis dix ans », Les Echos, 26 décembre 2018, page 18 ; Pierrick Fay, « Des marchés entre prudence et quête de protection pour 2019 », Les Echos, 19 décembre 2018, page 27 ; P. Fay, « La menace d'une récession se fait plus pressante », Les Echos, 19 décembre 2018, page 27 ; Pierrick Fay, « Bourse : six thèmes à suivre après la chute », Les Echos, 7 novembre 2018, page 30 ; Richard Hiault, « L'inquiétude grandit à Wall Street », Les Echos, 24 décembre 2018, page 7 ; Isabelle Couet, « Bourse : pourquoi les marchés mondiaux restent très fébriles », Les Echos, 28 et 29 décembre 2018, page 16 ; Nicolas Gallant, « 2018 : un bilan très noir pour les marchés », capital.fr, 31 décembre 2018 ; C. P., « 2018 : l'année boursière en photos », investir.lesechos.fr, 31 décembre 2018 ; Pierrick Fay, « La Bourse démarre 2019 dans le doute », Les Echos, 3 janvier 2019, page 18 ; P. Fay, « L'année qui commence sera celle du redressement des actions, selon Natixis », Les Echos, 3 janvier 2019, page 18 ; Pierrick Fay, « Paris réalise sa pire année depuis 2011 », Les Echos, 2 janvier 2019, page 20.

économique au sein de l'Union européenne, jugée conjoncturelle, ou en Chine, et des tensions commerciales, moins marquées, entre les Etats-Unis et la Chine[19].

Elle s'est plus spécifiquement caractérisée par la poursuite, voire l'engagement de la normalisation des politiques monétaires. Les banques centrales, telles la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre ou encore la Banque du Japon, avaient dû, dès la fin des années 2000, recourir à des pratiques dites non conventionnelles, et notamment à l'achat massif de titres obligataires, afin de faire pression sur les taux à long terme, de lutter contre le risque déflationniste et de favoriser l'activité[20]. Une partie importante des liquidités ainsi injectées ont toutefois alimenté la spéculation et été à l'origine de la formation de « bulles », notamment sur les actions et les obligations. Une remontée des taux pourrait alors favoriser l'absorption au moins partielle de ces excédents mais ne devrait pas être trop rapide, au risque de déstabiliser les marchés et d'induire un effondrement potentiel des cours des actions et des obligations. Certains commentateurs évoquent même la possibilité d'un krach obligataire en cas de remontée des taux longs[21].

La Réserve fédérale a ainsi procédé à quatre hausses de taux en 2018, accentuant ainsi le mouvement engagé à la fin de l'année 2015 et portant ses taux directeurs à 2,25% et 2,5%, un niveau proche du taux dit « neutre », c'est-à-dire « le taux directeur qui serait sans effet sur une économie à l'équilibre et affichant les deux objectifs de la Fed : plein emploi et inflation à 2% »[22].

Pragmatique, elle n'envisageait toutefois, fin 2018, que deux hausses de taux en 2019, la croissance de l'activité économique et l'inflation aux Etats-Unis, malgré les chiffres très satisfaisants de décembre 2018, devant être légèrement plus faibles que les niveaux anticipés jusqu'à présent ; diverses données sont en effet à prendre en compte, tels le creusement des déficits publics, le ralentissement du marché immobilier, les tensions commerciales internationales et le ralentissement économique en Chine ainsi que les effets d'un dollar élevé sur les exportations américaines ou encore l'accroissement de la dette des entreprises aux Etats-Unis[23].

Bien qu'elle semble déterminée à réduire la taille de son bilan, à raison de 50 Md$ par mois, la Réserve Fédérale a décidé, en début d'année, de suspendre le resserrement monétaire engagé il y a trois ans, au vu du ralentissement économique mondial, en Chine et en Europe, de la volatilité constatée sur les marchés et d'une anticipation moins favorable de la croissance économique des Etats-Unis, certains investisseurs ayant d'ailleurs craint une inversion de la courbe des taux, signe annonciateur, aux Etats-Unis d'une récession dans l'année ou les deux années suivantes[24].

La Banque centrale européenne a, pour sa part, confirmé, le 13 décembre 2018, de mettre un terme, fin 2018, à son programme de rachat de dette dit d'assouplissement quantitatif[25].

---

[19] Sources : Pierrick Fay, « Les marchés boursiers démarrent bien 2019 », Les Echos, 4 février 2019 ; « Pierrick Fay, « L'Europe toujours distancée par Wall Street », Les Echos, 13 février 2019, page 27.

[20] Source : Jacques Adda, « Dix ans de détente quantitative », « Quel monde en 2019 », Alternatives Economiques, hors série n°116, pages 24 à 26.

[21] Sources : Constance Daire, « Taux d'intérêt, bulle, solidité des banques… Quand la prochaine crise éclatera-t-elle ? », 28 décembre 2018, www.capital.fr.

[22] Sources : Nicolas Rauline et Elsa Conesa, « La Fed maintient son cap malgré les menaces », Les Echos, 20 décembre 2018, page 5 ; E. C., « Le « taux neutre », nouvelle boussole des analystes », Les Echos, 20 décembre 2018, page 5.

[23] Sources : Nicolas Rauline et Elsa Conesa, « La Fed maintient son cap malgré les menaces », Les Echos, 20 décembre 2018, page 5 ; Elasa Conesa, « Le patron de la Fed rassure les invetsisseurs », Les Echos, 29 novembre 2018, page 29 ; C. P., « 2018 : l'année boursière en photos », investir.lesechos.fr, 31 décembre 2018 ; Elsa Conesa, « L'économie américaine envoie une série de signaux rassurants », Les Echos, 7 janvier 2019, page 7 ; INFODETTE, La lettre d'information de FCL Gérer la Cité, page 5.

[24] Sources : Guillaume Benoit, « Le spectre d'une récession effraie les marchés », Les Echos, 6 décembre 2018, page 30 ; Isabelle Couet, « Les banques centrales peu armées en cas de nouveau choc », Les Echos, 6 décembre 2018, page 30 ; Grégoire Vincenot, CMK, « Marchés financiers et taux d'intérêt – Révision à la baisse des perspectives de croissance et première stabilisation des marges », La lettre du financier territorial n°339, janvier 2019, page 13 ; Guillaume Benoit, « La Fed plus accommodante face aux craintes de ralentissement économique », Les Echos, 22 et 23 février 2019, page 33.

[25] Sources : Pauline Houédé, « La BCE engage un tournant historique en mettant fin à ses achats de dette », Les Echos, 13 décembre 2018, page 30.

Ce programme, dont le principe avait été émis en août 2014 dans le cadre d'une réunion des banques centrales à Jackson Hole, avait pour objectif de lutter contre le risque déflationniste, auquel était alors exposée la zone euro, et favoriser la reprise économique. Il a conduit la Banque centrale européenne, dès mars 2015, à acquérir mensuellement 60 Md€ de dette d'Etat et d'obligations sécurisées, montant porté à 80 Md€ entre avril 2016 et mars 2017 et couvrant dès lors la dette d'entreprises non financières, avant d'être par la suite ramené progressivement à 15 Md€. Près de 2600 Md€ ont ainsi été injectés sur les marchés au cours de la période, apport massif de liquidités ayant eu pour effet de réduire sensiblement les taux, à court comme à long terme, au point qu'ils sont devenus parfois négatifs et de contribuer pour 60% à la réduction du cours de l'euro. Une telle action visait à inciter les établissements bancaires au financement de l'économie dite réelle et à pousser les investisseurs à privilégier des titres plus rémunérateurs[26].

L'arrêt de ce programme ne prive toutefois pas la Banque centrale européenne de moyens d'action, dans un contexte marqué, d'après Mario Draghi, par des « incertitudes persistantes liées à des facteurs géopolitiques, la menace du protectionnisme, des vulnérabilités dans les marchés émergents et la volatilité du marché financier » et un ralentissement de l'activité économique en zone euro[27]. Elle continuera ainsi à réinvestir les montants remboursés au titre de son portefeuille d'obligations arrivées à maturité (soit 17 Md€ par mois en 2019), et donc à maintenir le stock de titres acquis, et pourrait, au vu des déclarations faites par les représentants de la Banque centrale européenne, recourir de nouveau à un dispositif de prêts à long terme avantageux (les TLTRO, « Targeted longer-term refinancing operations »), d'ores et déjà accordés en 2014 et en 2016 aux fins de favoriser le crédit aux ménages et aux entreprises[28]. Elle pourra également agir sur ses taux directeurs, qui devraient demeurer à leurs niveaux actuels « au moins jusqu'à l'été 2019 », et plus vraisemblablement en 2020, voire au-delà, au vu du recul de l'inflation en zone euro et du ralentissement économique observé[29].

L'arrêt du programme de rachat de titres de la BCE, alors que la Fed a engagé la réduction de son bilan et que la Banque du Japon a ralenti le rythme de ses achats d'actifs, pourrait avoir pour effet une plus grande volatilité des taux et des tensions sur les taux à long terme du fait de la moindre liquidité sur les marchés qui en résultera[30]. Le réinvestissement des remboursements d'obligation arrivant à échéance et des intérêts perçus sur les titres, chiffrés à 158 Md€ dans une étude de la Banque de France pour les 11 premiers mois de 2019, devrait permettre, par la réduction induite de titres disponibles, le maintien de taux bas au sein de la zone euro pendant plusieurs années, la BCE ayant annoncé son souhait de procéder à de tels réinvestissements après la première hausse de taux à laquelle elle pourrait procéder et « aussi longtemps que nécessaire pour maintenir des conditions de liquidité

---

[26] Sources : Sources : Pauline Houédé, « La BCE engage un tournant historique en mettant fin à ses achats de dette », Les Echos, 13 décembre 2018, page 30. Guillaume Benoit, "La fin d'un programme qui a bouleversé les marchés financiers européens », Les Echos, 13 décembre 2018, page 30 ; Nessim Aït-Kacimi, « L'action de la Banque centrale européenne a provoqué plus de la moitié de la chute de l'euro », Les Echos, 13 décembre 2018, page 31.

[27] Sources : Pauline Houédé, « La BCE met fin à ses rachats massifs de dettes mais reste l'arme au pied », Les Echos, 14 et 15 décembre 2018, page 4 ; Pauline Houédé, « La BCE engage un tournant historique en mettant fin à ses achats de dette », Les Echos, 13 décembre 2018, page 30.

[28] Sources : Pauline Houédé, « La BCE met fin à ses rachats massifs de dettes mais reste l'arme au pied », Les Echos, 14 et 15 décembre 2018, page 4 ; Pauline Houédé, « La BCE engage un tournant historique en mettant fin à ses achats de dette », Les Echos, 13 décembre 2018, page 30 ; Guillaume Benoit, "La fin d'un programme qui a bouleversé les marchés financiers européens », Les Echos, 13 décembre 2018, page 30 ; Guillaume Benoit, « Les réinvestissements de la BCE seront très encadrés », Les Echos, 17 décembre 2018, page 29 ; INFODETTE, La lettre d'information de FCL Gérer la Cité, page 5 ; Guillaume Benoit, « La hausse des taux de la BCE s'éloigne de plus en plus », Les Echos, 18 février 2019, page 31 ; Nessim Aït-Kacimi, « L'euro à la merci de nouvelles mesures de soutien de la BCE », 27 février 2019, page 26 ; Guillaume Benoit, « Les 6 questions des marchés avant la réunion de la BCE », Les Echos, 4 mars 2019, page 26.

[29] Sources : Pauline Houédé, « La BCE met fin à ses rachats massifs de dettes mais reste l'arme au pied », Les Echos, 14 et 15 décembre 2018, page 4 ; Guillaume de Calignon, « Le recul de l'inflation sera un moteur du pouvoir d'achat en 2019 », Les Echos, 7 janvier 2019, page 5 ; INFODETTE, La lettre d'information de FCL Gérer la Cité, page 5 ; Isabelle Couet, « Les banques centrales peu armées en cas de nouveau choc », Les Echos, 6 décembre 2018, page 30 ; Guillaume Benoit, « Les investisseurs croient de moins en moins à hausse des taux de la BCE cette année », Les Echos, 17 janvier 2019, page 27 ; Guillaume Benoit, « La hausse des taux de la BCE s'éloigne de plus en plus », Les Echos, 18 février 2019, page 31 ; Nessim Aït-Kacimi, « L'euro à la merci de nouvelles mesures de soutien de la BCE », 27 février 2019, page 26 ; Guillaume Benoit, « Les 6 questions des marchés avant la réunion de la BCE », Les Echos, 4 mars 2019, page 26.

[30] Sources : Frédérik Ducrozet, stratégiste chez Pictet Wealth Management, interrogé par G. Be., « Pour la première fois en dix ans, la liquidité globale va être moins abondante sur les marchés », Les Echos, 13 décembre 2018, page 31.

favorables et un degré élevé de soutien monétaire ». Une telle action de la BCE pourrait, pour les acteurs financiers, durer entre deux et trois années[31].

Il devrait résulter de cette normalisation des politiques monétaires une remontée des taux d'intérêts.

Il apparaît toutefois, au vu de l'évolution des marchés financiers début 2019, que les investisseurs tendent à privilégier les obligations à long terme, dans ce contexte de ralentissement économique, de moindre inflation et d'incertitudes multiples. Il en est résulté une diminution des taux à long terme, négatifs jusqu'à 8 ans pour la dette allemande et jusqu'à 5 ans pour la France, tandis que le taux à 10 ans italiens s'est pour sa part fortement accru ces dernières semaines[32].

Les taux longs ont en effet diminué au cours de l'année 2018 tandis que les taux courts sont demeurés très bas, et présentent, les uns comme les autres, des perspectives de progression très limitées pour 2019.

B/ Un contexte de transition budgétaire et fiscale

1/ La programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022

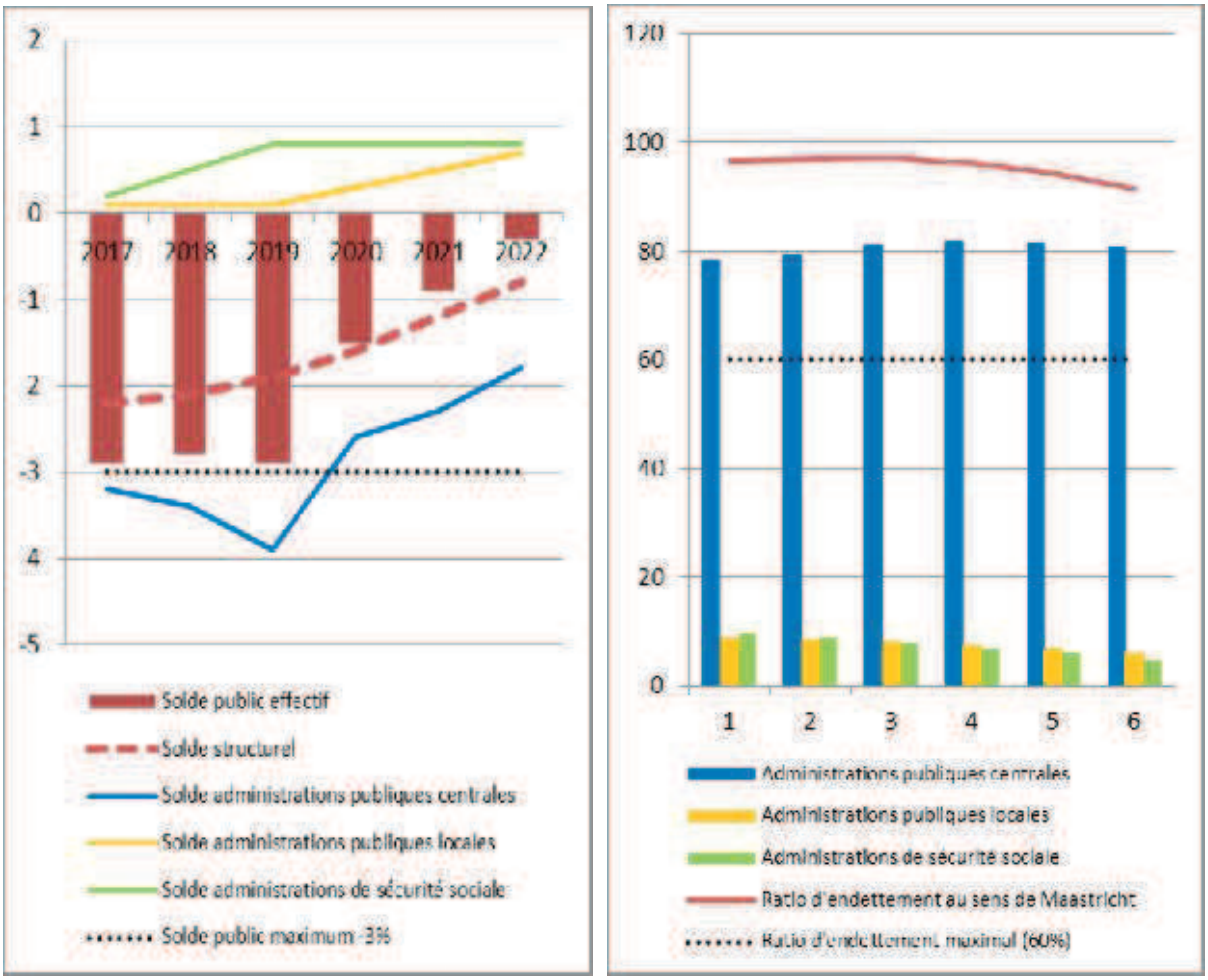
La loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 a prévu, en son article 2 et dans le cadre des engagements européens de la France, l'évolution suivante du solde structurel de la France à partir de 2018 :

En % du PIB	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Solde structurel	**-2,2**	**-2,1**	**-1,9**	**-1,6**	**-1,2**	**-0,8**

Le respect de cette trajectoire implique l'évolution suivante du solde effectif et de la dette des administrations publiques :

En % du PIB	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Solde effectif	**-2,9**	**-2,8**	**-2,9**	**-1,5**	**-0,9**	**-0,3**
Administrations centrales	-3,2	-3,4	-3,9	-2,6	-2,3	-1,8
Administrations de sécurité sociale	0,2	0,5	0,8	0,8	0,8	0,8
Administrations locales	0,1	0,1	0,1	0,3	0,5	0,7
Dette	**96,7**	**96,9**	**97,1**	**96,1**	**94,2**	**91,4**
Administrations centrales	78,3	79,4	81,1	81,7	81,6	80,8
Administrations de sécurité sociale	9,7	9,0	8,0	6,9	5,9	4,8
Administrations locales	8,7	8,4	8,1	7,5	6,7	5,8

[31] Sources : Guillaume Benoit, « Les taux européens resteront bas tant que la BCE réinvestit », Les Echos, 24 décembre 2018, page 20.
[32] Sources : Guillaume Benoit, « La ruée des investisseurs sur les dettes d'Etat illustre les craintes des marchés », Les Echos, 7 janvier 2019, page 29 ; Guillaume Benoit, « les taux de l'Allemagne et de la France au plus bas depuis deux ans », Les Echos, 11 février 2019, page 32.



Sources : Articles 2, 3 et 5 de la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 PFP 2018-2022, Rapport annexé à la LPFP 2018-2022, II D 2.

Elle repose donc sur un effort majeur du secteur public local de réduction de son encours de dette et d'accroissement du solde effectif qui lui est propre.

La trajectoire ainsi tracée par le Législateur ne devrait toutefois pas être respectée. **Si le déficit budgétaire pourrait atteindre 2,6% du PIB en 2018, il devrait fortement s'accentuer en 2019 et être porté à 3,2% du PIB environ, sous l'effet, outre de l'annulation de l'augmentation des taxes sur les carburants, des mesures, d'un coût de l'ordre de 10 Md€, annoncées en décembre dernier en réponse au mouvement des « gilets jaunes »**[33].

Une telle dégradation des comptes publics, qui conduit le déficit budgétaire français à franchir le seuil européen de 3%, a été fortement critiquée par la Cour des comptes dans son rapport annuel de début février. Elle souligne, en effet, « l'insuffisance et la grande fragilité du redressement opéré jusqu'à présent » et dénonce un « scénario de finances publiques préoccupant », marqué par un fort niveau d'endettement et un faible ajustement structurel, qui éloigne la situation de la France de celle observée dans la plupart des pays européens. S'interrogeant sur la solidité des hypothèses macroéconomiques sous-tendant la construction du budget pour 2019, fondé sur une prévision de croissance économique de 1,7% du PIB, elle rappelle en outre que cette évolution défavorable en 2019 serait le fait des seules administrations d'Etat, dont le déficit serait ainsi porté à 4,0%, après 3,1% en 2018[34].

[33] Sources : Renaud Honoré, « La Cour des comptes critique « l'insuffisance » du bilan budgétaire de Macron », Les Echos, 7 février 2019, page 3.
[34] Sources : Renaud Honoré, « La Cour des comptes critique « l'insuffisance » du bilan budgétaire de Macron », Les Echos, 7 février 2019, page 3 ; Marc Vignaud, « Sur le front des comptes publics, on est très mal », Le Point, 28 février 2019, Le Point.fr.

Une nouvelle trajectoire des finances publiques devrait être arrêtée par le Gouvernement dès le printemps 2019, qui pourrait toutefois bénéficier du maintien, durablement, de taux d'intérêts bas, l'augmentation des taux directeurs par la Banque Centrale Européenne, un temps anticipée pour 2019, étant vraisemblablement reportée à 2020, voire 2021, du fait du ralentissement économique observé notamment au sein de la zone euro. La Banque de France a d'ailleurs récemment estimé que la réduction de la charge de la dette française diminuerait de ce fait d'environ 10 Md€ entre 2018 et 2021, compensant en quelque sorte la charge induite par les mesures sociales annoncées en décembre par M. le Président de la République[35].

Le redressement des comptes publics, dont les conditions devraient être révisées au cours des prochains mois, avait conduit le Législateur à prévoir, dans la loi de programmation des finances publiques pour 2018 à 2022, que l'association des administrations publiques locales à la résorption des déficits et de la dette publique donnerait lieu, non plus à une réduction générale des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales, comme cela a été le cas de 2014 à 2017, mais à une contractualisation entre l'Etat et les 322 collectivités ou groupements aux budgets de fonctionnement les plus élevés, les administrations locales présentant des volumes budgétaires inférieurs pouvant solliciter la mise en place d'un tel dispositif contractuel.

Ce dispositif poursuit l'objectif d'une moindre progression des dépenses de fonctionnement du secteur public local, rendant possible une amélioration de 13 Md€ entre 2017 et 2022 de leur besoin de financement et, partant, une réduction de l'ordre de 30% de leur encours de dette.

Les contrats, conclus avant la fin du premier semestre de 2018 pour une durée de trois ans, ont déterminé « sur le périmètre du budget principal de la collectivité ou de l'établissement :

1° Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ;

2° Un objectif d'amélioration du besoin de financement ;

3° Et, pour les collectivités et les établissements dont la capacité de désendettement dépasse en 2016 le plafond national de référence (…), une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement », à savoir douze ans pour les communes et groupements à fiscalité propre, dix ans pour les départements et neuf ans pour les régions.

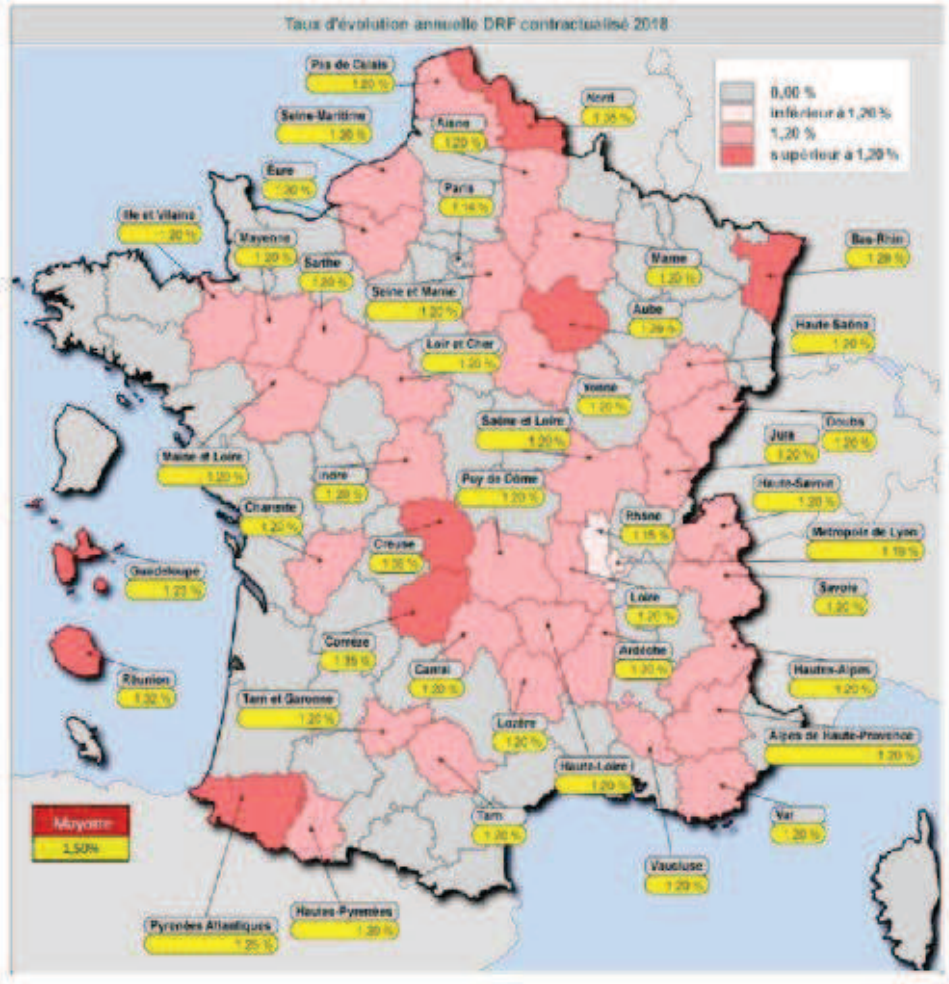
Chaque contrat a donc fixé « le niveau maximum annuel des dépenses réelles de fonctionnement auquel la collectivité territoriale ou l'établissement (…) s'engage chaque année », sous peine de sanction financière, « sur la base du taux national fixé au III de l'article 13 » de la loi de programmation, à savoir 1,2% par an entre 2018 et 2022. Les particularités sectorielles et locales ont pu, partiellement, être prises en compte, grâce à un plafonnement à 2% de la progression observée, pour les départements et la Métropole de Lyon, « des dépenses exposées au titre du revenu de solidarité active, de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la prestation de compensation du handicap (…) » et à une modulation du taux pivot de 1,2%, **à la hausse comme à la baisse, à partir de trois critères appliqués à la base de 2017 et dans la limite de 0,15 point par critère**, ayant trait à la population et aux logements, au revenu moyen par habitant et à l'évolution passée des dépenses réelles de fonctionnement.

Sur les 322 collectivités et groupements concernés par cet encadrement, 230 avaient, au 1er juillet 2018, conclu un contrat avec l'Etat, soit 9 régions, 45 départements, 122 communes, 53 groupements intercommunaux et la Métropole de Lyon, représentant 59% des dépenses de fonctionnement du périmètre[36].

---

[35] Source : Renaud Honoré, « Déficit : la baisse du coût de la dette pourrait faciliter la tâche de Bercy », Les Echos, 26 février 2019, page 4.
[36] Source : Cour des Comptes, « Les finances publiques locales », Septembre 2018, page 93.

Il ressort d'une étude réalisée par le Cabinet Ressources Consultants Finances que sur 44 départements, 33 sont tenus à une progression maximale de 1,20%, 9 à une progression supérieure et 2 (plus la Métropole de Lyon) à une progression inférieure ; sur les 99 départements, 69 sont tenus, même s'ils n'ont pas conclu de contrat, d'appliquer un taux de 1,20%, aucune modulation destinée à prendre en compte leurs spécificités n'étant appliquée ; 12 sont tenus à un taux de 1,35% et 1 à un taux de 0,90%[37].



Source : Ressources Consultants Finances, support de formation 2018, page 287.

Le contrat conclu avec l'Etat par le Département de la Savoie en 2018 prévoit une progression annuelle de 1,2% de ses dépenses réelles de fonctionnement entre 2017 et 2020, évolution respectée en 2018. Des échanges entre le Département et M. le Préfet de la Savoie ont été engagés fin février 2019 et donneront lieu prochainement au constat officiel de ce résultat favorable.

2/ Les évolutions liées à l'adoption de la loi de finances pour 2019

La loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 apporte diverses modifications au cadre budgétaire applicable par les départements en 2019.

[37] Source : Ressources Consultants Finances, support de formation 2018, pages 285 et 287.

a) Les concours financiers de l'Etat aux départements et la péréquation

- Les concours financiers de l'Etat

L'**article 77 de la loi de finances pour 2019** fixe la **dotation globale de fonctionnement** de l'ensemble des collectivités locales à 26,95 Md€, soit au même niveau qu'en 2018[38] ; la **dotation de péréquation des départements** (dotation de fonctionnement minimale et dotation de péréquation urbaine) s'accroît toutefois de 10 M€, en application de **l'article 250 de la loi de finances pour 2019**. Afin de financer cette augmentation des dotations de péréquation des départements et à la prise en compte de la croissance de leur population (impact de l'ordre de 30 M€), un prélèvement pouvant atteindre 1% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal (et non plus 5% de la dotation forfaitaire de n-1) sera opéré auprès des départements dont le potentiel financier par habitant est égal ou supérieur à 0,95 fois la moyenne (**article 250 de la loi de finances pour 2019**)[39].

Les différents mouvements intervenant au sein de l'enveloppe normée d'un ensemble de concours financiers (prélèvements sur recettes hors FCTVA, dont fait partie la dotation globale de fonctionnement), à la hausse comme à la baisse, sont par ailleurs neutralisés par **un ajustement de certains concours, qualifiés de « variables d'ajustement »**. Ces variables d'ajustement sont définies chaque année en loi de finances, qui fixe le montant qu'elles doivent atteindre et les taux de minoration. Leur minoration sera opérée, en 2019, proportionnellement aux recettes réelles de fonctionnement de 2017 des collectivités – déduction faite des recettes exceptionnelles et des recettes de mutualisation - et non plus proportionnellement au montant perçu par chacune d'elles, sachant qu'en cas de dépassement du montant de la dotation perçue en 2018, « l'écart sera réparti entre les autres collectivités territoriales selon les mêmes modalités » (**article 77**)[40].

Il convient de rappeler, à ce titre, que seules les collectivités perdantes au moment de la réforme de la fiscalité locale en 2010, à l'origine de la suppression de la taxe professionnelle, perçoivent la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ce qui n'est pas le cas des Départements de Paris et des Hauts-de-Seine, ni de la Région Ile-de-France (qui paient, par contre, une contribution au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR))[41].

La DCRTP des départements diminuera donc de 30 M€ et la dotation pour transfert de compensations d'exonération de taxe d'habitation de 15 M€ en 2019[42].

Une diminution de 49 M€ est en outre appliquée aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDTP), répartis en 2019 « au prorata des ressources des départements et non des communes de leur territoire »[43].

---

[38] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html.

[39] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; SVP, « Loi de finances 2019 – Ce qui va changer pour les collectivités », Le livre blanc des Experts SVP, http://www.svp.com/livreblanc/secteur-public/, Version actualisée le 7 janvier 2019 ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[40] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; SVP, « Loi de finances 2019 – Ce qui va changer pour les collectivités », Le livre blanc des Experts SVP, http://www.svp.com/livreblanc/secteur-public/, Version actualisée le 7 janvier 2019. Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[41] Sources : Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019.

[42] Sources : Assemblée des départements de France, « Etat des lieux des dispositifs de compensation et de péréquation des Départements » -
Bureau du 21 janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

Du fait principalement de la réduction des dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural réalisées par les départements (plus de 1 Md€ en 2005 et moins de 0,50 Md€ en 2018), au titre desquelles elle était versée, l'actuelle dotation globale d'équipement départementale, d'un montant de 212 M€ en 2018, est transformée par **l'article 259 de la loi de finances pour 2019** en une **dotation de soutien à l'investissement des départements** (DSID)[44], de la métropole de Lyon, de la collectivité de Corse, des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, à laquelle 296 M€ sont affectés (dont 84 M€ au titre des restes à apurer dans le cadre de la DGE).

Une première part de la dotation, d'un montant de 163 M€ (soit 77% de l'enveloppe totale), sera répartie sous forme d'enveloppes régionales, pour 40% en fonction de la proportion de population résidant hors unité urbaine ou dans une unité urbaine de moins de 50 000 habitants, pour 35% en fonction de la longueur de voirie départementale (avec application d'un coefficient de 2 en zones de montagne) et pour 25% en fonction du nombre d'enfants de 11 à 15 ans domiciliés dans les communes de la région ; les enveloppes régionales, qui doivent être comprises entre 1,5 M€ et 20 M€, seront réparties par les préfets de région « dans un objectif de cohésion des territoires ».

Une seconde part, d'un montant de 49 M€ (soit 23% de l'enveloppe totale), sera répartie entre les départements dont le potentiel fiscal par habitant et le potentiel fiscal par km² sont inférieurs au double de la moyenne des départements, en fonction du potentiel fiscal par habitant (rapport ne pouvant excéder 2) et du potentiel fiscal par km² (rapport ne pouvant excéder 10) ; cette seconde dotation est libre d'affectation mais doit être comprise entre 70% et le double de la moyenne des dotations attribuées au Département au cours des trois derniers exercices au titre de la DGE. Aucune majoration de la nouvelle DSID ne sera toutefois accordée aux départements signataires d'un contrat financier avec l'Etat et ayant respecté l'encadrement de l'évolution de ses dépenses de fonctionnement. Un décret en Conseil d'Etat précisera les modalités d'application de cette dotation.

Le département percevait, ces dernières années, une dotation globale d'équipement de l'ordre de 1 M€ par an.

- <u>La péréquation</u>

Un **fonds de péréquation interdépartemental**[45] de 250 M€ est créé par **l'article 261 de la loi de finances pour 2019**, pour la durée des contrats financiers conclus avec l'Etat, alimenté par un prélèvement proportionnel de 0,11% opéré sur l'assiette des droits de mutation à titre onéreux perçus en 2018 par les départements.

Une première fraction (60%, soit 150 M€), bénéficiera aux départements «très ruraux, marqués par une insuffisance structurelle de moyens pour répondre aux défis de l'aménagement et de l'attractivité de leur territoire », dont le potentiel financier net par km² est inférieur à 50% de la moyenne et dont le nombre d'habitants par km² est inférieur à 70 ; elle sera répartie « en fonction d'un indice synthétique

---

[43] <u>Sources</u> : SVP, « Loi de finances 2019 – Ce qui va changer pour les collectivités », Le livre blanc des Experts SVP, http://www.svp.com/livreblanc/secteur-public/, Version actualisée le 7 janvier 2019 ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[44] <u>Sources</u> : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[45] <u>Sources</u> : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; SVP, « Loi de finances 2019 – Ce qui va changer pour les collectivités », Le livre blanc des Experts SVP, http://www.svp.com/livreblanc/secteur-public/, Version actualisée le 7 janvier 2019 ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Assemblée des départements de France, « Etat des lieux des dispositifs de compensation et de péréquation des Départements » - Bureau du 21 janvier 2019.

plafonné à 1,3 composé pour un tiers du rapport entre le potentiel financier net moyen par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier net par habitant du département, pour un tiers du rapport entre le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements et le revenu par habitant du département et pour un tiers du rapport entre le taux d'imposition de taxe foncière sur les propriétés bâties du département et le taux moyen national d'imposition de taxe foncière sur les propriétés bâties de l'ensemble des départements ».

La seconde fraction (40%, 100 M€) bénéficiera aux départements dont le produit de droits de mutation par habitant est inférieur à 90% du produit moyen par habitant de l'ensemble des départements », dont le revenu par habitant est inférieur à la moyenne et dont le taux de pauvreté supérieur ou égal à 15% ; elle sera répartie « en fonction d'un indice synthétique », pondéré par la population, « composé pour moitié du rapport entre le potentiel financier net moyen par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier net par habitant du département et pour moitié du rapport entre le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements et le revenu par habitant du département ».

47 départements seraient bénéficiaires nets et 54 seraient contributeurs.

La contribution du Département de la Savoie, qui ne serait pas bénéficiaire du fonds, serait de l'ordre de 2,40 M€[46].

En outre, un **fonds dit de stabilisation**[47] doté de 115 M€, financé par l'Etat et non par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (ce qui était le cas pour les précédents fonds de soutien), est créé pour les années 2019 à 2021 par **l'article 261 de la loi de finances pour 2019** en faveur notamment des départements de métropole et d'outre-mer « connaissant une situation financière dégradée par rapport aux charges induites par le financement des allocations individuelles de solidarité (…) ».

Pour être éligible au dispositif, un département doit présenter cumulativement un reste à charge par habitant au sens de la DGF (dépenses engagées au titre des trois allocations individuelles de solidarité nettes des compensations[48]) supérieur à la moyenne nationale, un potentiel fiscal par habitant inférieur à la moyenne nationale ou un revenu fiscal de référence par habitant (population INSEE) inférieur à la moyenne nationale majorée de 20%, un taux d'épargne brute inférieur à 12%.

La répartition du fonds est opérée entre les départements éligibles en fonction de l'écart du reste à charge à la moyenne nationale, de la population et d'un indice synthétique obtenu en additionnant, pour un tiers, le rapport entre le potentiel fiscal par habitant moyen et celui du département, pour un tiers, le rapport entre le revenu par habitant moyen et celui du département et, pour un tiers, le rapport entre le taux de taxe foncière du département et le taux moyen ».

33 départements devraient bénéficier de ce fonds. Un montant plancher est garanti en 2019 aux départements éligibles qui bénéficiaient du fonds de soutien exceptionnel prévu par la loi de finances rectificative pour 2017 (à hauteur de 50% du soutien versé en 2018).

Les **fonds de péréquation horizontale interdépartementaux en matière de droits de mutation et de CVAE** sont par ailleurs maintenus. Le Département de la Savoie devrait ainsi contribuer à

---

[46] Sources : Assemblée des départements de France, « Etat des lieux des dispositifs de compensation et de péréquation des Départements » - Bureau du 21 janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[47] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[48] Les compensations prises en compte sont la TICPE transférée en compensation du RMI puis du RSA, le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, la dotation de compensation péréquée, le solde au titre du fonds de solidarité des départements et les compensations versées au titre de l'APA et de la PCH.

hauteur de 10,70 M€ au titre du fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux et de 3,25 M€ au titre du fonds de solidarité. Il devrait par ailleurs contribuer à hauteur de 0,50 M€ au fonds de péréquation en matière de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

b) Les mesures fiscales

- La réforme de la fiscalité locale

L'article 5 de la loi de finances pour 2018 a mis en place un **dégrèvement de la taxe d'habitation due sur la résidence principale**, à raison de 30% en 2018, de 65% en 2019 et 100% en 2020, bénéficiant aux personnes seules et aux couples présentant un revenu fiscal de référence inférieur aux seuils respectivement de 27 000 € et 43 000 € (sous réserve que les contribuables concernés ne soient pas redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune), étant précisé que chaque demi-part supplémentaire entraîne un accroissement du seuil de 6 000 €. Il a également prévu un dégrèvement partiel pour les contribuables dont le revenu fiscal de référence excède légèrement les plafonds de ressources applicables, soit les célibataires dont ledit revenu est compris entre 27 000 € et 28 000 € et les couples dont le revenu de référence est compris entre 43 000 € et 45 000 € (sans majoration pour les demi-parts supplémentaires).
80% des foyers (22 millions) ne paieront plus de taxe d'habitation à l'horizon de 2020.

Le Conseil Constitutionnel a validé ces dispositions, tout en précisant qu'il pourrait « réexaminer ces questions en fonction notamment de la façon dont sera traitée la situation des contribuables restant assujettis à la taxe d'habitation dans le cadre d'une réforme annoncée de la fiscalité locale » et que la prochaine loi de finances devra « arrêter les mesures appropriées pour rétablir le degré d'autonomie financière des communes au niveau imposé par le législateur organique ».

Cette révision majeure du régime de la taxe d'habitation annonçait une réforme d'ensemble de la fiscalité locale, pouvant intégrer la suppression de la taxe d'habitation pour tous les contribuables en 2020, hypothèse évoquée notamment en novembre 2017 par M. le Président de la République.

Depuis lors, un rapport réalisé par Alain Richard et Dominique Bur et rendu en mai 2018, a recensé différentes pistes de modifications de la répartition des recettes fiscales entre l'Etat et les différents niveaux de collectivités, destinées à permettre de compenser le manque à gagner pour les communes de la suppression de la taxe d'habitation. A ainsi été envisagé le transfert aux communes et aux groupements intercommunaux de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, soit aux seules communes, soit à l'ensemble du bloc local, complété d'une part d'un impôt national. Dans cette hypothèse, les départements bénéficieraient d'une fraction d'un impôt national (TVA ou CSG). Un autre scénario consisterait dans l'affectation d'une fraction d'impôt national (TVA) au bloc local[49].

Les tensions sociales de la fin de l'année 2018 et du début de l'année 2019 ont depuis lors conduit plusieurs représentants du Gouvernement à s'interroger, début janvier, sur l'opportunité de supprimer l'intégralité de la taxe d'habitation et donc de maintenir en vigueur la taxe d'habitation pour les 20% de ménages les plus aisés (ce qui représente un coût estimé à 7 Md€)[50].

La suppression de cette part « résiduelle » de taxe d'habitation, annoncée par M. le Président de la République, a donc été soumise à réflexion dans le cadre du grand débat national, alors que les questions relatives au lien entre impôt et services publics et au consentement à l'impôt sont au cœur des problématiques soulevées par le mouvement des « gilets jaunes »[51].

---

[49] Sources : Cour des comptes, « Les finances publiques locales », septembre 2018, page 115.
[50] Sources : Ingrid Feuerstein, « La taxe d'habitation, nouveau casse-tête pour l'exécutif », Les Echos, 8 janvier 2019, page 2.
[51] Sources : Ingrid Feuerstein, « La taxe d'habitation, nouveau casse-tête pour l'exécutif », Les Echos, 8 janvier 2019, page 2 ; C. M., avec AFP/Localtis, « Taxe d'habitation : la suppression totale toujours envisagée… mais versée au débat », Localtis, 8 janvier 2019 ; Emilie Buono, Sylvie Luneau, lagazette.fr, 14 décembre 2018, mise à jour le 17 décembre 2018.

Le projet de loi sur les finances locales, plusieurs fois reporté et finalement annoncé pour mars 2019 pourrait ne pas intervenir selon le calendrier prévu, les réformes fiscales pouvant prendre place dans un projet de loi de finances rectificative au cours du printemps, notamment destiné au financement des mesures d'urgence de fin 2018, ou dans le projet de loi de finances pour 2020[52].

Pour l'heure, la réforme de la taxe d'habitation votée dans le cadre de la loi de finances pour 2018 a été confirmée. Il a par ailleurs été décidé de maintenir sous forme d'exonération, notamment pour les veuves et les veufs, le bénéfice de l'allègement de taxe d'habitation (et du dégrèvement de contribution à l'audiovisuel public y étant attaché)[53].

- La revalorisation des assiettes fiscales

En application de l'article 99 de la loi de finances pour 2017, le coefficient de **revalorisation forfaitaire des bases** est désormais indexé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé, constaté en novembre, soit une revalorisation de 2,2% (évolution observée de novembre 2017 à novembre 2018)[54].

- La contribution économique territoriale et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

L'article 156 de la loi de finances pour 2019 précise la **définition,** utilisée pour l'évaluation des valeurs locatives (qui entrent pour un tiers dans la répartition entre territoires du produit de CVAE des entreprises multi-établissements), **des locaux industriels**, lesquels représentent 28% des produits de taxe foncière sur les propriétés bâties[55].

La loi de finances refond par ailleurs les mécanismes de **compensation des pertes de fiscalité économique**, en particulier en ce qui concerne les pertes exceptionnelles de contribution économique territoriale et d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau et renvoie à des décrets la définition précise du cadre juridique applicable **(article 79)** [56]**.**

- Les IFER

Plus spécifiquement, la loi organise en outre la perception par les communes d'implantation de 20% du produit de l'IFER sur les éoliennes et les hydroliennes, également perçu par les départements et les intercommunalités[57].

---

[52] Sources : Ingrid Feuerstein, « La taxe d'habitation, nouveau casse-tête pour l'exécutif », Les Echos, 8 janvier 2019, page 2 ; Cédric Néau, « Faux départ pour la réforme fiscale ? », lagazette.fr, 16 novembre 2018.

[53] Sources : Emilie Buono, « Projet de loi de finances pour 2019 – Le budget 2019 est définitivement adopté », lagazette.fr, 20 décembre 2018 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[54] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[55] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[56] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[57] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; SVP, « Loi de finances 2019 – Ce qui va changer pour les collectivités », Le livre blanc des Experts SVP, http://www.svp.com/livreblanc/secteur-public/, Version actualisée le 7 janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

L'article 176 prévoit par ailleurs une exonération pendant 5 ans pour les stations radioélectriques dans les zones blanches[58].

Enfin, en application de **l'article 177 de la loi de finances pour 2019**, le tarif de l'IFER sur les répartiteurs principaux appliqué à partir de 2019 aux réseaux de communication électronique en cuivre, fibre optique ou câble passe à 12,66 € en 2019 (contre 12,73 € antérieurement)[59].

- La taxe foncière sur les propriétés bâties

L'article 158 de la loi de finances pour 2019 étend aux logements anciens réhabilités **l'exonération de taxe foncière** de 15 ans, compensée, réservée aux **logements neufs en contrat de location-accession** et destinés à être occupés, à titre de résidence principale, par des personnes physiques dont les revenus à la date de signature du contrat préliminaire ou, à défaut, du contrat de location-accession ne dépassent pas les plafonds visés au 10ème alinéa de l'article L411-2 du Code de la construction et de l'habitation, c'est-à-dire les « plafonds maximum, majorés de 11 %, fixés par l'autorité administrative pour l'attribution des logements locatifs conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 et dont l'accès est soumis à des conditions de ressources ». La perte de recettes en résultant pour les collectivités territoriales doit être compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement[60].

Une **exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties** est par ailleurs désormais possible, sur délibération, pour les **installations hydroélectriques destinées à la préservation de la biodiversité et de la continuité écologique** (**article 172 de la loi de finances pour 2019**)[61].

Une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties, non compensée, est également prévue pour les **établissements publics de santé intégrés à un groupement de coopération sanitaire de droit public** (**article 169 de la loi de finances pour 2019**)[62].

Enfin, l'article 171 de la loi de finances pour 2019 maintient l'exonération de taxe foncière pour les bâtiments publics en cas de **pose de panneaux photovoltaïques** (malgré la production d'électricité en résultant)[63].

- Autres mesures fiscales

---

[58] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[59] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[60] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019.

[61] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[62] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; SVP, « Loi de finances 2019 – Ce qui va changer pour les collectivités », Le livre blanc des Experts SVP, http://www.svp.com/livreblanc/secteur-public/, Version actualisée le 7 janvier 2019 ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[63] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

L'article 162 de la loi de finances pour 2019 apporte quelques ajustements aux règles applicables à la **taxe de séjour**, tels que l'obligation pour les plateformes de réservation en ligne pour le compte de loueurs non professionnels sont tenus de verser le produit de la taxe de séjour au plus tard le 31 décembre de l'année de perception ; il prévoit aussi que « les logeurs, les hôteliers, les propriétaires, les intermédiaires et les professionnels (…) sont tenus de faire une déclaration à la collectivité territoriale ayant institué la taxe de séjour lorsqu'ils reversent la taxe collectée », sur laquelle doivent figurer diverses mentions obligatoires, « pour chaque hébergement loué sur le territoire de la collectivité territoriale concernée et pour chaque perception effectuée ». Le non-respect de ces obligations déclaratives ou l'absence de perception ou de reversement de la taxe donneront lieu à des sanctions financières prévues par la loi. L'article prévoit également un taux de 0,2% pour les intérêts de retard exigibles en cas de taxation d'office et, en l'absence de délibération, la reconduction des tarifs de 2018 pour les hébergements classés ou l'application d'un tarif égal à 1% du coût par personne de la nuitée (dans la limite du tarif le plus élevé pratiqué en 2018 ou du tarif plafond, s'il est inférieur, des hôtels de tourisme 4 étoiles) pour les hébergements non classés[64].

c) Autres dispositions

L'article 27 de la loi de finances pour 2019 institue, pour toute **concession hydroélectrique** prorogée et à compter du 1er janvier 2019, une redevance proportionnelle aux recettes ou aux bénéfices de la concession, une telle redevance n'existant jusqu'alors que pour les concessions renouvelées. Le taux applicable sera défini par décret.

La redevance sera perçue à raison d'un tiers par les départements, d'un douzième par les communes, d'un douzième par les groupements sur le territoire desquels coulent les cours d'eau et d'une moitié par l'Etat. La répartition entre plusieurs départements, plusieurs communes ou plusieurs groupements sera proportionnelle à la puissance moyenne hydraulique devenue indisponible dans chaque territoire du fait de l'ouvrage.

Il est prévu que le concessionnaire transmette chaque année au comptable public « le calcul détaillé du montant de la redevance due au titre de l'année précédente, certifié exact par les commissaires aux comptes », la redevance correspondante devant être payée au plus tard le 1er juillet de l'année suivant cet exercice. Le concessionnaire doit aussi « transmettre au service chargé du contrôle de la concession une copie du calcul détaillé du montant de la redevance »[65].

II / UN BUDGET QUI PRIVILEGIE LA COHESION SOCIALE ET L'INVESTISSEMENT

Le budget départemental pour 2019, dont les orientations ont été débattues le 8 février dernier, met l'accent sur la cohésion et l'investissement. Ce budget s'équilibre sans recours au levier fiscal, mais avec un emprunt de 14 M€ dont le montant est identique à celui du remboursement du capital de l'encours existant.

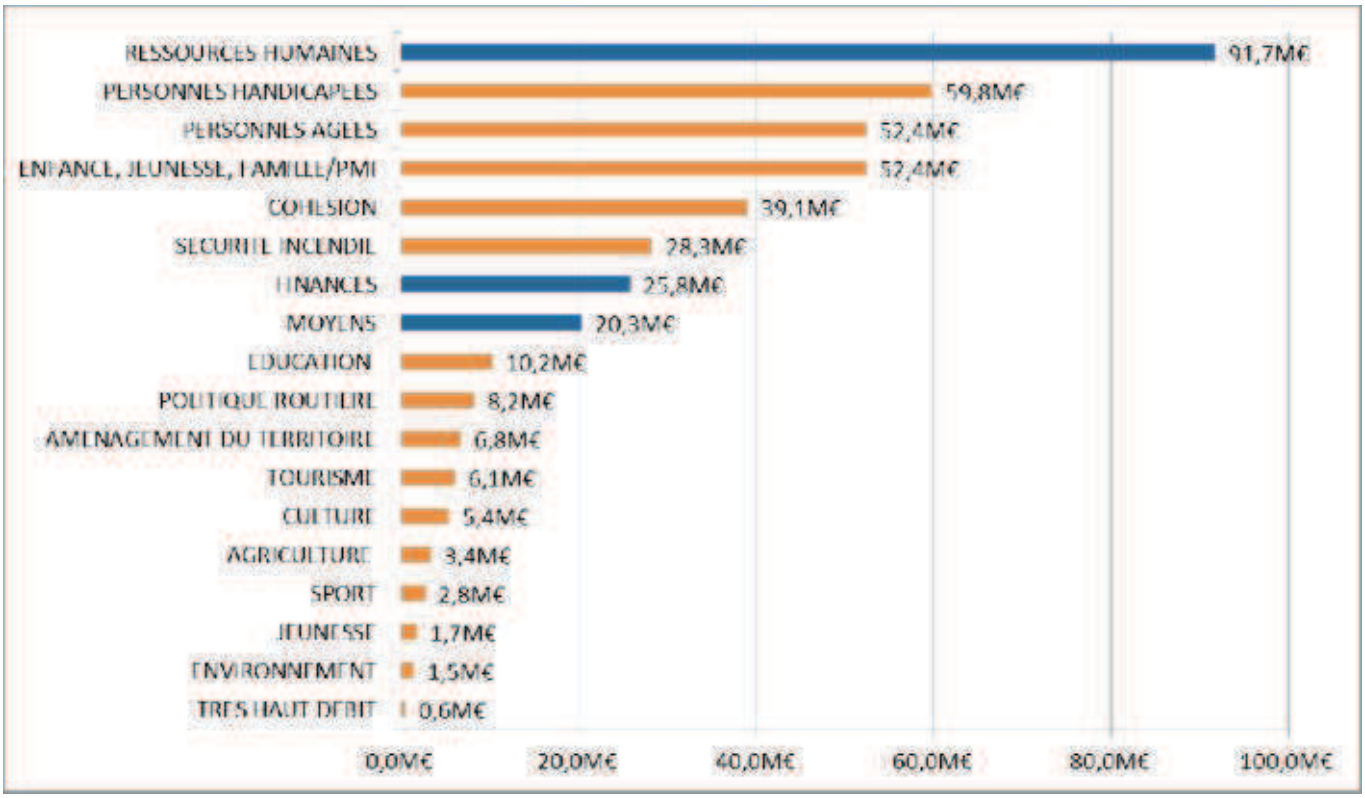
[64] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html ; Michel Klopfer, « Loi de finances 2019 et loi de finances rectificative pour 2018 : les impacts pour les collectivités locales », La lettre du financier territorial n°339, cahier n°2, fiche technique, janvier 2019 ; Christian Escallier et Céline Bacharan, Décryptage, « Loi de finances pour 2019 : la synthèse des mesures relatives aux collectivités », La Gazette des Communes, lagazette.fr.

[65] Sources : La Banque Postale Collectivités Locales, « Le D. O. B. en instantané – Mesures de la loi de finances 2019 intéressant les collectivités locales», 4 janvier 2019, https://www.labanquepostale.fr/collectivites.html.

A / Une action déterminée en faveur de l'aménagement, de la solidarité et du développement territorial

1 / Les dépenses de fonctionnement (annexe 1)

Les dépenses de fonctionnement sont constituées des dépenses nécessaires au fonctionnement courant de la collectivité, qui, avec 138 M€, en représentent un tiers, et de dépenses d'intervention, d'un montant de plus de 278 M€ relatives à l'ensemble des politiques sectorielles mises en œuvre par le Département en matière d'action sociale, d'éducation, de voirie, de culture, de sport, de jeunesse ou encore d'environnement.



Les principales inscriptions sont les suivantes (en M€) :

Action sociale

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	%BP/BP *	% BP/BP +DM *
PERSONNES AGEES (**)	54,09	54,15	52,37	1,76	-3,28
dont allocations (ACTP/ADPA)	*41,90*	*41,90*	*42,74*		
dont hébergement	*9,32*	*9,32*	*6,79*		
PERSONNES HANDICAPEES (**)	60,55	60,57	59,78	-1,27	-1,30
dont prestation de compensation (PCH)	*14,07*	*14,07*	*13,83*		
dont allocation compensatrice tierce personne (ACTP)	*1,92*	*1,92*	*1,91*		
dont hébergement en établissements	*39,87*	*39,72*	*39,61*		
dont transports scolaires enfants handicapés	*1,65*	*1,80*	*1,67*		
COHESION	38,43	38,89	39,09	1,71	0,50
dont mesures d'accompagnement social personnalisé	*0,37*	*0,37*	*0,37*		
dont revenu de solidarité active – allocations et contrats aidés	*32,20*	*32,57*	*32,92*		
dont revenu de solidarité active – actions d'insertion	*1,03*	*1,00*	*1,03*		
dont fonds social européen	*0,83*	*0,83*	*0,77*		
dont fonds sociaux logement	*2,07*	*2,05*	*2,09*		
ENFANCE JEUNESSE FAMILLE	51,22	51,44	52,38	*2,25*	*1,82*
dont placement en établissement	*24,86*	*25,41*	*26,11*		
dont placement familial	*14,80*	*14,76*	*14,80*		
dont prévention et maintien à domicile	*10,60*	*10,30*	*10,50*		
TOTAL	**204,29**	**205,05**	**203,62**	**-0,33**	**-0,70**

(*) % calculés à partir de l'annexe 1

(**) Ces données intègrent, en 2019, une diminution liée à la mise en œuvre du dispositif dit du « désintéressement » des établissements consistant dans la perception directe, sans transition par le budget départemental, des participations des familles.

Politique routière

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	%BP/BP *	% BP/BP +DM *
POLITIQUE ROUTIERE	8,88	9,33	8,24	-7,20	-11,66
dont entretien courant	*2,33*	*2,33*	*2,48*		
dont entretien hivernal	*2,33*	*2,53*	*2,05*		
dont fonds d'intervention d'urgence	*1,70*	*1,75*	*0,60*		
TOTAL	**8,88**	**9,33**	**8,24**	**-7,20**	**-11,66**

Education

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	%BP/BP *	% BP/BP +DM *
COLLEGES PRIVÉS	1,55	1,55	1,65	6,29	6,29
COLLEGES PUBLICS	6,90	6,99	7,63	10,58	9,10
dont dotation aux collèges	*4,37*	*4,37*	*3,99*		
dont atelier culinaire	*0,81*	*0,82*	*0,91*		
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0,91	0,91	0,93	2,71	2,71
INTERVENTIONS SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES	0,04	0,03	0,03	-7,80	-9,80
TOTAL	**9,40**	**9,48**	**10,24**	**9,04**	**8,03**

Environnement

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
EAU	0,50	0,45	0,35	-31,01	-23,33
ESPACES NATURELS BIODIVERSITE ET TRANSITION ENERGETIQUE	1,14	1,15	1,18	3,77	2,93
TOTAL	**1,64**	**1,60**	**1,53**	**-6,89**	**-4,50**

Politiques touristique, agricole

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
AGRICULTURE ET FORETS	3,32	3,40	3,37	1,76	-0,64
TOURISME	6,25	6,62	6,14	-1,69	-7,18
dont SM Islettes	*0,85*	*0,85*	*0,85*		
dont SM Thabor Vanoise	*0,65*	*0,77*	*0,75*		
TOTAL	**9,57**	**10,02**	**9,51**	**-0,50**	**-4,97**

(*) % calculés à partir de l'annexe 1

Culture

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
PATRIMOINE	0,79	0,79	0,83	4,83	5,30
dont FACIM	*0,54*	*0,54*	*0,55*		
ARCHIVES ET MUSEES	0,28	0,28	0,30	10,89	6,94
dont Musée Savoisien	*0,07*	*0,09*	*0,07*		
LECTURE ET MULTIMEDIA	0,57	0,57	0,56	-1,41	-1,41
ACTIONS CULTURELLES DIVERSES	0,43	0,43	0,44	1,16	1,16
DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE	3,21	3,21	3,27	1,96	1,96
dont enseignement artistique	*0,84*	*0,84*	*0,86*		
TOTAL	**5,28**	**5,28**	**5,40**	**2,43**	**2,30**

Sports

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
MOUVEMENT SPORTIF FEDERAL	1,89	1,89	1,80	-4,50	-4,50
dont Clubs de haut niveau	*0,30*	*0,30*	*0,30*		
dont Comités départementaux	*0,64*	*0,64*	*0,69*		
dont Clubs professionnels	*0,42*	*0,42*	*0,40*		
SPORT EDUCATIF	1,00	0,98	0,97	-3,14	-1,17
dont dotation collèges	*0,55*	*0,53*	*0,56*		
TOTAL	**2,89**	**2,87**	**2,78**	**-4,03**	**-3,36**

(*) % calculés à partir de l'annexe 1

Jeunesse

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
ACCOMPAGNEMENT ACTEURS TERRITOIRES	1,21	1,21	1,19	-1,91	-1,91
dont Contrats territoriaux jeunesse	*1,08*	*1,08*	*1,08*		
INTERVENTIONS SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES JEUNESSE	0,58	0,58	0,53	-7,85	-7,85
TOTAL	**1,79**	**1,79**	**1,72**	**-3,81**	**-3,81**

Sécurité - Incendie

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
SECURITE INCENDIE	27,90	27,90	28,30	1,43	1,43
dont SDIS	*27,87*	*27,87*	*28,27*		
TOTAL	**27,90**	**27,90**	**28,30**	**1,43**	**1,43**

Aménagement du territoire

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
CONTRATS TERRITORIAUX	2,37	2,11	2,49	4,87	17,74
EQUIPEMENTS CADRE DE VIE	0,47	0,51	0,44	-6,69	-13,31
dont FDAL	*0,40*	*0,40*	*0,40*		
INGENIERIE	2,34	2,23	3,66	56,73	64,37
dont ASADAC MDP	*0,20*	*0,20*	*0*		
dont ARA	*0,20*	*0*	*1,10*		
dont CAUE	*0,55*	*0,55*	*0,70*		
dont AGATE	*1,16*	*1,16*	*1,65*		
PROCEDURES CONTRACTUELLES	0,16	0,14	0,18	12,50	28,57
TOTAL	**5,34**	**4,99**	**6,77**	**26,74**	**35,67**

(*) % calculés à partir de l'annexe 1

Très haut débit

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
TRES HAUT DEBIT	2,40	2,23	0,55		
TOTAL	**2,40**	**2,23**	**0,55**	**-77,08**	**-75,35**

Moyens

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
RESSOURCES HUMAINES	91,67	91,68	91,68	0,02	0,00
AUTRES MOYENS DE L'ASSEMBLEE ET DES SERVICES	20,50	20,92	20,34	-0,81	-2,77
TOTAL	**112,17**	**112,60**	**112,02**	**-0,14**	**-0,51**

Politique financière

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
POLITIQUE FINANCIERE	21,03	24,68	25,84	22,84	4,69
dont frais financiers	*5,69*	*4,59*	*4,35*		
dont reversement fonds de péréquation et de solidarité DMTO	*13,00*	*13,16*	*13,95*		
dont reversement fonds de péréquation CVAE	*0,10*	*0,03*	*0,50*		
dont Fonds de soutien interdépartemental de péréquation DMTO			*2,40*		
Remboursement taxe d'aménagement (**)			*2,20*		
TOTAL	**21,03**	**24,68**	**25,81**	**27,73**	**4,59**

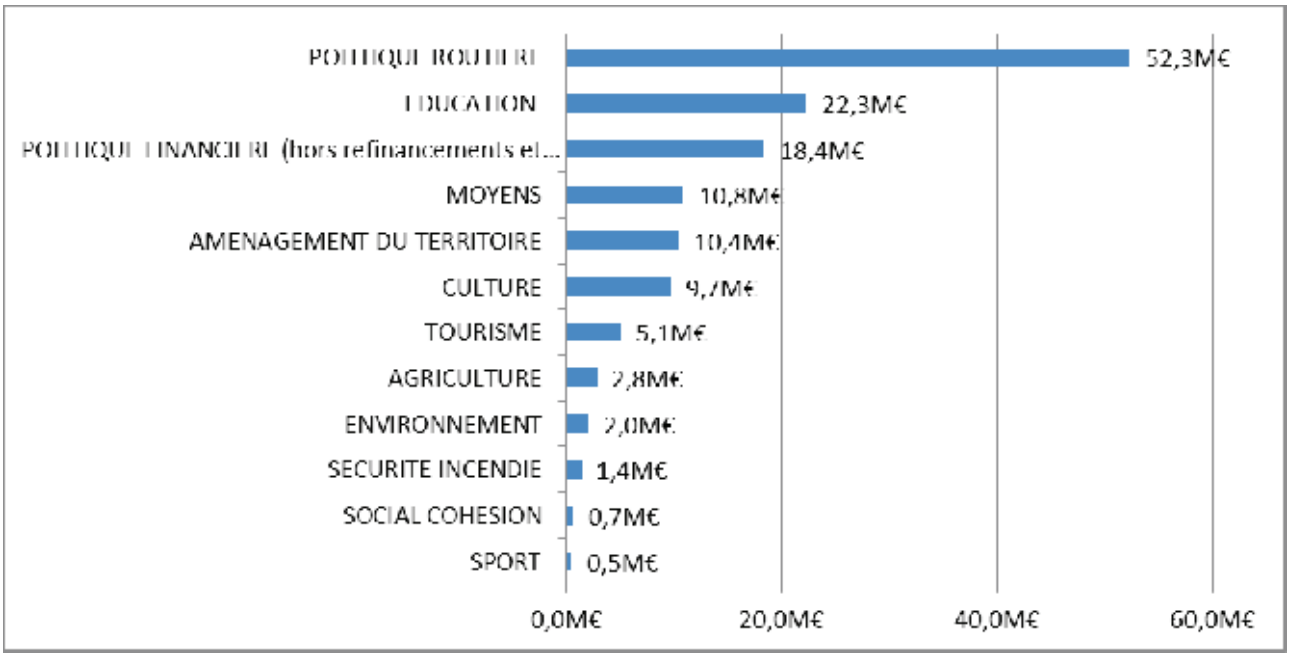
(*) % calculés à partir de l'annexe 1
(**) ce crédit est destiné au remboursement à l'Etat de versements indus de taxe d'aménagement attribuée au cours des dernières années, dans la limite de la prescription applicable, en raison d'un dysfonctionnement, au sein des services de l'Etat, du processus de gestion, notamment informatique, des annulations de taxe.

2 / Les dépenses d'investissement (annexe 2)

En 2019, l'investissement constitue une priorité majeure du Département qui consacre 136,56 M€ (hors résultat et restes à réaliser), soit une hausse de 17,07% par rapport au BP 2018.

Un effort tout particulier est ainsi prévu pour les travaux dans les collèges départementaux (18,21 M€), l'enveloppe de crédits progressant de près de 46,74 % par rapport au budget primitif 2018.

De même, les crédits consacrés aux programmes de travaux routiers, déduction faite de ceux relatifs à l'opération du tunnel du Chat, s'accroissent de plus de 24,59% entre le budget primitif de 2018 et le projet présenté pour 2019.



Les principales inscriptions sont les suivantes (en M€) :

<u>Action sociale</u>

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
PERSONNES AGEES	0,66	0,66	0,00	-100,00	-100,00
COHESION	0,43	0,43	0,65	52,09	52,09
dont logement – aide au parc privés	*0,00*	*0,00*	*0,00*		
dont fonds sociaux	*0,30*	*0,30*	*0,30*		
ENFANCE JEUNESSE FAMILLE	0,01	0,01	0,01	-0,76	-0,76
TOTAL	**1,10**	**1,10**	**0,66**	**-39,93**	**-39,93**

(*) % calculés à partir de l'annexe 2

Politique routière

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
OPTIMISER LE RESEAU	1,66	1,40	1,42	-14,61	1,21
MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE	19,00	19,76	20,10	5,82	1,73
OPTIMISER LES DEPLACEMENTS	8,37	7,45	12,04	43,89	61,54
dont Gorges de l'Arly	*1,17*	*0,12*	*2,31*		
dont Arvan Sybelles	*1,30*	*1,30*	*1,30*		
AMELIORER LA SECURITE	15,30	15,87	18,74	22,51	18,05
dont Tunnel du Chat	*2,43*	*3,03*	*0,11*		
dont sécurisation des gorges de l'Arly			*4,40*		
Total	**44,33**	**44,49**	**52,30**	**18,00**	**17,56**

Education

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
COLLEGES	12,41	12,98	18,21	46,74	40,26
dont constructions, extensions, restructurations	*3,88*	*4,08*	*8,47*		
dont maintenance et divers	*5,65*	*5,93*	*5,62*		
dont atelier culinaire	*0,20*	*0,18*	*0,25*		
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2,08	2,06	4.07	95,78	97,63
TOTAL	**14,49**	**15,04**	**22,28**	**53,77**	**48,11**

Transports

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
Transports non scolaires	0,39	0,08	0,00		
Transports scolaires	0,00	0,00	0,00		
TOTAL	**0,39**	**0,08**	**0,00**	**-100**	**-100**

(*) % calculés à partir de l'annexe 2

Environnement

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
EAU	0,73	0,84	1,04	42,84	-23,76
dont appel à projets aux groupements	*0,60*	*0,85*	*1,00*		
TRANSITION ENERGETIQUE	0,25	0,33	0,35	40,00	5,64
ESPACES NATURELS, BIODIVERSITE ET AUTRES	0,43	0,27	0,64	51,12	138,24
TOTAL	**1,40**	**1,44**	**2,03**	**44,85**	**41,11**

Politiques touristique, agricole

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
AGRICULTURE	1,86	1,92	2,81	51,20	46,58
TOURISME	2,71	2,50	5,09	88,03	103,42
dont projet touristique Chautagne	*0,20*	*0,20*	*0,40*		
dont plan tourisme	*1,10*	*0.93*	*0,77*		
dont mise en œuvre du schéma départemental tourisme	*0,63*	*0,78*	*3,00*		
TOTAL	**4,57**	**4,41**	**7,90**	**73,05**	**78,79**

Sport

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
SPORT	0,01	0,08	0,52	3 900	526,51

(*) % calculés à partir de l'annexe 2

Culture

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
PATRIMOINE	3,09	3,33	8,98	190,39	169,54
dont restauration du patrimoine monumental	*0,48*	*0,76*	*0,45*		
dont réfection de la Sainte Chapelle	*0,24*	*0,24*	*0,50*		
dont Musée Savoisien (**)	*2,16*	*2,16*	*7,63*		
dont conformité handicap Sainte Chapelle (**)	*0,02*	*0,02*	*0,22*		
dont toiture Château (**)	*0,06*	*0,02*	*0,05*		
ARCHIVES ET MUSEES	0,55	0,58	0,63	13,47	7,49
dont Musée Savoisien collections	*0,49*	*0,52*	*0,58*		
LECTURE ET MULTIMEDIA	0,14	0,15	0,10	-23,28	-30,36
ACTIONS CULTURELLES DIVERSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**3,79**	**4,08**	**9,73**	**156,62**	**138,31**

(**) Transfert de la politique Moyens

Sécurité - Incendie

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
SDIS	1,00	1,00	1,00	0	0
FREE	0,65	0,90	0,40	-38,46	-55,56
TOTAL	**1,65**	**1,90**	**1,40**	**-15,15**	**-26,16**

Aménagement du territoire

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
CONTRATS TERRITORIAUX	5,43	5,69	5,31	-2,13	-6,59
EQUIPEMENTS CADRE DE VIE (FDEC et mini contrats)	3,00	2,98	4,50	50,00	50,92
PROCEDURES CONTRACTUELLES	0,55	0,60	0,61	10,91	0,99
dont Lyon Turin	*0,50*	*0,50*	*0,50*		
TOTAL	**8,98**	**9,27**	**10,42**	*16,09*	**12,40**

(*) % calculés à partir de l'annexe 2

Très haut débit

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
EQUILIBRE BUDGET ANNEXE	1,84	3,12	0,00	-100	-100
TOTAL	**1,84**	**3,12**	**0,00**	-100,00	-100,00

Moyens et ressources humaines

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
INFORMATIQUE	1,26	1,30	1,70	35,70	30,80
IMMOBILIER	5,93	6,81	4,28	-27,74	-37,10
dont Hospice du Petit Saint-Bernard	*0,10*	*0,10*	*0,05*		
dont CPAS La Pastorale La Motte Servolex	*0,03*	*0,03*	*0,00*		
dont Château	*0,00*	*0,00*	*0,77*		
dont réhabilitation SMMR (études)	*0,30*	*0,30*	*0,36*		
dont la Cassine satellites	*2,68*	*2,68*	*0,00*		
dont regroupement services	*0,84*	*1,06*	*0,27*		
dont regroupement CPAS (Bourg-St-Maurice et St-Alban)			*0,65*		
dont CE Saint Etienne de Cuines			*0,09*		
VEHICULES	3,90	3,90	3,90	*0,00*	*0,00*
AUTRES MOYENS DE L'ASSEMBLEE ET DES SERVICES ET RESSOURCES HUMAINES	0,94	0,94	1.06	*13,17*	12,31
TOTAL	**12,03**	**12,95**	**10,94**	*-9,06*	-15,52

(*) % calculés à partir de l'annexe 2

Politique financière

	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP *	% BP/BP +DM *
POLITIQUE FINANCIERE	22,08	24,31	18,36	-16,84	-24,48
dont remboursements d'emprunts	*16,60*	*16,60*	*14,10*		
TOTAL	**22,08**	**24,31**	**18,36**	**-16,84**	**-24,48**

(*) % calculés à partir de l'annexe 2

B / Un équilibre budgétaire fondé sur la maîtrise des dépenses et un recours modéré à l'emprunt

Le budget primitif 2019 s'équilibre sans augmentation du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties et avec une prévision d'appel à l'emprunt de 14M€. La stratégie budgétaire retenue conjugue dès lors maîtrise des dépenses de fonctionnement, recherche d'efficience et adaptation des politiques départementales.

1 / Une structure financière et des grands équilibres budgétaires préservés

Le projet de budget primitif (hors résultats et hors restes à réaliser) s'élève, en dépenses nouvelles, à 553,09M€ contre 529,23 M€ en 2018 (soit 4,51%).

Le résultat global cumulé issu de l'exercice 2018, dont le montant définitif sera arrêté à l'occasion de l'approbation conjointe du compte administratif et du compte de gestion pour 2018 en juin prochain, devrait être de 52,93 M€ (contre 42,22 M€ en 2017), ainsi répartis :

Excédent de fonctionnement : 81,25 M€ (contre 82,63 M€ en 2017) ;

Besoin de financement (investissement) : 28,32 M€ (contre 40,41 M€ en 2017).

Les restes à réaliser issus de l'exercice 2018 sont quant à eux les suivants :

En M€	Restes à réaliser 2014/2015	Restes à réaliser 2015/2016	Restes à réaliser 2016/2017	Restes à réaliser 2017/2018	Restes à réaliser 2018/2019
Dépenses de fonctionnement	9,68	11,02	10,99	9,23	8,74
Recettes de fonctionnement	1,17	1,22	1,18	0,53	2,98
Dépenses d'investissement	43,23	35,15	31,58	28,68	34,74
Recettes d'investissement	31,75	27,89	22,65	21,13	21,30
dont emprunt	*25,00*	*24,00*	*18,00*	*16,70*	*16,70*

Les restes à réaliser d'investissement augmentent de 6,06 M€ en 2018 (soit d'un peu plus de 21%) alors que les recettes d'investissement sont stables avec 16,7 M€ d'emprunt reporté comme en 2018.

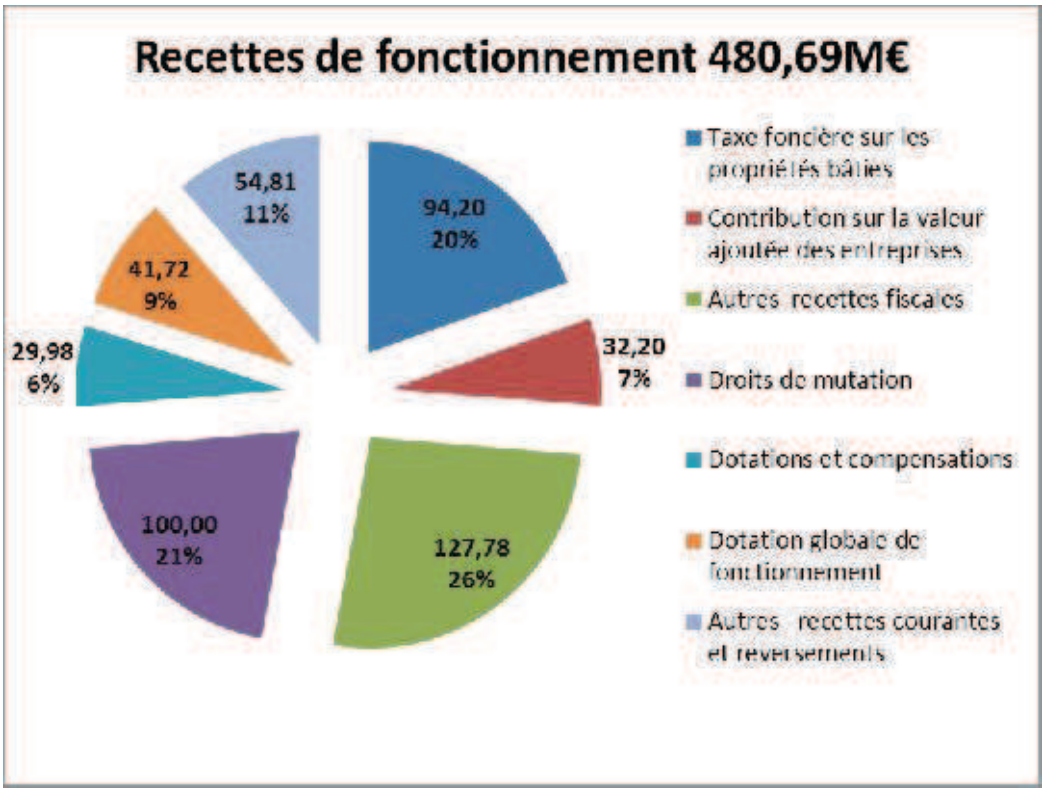
Aussi, compte-tenu du volume des restes à réaliser de la section d'investissement, l'affectation provisoire de résultat intégrée au projet de budget primitif pour 2019 pourrait être réalisée de la manière suivante :

Affectation en réserves au compte 1068 : 41,76 M€
(soit déficit d'investissement de 28,32 M€ + déficit sur restes à réaliser d'investissement pour 13,44 M€).

Déficit d'investissement reporté : 28,32 M€

Report à nouveau en section de fonctionnement : 39,49M€
(soit excédent de fonctionnement de 81,25 M€ - affectation en réserves de 41,76 M€).

Par ailleurs, le montant des **recettes de fonctionnement** (hors résultat reporté et hors restes à réaliser) s'élève à 480,69 M€ en progression de +0,80 % par rapport au montant voté au BP 2018 et en diminution de 1,21 % par rapport au voté 2018.



Les différentes recettes courantes pourraient évoluer de la manière suivante :

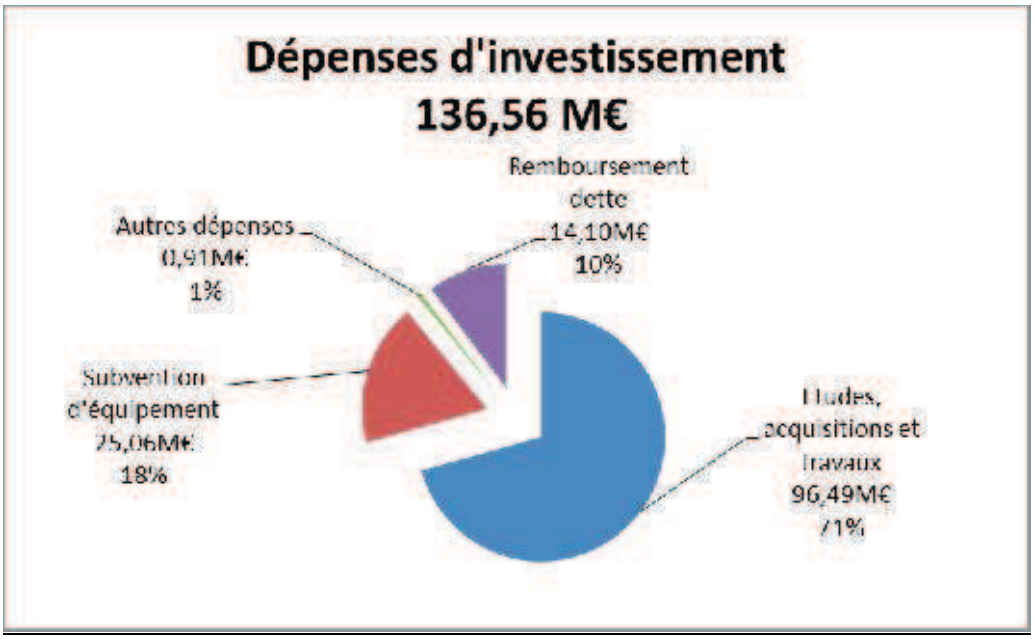
En M€	BP 2018	BP + DM 2018	Projet de BP 2019	% BP/BP	% BP/BP+DM
Taxe foncière sur les propriétés bâties	91,16	91,16	94,20	+3,33	+3,33
Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises	30,60	30,79	32.20	+5.23	+4.59
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau	7,42	7,42	7,52	+1,35	+1,35
Droits de mutation	98,00	105,00	100,00	+2,04	-4,76
Fonds de péréquation	0,35	0,38	0,35	0	-8,04
Autres taxes indirectes[66]	117,07	118,16	120,27	+2,73	+1,78
Dotation globale de fonctionnement	42,46	42,23	41,72	-1,74	-1,21
Dotation globale décentralisation	1,67	1,67	1,67	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	11,60	11,60	11,30	-2,59	-2,63
Fonds mobilisation insertion	1,05	1,05	1,05	0	0
Fonds national de garantie individuelle des ressources	10,21	10,21	10,21	0	0
Dotation de compensation péréquée (frais gestion TFPB)	5,20	5,43	5,40	3,85	-0,49
Autres recettes courantes et reversements	60,09	61,47	54,80	-8,80	-10,85
Recettes de fonctionnement (hors résultat et restes à réaliser)	***476,88***	**486,57**	**480,69**	**+0,80**	**-1,21**
Restes à réaliser	0,53	0,53	2,98	462,26	+462,26
Résultat de fonctionnement reporté	34,68	34,68	39,49	+13,87	+13,87
Recettes de fonctionnement	**512,09**	**521,77**	**523,16**	**+1,93**	**-0,17**

Le montant total des **<u>dépenses de fonctionnement</u>** du projet de BP 2019 est de 416,53 M€. Il augmente de 0,96 % par rapport à celui du BP 2018 et diminue de 0,31 % par rapport au voté 2018. S'y ajoutent des restes à réaliser à hauteur de 8,74 M€ (contre 9,23 M€ en 2018).

[66] Taxe de séjour, taxe sur les remontées mécaniques, taxe sur l'électricité, taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, taxe spéciale sur les conventions d'assurance, taxe aménagement.

La section de fonctionnement du budget primitif dégage un **autofinancement prévisionnel** de 57,89 M€, restes à réaliser compris, hors résultat reporté.

Les **dépenses d'investissement** (restes à réaliser et hors résultat reporté) s'élèvent à 136,56 M€ (contre 116,64 M€ au BP 2018). Elles comprennent à hauteur de 96,49 M€ d'interventions en maîtrise d'ouvrage départementale (acquisitions, travaux et études) et de 25,06 M€ de subventions d'investissement (dont 23,01 M€ au bénéfice des communes et des structures intercommunales).



Aux 136,56 M€ de dépenses d'investissement du budget 2019 s'ajoutent 34,74 M€ de restes à réaliser (28,68 M€ en 2018) et un besoin de financement de la section d'investissement de l'exercice 2018 de 28,32 M€ (40,41 M€ en 2018).

Les **recettes d'investissement** (hors restes à réaliser et hors affectation en réserves) s'élèvent à 38,67 M€ (contre 26,37 M€ au BP 2018), avec un recours à l'emprunt prévu de 14 M€ (remboursement de la dette existante : 14,10 M€). Les recettes reportées, s'ajoutent à ces montants, pour 21,30 M€ (contre 21,13 M€ au BP 2018) dont 16,70 M€ de recettes d'emprunt (montant identique au BP 2018). 41,76 M€ sont repris de l'exercice 2018 pour financer le besoin d'investissement 2018 et les restes à réaliser.

2 / Un équilibre budgétaire obtenu sans accroissement du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties (annexes 3 à 9)

L'environnement économique et budgétaire du Département a conduit à privilégier, dans le prolongement des orientations présentées en février dernier, un équilibre du budget primitif fondé sur la maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement (+0,96% par rapport au BP2018 et -0,31% par rapport au voté 2018), tout en proposant des dépenses d'investissement en augmentation par rapport au BP 2018 (+22,42 M€ hors remboursement de la dette). Le recours à l'emprunt prévu dans ce projet de budget (hors report) à hauteur de 14 M€ s'équilibre donc avec le remboursement de la dette existante, permettant une stabilisation, en prévision, de l'encours de dette.

Ainsi, la structure financière du Département est préservée et le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties restera inchangé.

Une telle stratégie répond à la nécessité de ne pas accroître davantage la pression fiscale pesant sur les ménages et les entreprises, et de respecter la trajectoire financière prévue par le contrat passé avec l'Etat en application de la loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022.

Il est donc proposé de maintenir les taux d'imposition tels que définis dans le rapport spécifique.

II / PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Il est proposé d'adopter le plan pluriannuel d'investissement relatif à la période 2019 à 2023 tel que décrit en annexe 10.

III / AFFAIRES DIVERSES

A. PARTICIPATION AU CONSEIL SAVOIE MONT-BLANC (CSMB)

Il est proposé de confirmer l'inscription du crédit de 11 649 051,00 € au titre de la participation à verser au CSMB telle que détaillée en annexe 12, dans l'attente d'un ajustement éventuel des montants, lors d'une prochaine décision modificative, en fonction du budget voté du CSMB.

B. AFFECTATION DES PROVISIONS

Il est proposé de confirmer l'affectation et la reprise des provisions pour risques et charges et des autres provisions pour risques, telles que détaillées en annexe 13.

C. AFFECTATION DES RESULTATS 2018

La section de fonctionnement étant excédentaire pour **+ 81 250 388,36 €** et la section d'investissement déficitaire de **28 324 541,07 €,** le résultat global cumulé est excédentaire pour **+ 52 925 847,29 €.**

Le montant des reports en section d'investissement s'élève par ailleurs à **34 739 363,37 €** en dépenses et à **21 301 839,57€** en recettes, entraînant un besoin de financement complémentaire de **13 437 523,80€.**

Il conviendrait, en conséquence, d'inscrire, dans l'attente de l'approbation du compte administratif, une somme de 41 762 064,87 € en affectation au compte 1068.

D. RECAPITULATIF DES RESULTATS DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

L'article R.2311-13 dispose que « les inscriptions au budget sont justifiées par la production en annexe d'une fiche de calcul des résultats prévisionnels établis par l'ordonnateur et visé par le comptable. Cette fiche de calcul figure en annexe 14.

E. AUTORISATION FAITE AU PRESIDENT DE PROCEDER À DES MOUVEMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE

Le Conseil Départemental, dans sa délibération du 22 juin 2018, relative à l'expérimentation de la certification des comptes publics locaux, a adopté le cadre budgétaire et comptable applicable aux métropoles induisant l'application de l'instruction M57 à partir du 1er janvier 2019.

L'instruction M57 prévoit la possibilité pour le Conseil départemental de permettre au Président de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, au sein du budget, dans la limite de 7,5%

des dépenses réelles de chaque section. Ces mouvements de crédits ne concernent pas les crédits relatifs aux dépenses de personnel et ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre.

Ces virements de crédits font l'objet d'une décision expresse du Président qui doit être transmise au représentant de l'État pour être exécutoire dans les conditions de droit commun. Cette décision doit également être notifiée au comptable. Le Président de l'entité informe le conseil départemental de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance

Il est proposé au Conseil départemental d'autoriser le président à procéder à de tels virements.

F. MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE POUR L'AMENAGEMENT DES BELLEVILLE

Le Département est membre du SYMAB, créé par arrêté préfectoral du 2 juin 1969 qui est l'autorité organisatrice des domaines skiables des stations de :

- ✓ Val Thorens gérée par la SETAM (Société des Téléphériques de Tarentaise Maurienne) dont l'actionnaire principal est Savoie Stations Ingénierie Touristique ;
- ✓ des Ménuires gérée par la SEVABEL (Société d'Exploitation de la Vallée des Belleville), dont l'actionnaire principal est la Compagnie des Alpes.

Ses statuts ont été modifiés en 1994 afin de tenir compte des changements intervenus dans le mode d'organisation et de fonctionnement des domaines skiables. Créé initialement pour une durée illimitée, le syndicat est institué jusqu'au 31 décembre 2043.

La Commune de Les Belleville, qui assure son secrétariat administratif, propose aujourd'hui une refonte des statuts au regard de la réalité du fonctionnement du syndicat et d'une redéfinition de la gouvernance et de la place des collectivités membres.

Il est proposé de donner délégation à la Commission permanente pour approuver les modifications des statuts.

Proposition de décision :

Le projet initial du budget primitif 2019 (annexes 1 à 9) s'élevait en mouvements réels, hors résultats, restes à réaliser et opérations de refinancement et trésorerie à 553 089 631,43 € en dépenses et à 519 362 888,98 € en recettes, soit :

En dépenses : 136 557 621,66 € en investissement ;
416 532 009,77 € en fonctionnement.

En recettes : 38 671 062,44 € en investissement ;
480 691 826,54 € en fonctionnement.

Après intégration des modifications proposées par les différentes commissions thématiques et votées par l'Assemblée départementale, les dépenses et les recettes augmentent de 796 277,00 €. Le budget primitif 2019, hors résultats, restes à réaliser et opérations de refinancement de trésorerie s'élève ainsi à 553 885 908,43 €.

Le détail des ajustements figure en annexe 15.

Il est demandé par ailleurs d'approuver les transferts de crédits proposés par les différentes commissions tels qu'ils figurent en annexe 16.

Les restes à réaliser s'élèvent, conformément au rapport de M. le Président, à :

43 477 324,00 € en dépenses dont :
- 34 739 363,37 € en investissement ;
- 8 737 960,63 € en fonctionnement.

24 278 219,16 € en recettes dont :
- 21 301 839,57 € en investissement ;
- 2 976 379,59 € en fonctionnement.

L'exercice 2018 se solde par un excédent global cumulé de +52 925 847,29 € dont - 28 324 541,07 € en investissement et +81 250 388,36 € en fonctionnement.

Compte tenu des restes à réaliser sur la section d'investissement, soit 21 301 839,57 € en recettes et 34 739 363,37 € en dépenses, un besoin de financement complémentaire apparaît sur cette section à hauteur de 13 437 523,80 €.

En conséquence, il est proposé l'affectation du résultat de fonctionnement à la couverture du déficit d'investissement pour 41 762 064,87 €, le solde soit 39 488 323,49 € étant repris en section de fonctionnement.

L'intégration des résultats de l'exercice 2018, ainsi que la prévision d'opérations équilibrées en dépenses et en recettes liées à la trésorerie et au refinancement de la dette, permettent d'aboutir à un montant total du BP 2019 égal à 658 452 248,17 € en dépenses et en recettes.

Il est proposé au Conseil départemental :

- d'approuver le plan pluriannuel d'investissement décrit en annexe 10 ;
- d'approuver les autorisations de programme et d'engagement ainsi que les crédits de paiement correspondants détaillés en annexe 11 ;
- d'approuver l'inscription des crédits correspondant à la participation au Conseil Savoie Mont-Blanc telle que détaillée en annexe 12 ;
- de confirmer l'affectation et la reprise des provisions telle que détaillée en annexe 13 ;
- d'approuver le paragraphe « E – Autorisation faite au Président de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre » tel que décrit dans le rapport de M. le Président ;
- de donner délégation à la Commission permanente pour approuver les modifications des statuts du Syndicat mixte pour l'aménagement des Belleville (paragraphe F du rapport de M. le Président) ;
- d'inscrire, dans l'attente de l'approbation du compte administratif 2018, les sommes suivantes au titre de l'affectation des résultats :
    - 41 762 064,87 € en recettes d'investissement au compte 1068
    - 28 324 541,07 € en dépenses d'investissements au compte 001
    - 39 488 323,49 € en recettes de fonctionnement au compte 002.

- d'approuver la fiche de calcul récapitulative des résultats du budget principal et des budgets annexes retracés en annexe 14 ;
- d'adopter le budget primitif 2019 du Département tel que joint à la présente délibération.

Signé par : Isabelle ROBERT
Date : 05/04/2019
Qualité : Secrétaire Générale

ADOPTE

Signé par : Hervé GAYMARD
Date : 04/04/2019
Qualité : Président du Conseil Départemental de la Savoie

Contre : Mme CHAPPUIS, M. DARVEY, M. DUC, M. REPENTIN, Mme RUAZ, Mme TALLIN, M. VAIRETTO

- Déposée en Préfecture le 04 avril 2019
- AR Préfecture le 04 avril 2019
- Affichée et exécutoire le 05 avril 2019
- ID Télétransmission: 073-227300019-20190322-lmc1H3734H1-DE

Annexe 1 - Dépenses de fonctionnement (pour information)

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
AGRICULTURE	**3 173 778,26**	**3 317 523,17**	**3 397 683,17**	**3 375 790,00**	**1,76**	**-0,64**
Agriculture et forêts	**2 627 261,01**	**2 579 500,00**	**2 644 660,00**	**2 675 790,00**		
Affaires rurales cotisations	60,00	100,00	60,00	60,00		
Politique d'aménagement rural et foncier	499,10	0,00	0,00	0,00		
Aménagements et projets fonciers	9 078,00	0,00	0,00	0,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	2 083 090,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 083 090,00		
Abattoirs - participation syndicat mixte	400 000,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00		
Subventions et divers affaires rurales	133 656,00	175 400,00	240 600,00	190 640,00		
Remembrement, projets fonciers	877,91	4 000,00	4 000,00	2 000,00		
Lutte contre la maladie des animaux	**546 517,25**	**738 023,17**	**753 023,17**	**700 000,00**		
Equilibre du budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses vétérinaires						
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	**4 710 492,66**	**5 341 578,86**	**4 990 153,58**	**6 770 152,00**	**26,74**	**35,67**
CONTRATS TERRITORIAUX	**2 067 105,04**	**2 372 024,79**	**2 112 790,83**	**2 487 620,00**	**4,87**	**17,74**
EQUIPEMENTS STRUCTURANTS CADRE DE VIE	**497 186,12**	**474 553,07**	**510 826,07**	**442 820,00**	**-6,69**	**-13,31**
Redevance Communauté de communes du Lac d'Aiguebelette location lac	15 950,53	18 000,00	18 000,00	18 000,00		
Redevance TDF téléphonie mobile (rattachement 2017 sur 2018)	-2 760,00	2 790,00	2 790,00	2 820,00		
FDAL	391 200,00	399 000,00	399 000,00	399 000,00		
Solde politique transports	92 795,59	54 763,07	91 036,07	23 000,00		
INGENIERIE ASSISTANCE COLLECTIVITES	**2 093 137,08**	**2 335 001,00**	**2 226 536,68**	**3 659 712,00**	**56,73**	**64,37**
Etudes préalables d'aménagement et actions diverses	29 175,51	200 000,00	200 000,00	200 000,00		
Subvention à l'ASADAC/MDP	219 253,00	200 728,00	200 728,00	0,00		
Subvention Auvergne Rhône Alpes	0,00	199 000,00	0,00	1 099 000,00		
Cotisation	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00		
Actions en faveur des territoires	18 899,89	25 000,00	0,00	10 000,00		
Solde SYPARTEC	65 535,68	0,00	65 535,68	0,00		
Subvention Département de l'Aude	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00		
CAUE (subvention et reversement taxe d'aménagement)	550 000,00	550 000,00	550 000,00	700 000,00		
Subvention AGATE	1 159 273,00	1 159 273,00	1 159 273,00	1 649 712,00		
PROCEDURES CONTRACTUELLES	**53 064,42**	**160 000,00**	**140 000,00**	**180 000,00**	**12,50**	**28,57**
Coopération 2014-2020	31 113,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00		
Leader 2014/2020	16 565,10	70 000,00	50 000,00	90 000,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Crédits spécifiques Europe pour les projets du Département (en D et R)	5 386,32	50 000,00	50 000,00	50 000,00		
CULTURE	**5 309 098,34**	**5 277 404,00**	**5 284 084,00**	**5 405 550,00**	**2,43**	**2,30**
ARCHIVES ET MUSEES	**294 287,94**	**275 580,00**	**285 760,00**	**305 600,00**	**10,89**	**6,94**
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	15 000,00	12 500,00	12 500,00	15 000,00		
Abonnements bibliothèques, expositions	21 589,57	18 280,00	18 280,00	22 000,00		
Structures muséographiques	90 946,00	94 600,00	94 600,00	106 600,00		
Gestion des collections	71 591,10	77 200,00	71 380,00	90 000,00		
Musée Savoisien	95 161,27	73 000,00	89 000,00	72 000,00		
ACTIONS CULTURELLES DIVERSES	**432 681,08**	**430 417,00**	**430 417,00**	**435 417,00**	**1,16**	**1,16**
Itinéraires historiques	41 577,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00		
Journées européennes du patrimoine	10 687,08	10 000,00	10 000,00	15 000,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	380 417,00	380 417,00	380 417,00	380 417,00		
DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE	**3 235 154,43**	**3 208 767,00**	**3 208 767,00**	**3 271 683,00**	**1,96**	**1,96**
Festivals	185 000,00	185 000,00	185 000,00	185 000,00		
Equipes artistiques	241 000,00	241 000,00	241 000,00	241 000,00		
Subvention ADAC	168 550,00	168 550,00	168 550,00	168 550,00		
Subvention AMCCS	402 000,00	402 000,00	402 000,00	402 000,00		
Autres structures de diffusion artistiques	37 009,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc théâtre et structures diffusion et cinéma	554 153,50	548 554,00	548 554,00	554 153,00		
Estivales	181 092,62	184 000,00	184 000,00	188 800,00		
Centre artistique départemental Montmélian subvention	37 067,00	37 067,00	37 067,00	37 549,00		
Centre artistique départemental (divers)	13 318,33	13 500,00	13 500,00	13 500,00		
Enseignement artistique subventions écoles et ateliers musicaux	843 971,00	843 971,00	843 971,00	862 671,00		
Maintenance du logiciel écoles de musique Imuse	5 018,40	5 100,00	5 100,00	5 434,00		
Formation actions culturelles pratiques amateurs	20 076,37	20 000,00	20 000,00	19 666,00		
Autres partenaires départementaux	267 600,00	267 600,00	267 600,00	272 800,00		
Formation des artistes	19 763,23	20 000,00	20 000,00	20 000,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc enseignement artistique	254 135,00	235 000,00	235 000,00	254 135,00		
Projets artistiques Sainte Chapelle et Abbaye d'Hautecombe	0,00	0,00	0,00	9 000,00		
Concerts carillon	5 399,98	7 425,00	7 425,00	7 425,00		
LECTURE ET MULTI MEDIA	**563 361,91**	**571 200,00**	**571 200,00**	**563 150,00**	**-1,41**	**-1,41**
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	532 150,00	543 200,00	543 200,00	532 150,00		
1ère page	31 211,91	28 000,00	28 000,00	31 000,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
PATRIMOINE CULTUREL	**783 612,98**	**791 440,00**	**787 940,00**	**829 700,00**	**4,83**	**5,30**
Musée savoisien (politique moyens en 2018)	13 149,38	0,00	0,00	0,00		
Archéologie prestations et subventions	42 278,00	50 000,00	50 000,00	55 000,00		
Découvrir pour promouvoir	0,00	0,00	0,00	50 000,00		
Subventions à la FACIM	540 000,00	540 000,00	540 000,00	550 000,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	39 000,00	33 000,00	33 000,00	39 000,00		
Valorisation et restauration patrimoine (Esseillon et Sainte chapelle)	5 000,00	41 000,00	41 000,00	5 000,00		
Opération "Ducs des Alpes"	136 185,60	103 300,00	99 800,00	53 600,00		
Opération "Mines de la montagne"	8 000,00	24 140,00	24 140,00	77 100,00		
EDUCATION	**8 979 930,42**	**9 395 677,80**	**9 482 906,13**	**10 244 650,25**	**9,04**	**8,03**
COLLEGES PRIVES	**1 555 373,41**	**1 553 498,00**	**1 553 498,00**	**1 651 142,00**	**6,29**	**6,29**
Contribution autres départements	70 897,36	68 000,00	68 000,00	71 000,00		
Forfait externat	1 484 476,05	1 485 498,00	1 485 498,00	1 580 142,00		
COLLEGES PUBLICS	**6 493 173,20**	**6 899 259,80**	**6 992 488,13**	**7 629 008,25**	**10,58**	**9,10**
Base de données graphiques	0,00	72 216,55	72 216,55	50 000,00		
Fonctionnement équipe mobile	564,31	12 000,00	1 000,00	12 000,00		
Impôts fonciers	250,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00		
Contribution autres départements	50 016,80	47 500,00	47 500,00	51 000,00		
Dotation aux collèges	4 346 679,44	4 370 421,00	4 369 532,00	3 992 336,00		
## Dotation aux collèges (suppression reports)	0,00	0,00	-3 122,44	0,00		
Patrimoine collèges maintenance et fonctionnement divers	710 280,08	946 172,25	1 048 412,02	1 156 172,25		
Location préfabriqués	79 170,60	100 000,00	100 000,00	900 000,00		
Atelier culinaire	756 345,49	814 950,00	820 950,00	913 500,00		
Informatique	426 380,57	461 000,00	461 000,00	479 000,00		
Cité mixte Albertville	123 485,91	70 000,00	70 000,00	70 000,00		
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	**910 000,00**	**905 500,00**	**905 500,00**	**930 000,00**	**2,71**	**2,71**
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	645 000,00	620 500,00	620 500,00	645 000,00		
Cotisations pôle de recherche	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00		
Subvention et cotisation à l'Institut national de l'énergie solaire	250 000,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00		
INTERVENTIONS SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES	**21 383,81**	**37 420,00**	**31 420,00**	**34 500,00**	**-7,80**	**9,80**
Subventions diverses	18 463,81	34 500,00	28 500,00	34 500,00		
Admissions en non valeur	2 920,00	2 920,00	2 920,00	0,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
ENVIRONNEMENT	**1 468 676,62**	**1 642 652,00**	**1 601 465,00**	**1 529 412,00**	**-6,89**	**-4,50**
EAU	**372 236,51**	**503 700,00**	**453 227,00**	**347 500,00**	**-31,01**	**-23,33**
Frais d'études sur la qualité des cours d'eau	77 660,27	55 200,00	55 200,00	80 000,00		
Subventions pour cours d'eau	4 970,00	149 000,00	88 527,00	208 000,00		
Frais d'études et divers pour la recherche en eau	3 750,00	42 500,00	42 500,00	42 500,00		
Matériel de mesures recherche en eau	28 138,53	0,00	0,00	0,00		
Contrat de bassin versant de l'Arly	9 545,00	0,00	0,00	0,00		
Contrat de bassin versant du Guiers	9 003,00	0,00	0,00	0,00		
Contrat de bassin versant du Lac du Bourget	25 697,00	0,00	0,00	0,00		
Participation syndicat mixte Isère/Arc en Combe Savoie (SISARC)	172 921,00	240 000,00	240 000,00	0,00		
Lutte contre la renouée du Japon	1 051,71	0,00	0,00	0,00		
PMPOA subventions	12 500,00	0,00	0,00	0,00		
Comité départemental météorologie Savoie	27 000,00	17 000,00	27 000,00	17 000,00		
DECHETS	**21 363,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Subventions collecte et transport des déchets	21 363,30	0,00	0,00	0,00		
ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE	**750 343,86**	**941 892,00**	**941 892,00**	**880 352,00**	**-6,53**	**-6,53**
Participation à l'E.I.D.	244 935,00	244 935,00	244 935,00	247 895,00		
Parc naturel régional de Chartreuse	116 408,00	135 136,00	135 136,00	135 136,00		
Parc naturel régional des Bauges dont 6 891 € pour une action menée par l'unité régionale des associations des communes forestières (2019)	38 666,86	67 175,00	67 175,00	67 175,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	125 166,00	183 666,00	183 666,00	125 166,00		
Parc de Belledonnes	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00		
Site des Mottets espaces verts et équilibre budget annexe	0,00	0,00	0,00	0,00		
Subvention au comité de randonnées pédestres	20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00		
Biodiversité et paysages (créé en 2018)	190 168,00	275 980,00	275 980,00	269 980,00		
SENSIBILISATION (secteur soldé en 2018)	**125 836,95**	**0,00**	**-3 400,00**	**58 500,00**	**0,00**	**-1 820,59**
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	58 500,00	0,00	0,00	58 500,00		
Subvention Cen Savoie (ex Conservatoire patrimoine naturel) secteur espace naturel sensible en 2018	55 736,95	0,00	0,00	0,00		
Subventions ASDER (suppression reports secteur transition énergétique en 2018)	11 600,00	0,00	-3 400,00	0,00		
Subventions et frais divers		0,00	0,00	0,00		
TRANSITION ENERGETIQUE	**198 896,00**	**197 060,00**	**209 746,00**	**243 060,00**	**23,34**	**15,88**
Adhésions cotisations	1 836,00	2 000,00	1 836,00	3 000,00		
Subvention ASDER	144 000,00	137 000,00	151 850,00	137 000,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Autres subventions énergie	0,00	3 000,00	3 000,00	0,00		
Participation CSMB	53 060,00	53 060,00	53 060,00	53 060,00		
Communication énergie	0,00	2 000,00	0,00	50 000,00		
MOYENS	**19 232 322,17**	**20 503 948,00**	**20 916 287,74**	**20 336 871,50**	**-0,81**	**-2,77**
Affranchissement	418 388,02	484 200,00	481 200,00	502 200,00		
Assurances	706 863,65	763 165,00	763 165,00	900 000,00		
Communication	447 661,60	606 200,00	608 200,00	592 900,00		
Contrats maintenance	174 885,85	207 525,00	207 525,00	188 300,00		
Contrats maintenance (suppression reports)	0,00	0,00	-6 966,45	0,00		
Consommations téléphoniques	12 712,84	0,00	0,00	0,00		
Divers gestion	707 811,80	1 122 969,73	1 156 921,53	1 099 112,69		
Documentation	110 314,29	140 950,00	142 950,00	142 100,00		
Elus	1 965 908,83	2 068 850,00	2 069 850,00	2 043 400,00		
Entretien ménager	627 988,23	678 500,00	684 800,00	654 500,00		
Equilbre SPL	1 347 312,47	1 345 174,00	1 345 174,00	1 339 343,81		
Fonctionnement des bâtiments	2 270 164,20	2 271 500,00	2 397 780,00	2 223 100,00		
Fonctionnement des bâtiments (suppression reports)	0,00	0,00	-23 757,59	0,00		
Fournitures de bureau	133 010,50	188 600,00	188 600,00	126 600,00		
Frais d'impression	266 833,27	288 650,00	298 650,00	310 000,00		
Frais d'impression (suppression reports)	0,00	0,00	-2 000,00	0,00		
Habillement du personnel	361 915,47	342 000,00	382 000,00	641 000,00		
Informatique	2 016 344,08	2 393 400,00	2 302 400,00	2 427 200,00		
Loyers des bâtiments	1 276 444,39	1 326 324,00	1 365 329,00	1 255 200,00		
Loyers du matériel	21 761,38	47 200,00	47 200,00	44 200,00		
Maintenance	299 975,58	346 600,00	358 600,00	330 700,00		
Petit matériel	370 164,43	466 200,00	469 200,00	379 515,00		
Petit matériel (suppression reports)	0,00	0,00	-1 473,02	0,00		
Petits travaux et études	439 884,65	392 000,00	457 000,00	272 000,00		
Protocole	93 327,76	95 940,27	95 940,27	94 000,00		
Véhicules	5 162 648,88	4 928 000,00	5 128 000,00	4 771 500,00		
POLITIQUE FINANCIERE	**23 189 726,11**	**21 031 776,24**	**24 679 791,39**	**25 836 425,30**	**22,84**	**4,69**
Ressources et financements	**13 322 341,53**	**13 237 036,00**	**13 404 924,47**	**19 477 394,99**	**47,14**	**45,30**
Prélèvements au titre du fonds national de péréquation des DMTO	9 978 720,00	10 000 000,00	9 978 720,00	10 700 000,00		
Prélèvements au titre du fonds de solidarité DMTO en faveur des Départements	3 178 047,00	3 000 000,00	3 178 047,00	3 252 000,00		
Fonds de soutien interdépartemental de péréquation des DMTO	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00		
Reversement fonds de péréquation CVAE	27 463,00	100 000,00	27 463,00	500 000,00		
Prélèvement reversement fiscalité entre collectivités locales attribution compensation CVAE Départ Région	0,00	0,00	0,00	330 470,01		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Titres annulés	136 954,06	137 036,00	219 537,00	0,00		
Reversement sur droits d'enregistrement	0,00	0,00	0,00	72 861,00		
Reversement sur taxes liées à l'urbanisation et à l'environnement	0,00	0,00	0,00	2 222 063,98		
Admissions en non valeur	1 157,47	0,00	1 157,47	0,00		
Allocations et mobilisations	**118 655,70**	**719 977,00**	**982 973,68**	**813 500,00**	**12,99**	**-17,24**
Divers	118 655,70	219 977,00	290 064,86	428 500,00		
Dépenses imprévues	0,00	500 000,00	692 908,82	0,00		
Fonds d'urgence fonctionnement	0,00	0,00	0,00	385 000,00		
Structures financières risques et solvabilité	**9 748 728,88**	**7 074 763,24**	**10 291 893,24**	**5 545 530,31**	**-21,62**	**-46,12**
Frais financiers de la dette	4 173 744,44	5 694 251,39	4 594 251,39	4 346 250,74		
Frais financiers de trésorerie	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00		
Couverture de taux	1 178 173,66	1 280 511,85	1 250 511,85	1 099 279,57		
Provision pour risques et charges de fonctionnement CET	57 130,00	0,00	57 130,00	0,00		
Provision pour risques et charges de fonctionnement (falaise des Cliets dans les gorges de l'Arly)	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00		
Provision pour risques et charges de fonctionnement (charges occasionnés par les aléas climatiques et risques hivernaux sur le réseau routier)	2 390 000,00	0,00	2 390 000,00	0,00		
Intérêts courus non échus (ICNE)	-60 319,22	0,00	0,00	0,00		
Solde crédit de TVA budget annexe des Mottets	10 000,00	0,00	0,00	0,00		
POLITIQUE ROUTIERE	**9 467 540,14**	**8 884 798,38**	**9 332 899,77**	**8 244 793,87**	**-7,20**	**-11,66**
Améliorer la sécurité	**3 636 571,12**	**3 101 000,00**	**3 389 374,53**	**2 180 793,87**		
Sensibilisation des usagers	18 650,00	20 000,00	19 000,00	19 000,00		
Fond d'intervention d'urgence	2 063 626,13	1 700 000,00	1 750 000,00	600 000,00		
Fond d'intervention d'urgence (suppression reports)	0,00	0,00	-2 651,24	0,00		
Protections contre les risques naturels et avalancheux	1 104 180,87	920 000,00	1 160 000,00	1 002 293,87		
Protections contre les risques naturels et avalancheux (suppression reports)	0,00	0,00	-62,70	0,00		
Recherche neige avalanche	2 000,00	4 500,00	4 500,00	2 000,00		
Surveillance sismicité	1 500,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc recherche neige avalanche	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00		
Signalisation	5 070,46	15 000,00	15 000,00	6 000,00		
Signalisation (suppression reports)	0,00	0,00	-69,54	0,00		
Tunnels	431 543,66	420 000,00	440 000,00	540 000,00		
Tunnels (suppression reports)	0,00	0,00	-17 841,99	0,00		
Aménagements et équipements de sécurité	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00		
Optimisation déplacements	**391 066,39**	**438 000,00**	**438 100,00**	**424 000,00**		
Aménagements cyclables	18 000,00	13 000,00	13 000,00	13 000,00		
Etudes et acquisitions foncières	23 066,39	75 000,00	75 100,00	61 000,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Participation aux péages	350 000,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00		
Maintenir le patrimoine	**2 481 868,79**	**2 585 798,38**	**2 577 147,37**	**2 732 000,00**		
Renforcement chaussées réseau structurant et principal et local	177 283,32	200 049,77	200 049,77	200 000,00		
Entretien routier courant +occupation du domaine public	2 255 059,43	2 332 201,00	2 347 397,81	2 482 000,00		
Entretien routier courant (suppression reports)	0,00	0,00	-20 644,25	0,00		
Admissions en non valeur	3 891,65	3 547,61	344,04	0,00		
Ouvrages d'art	45 634,39	50 000,00	50 000,00	50 000,00		
Optimiser l'exploitation du réseau	**2 958 033,84**	**2 760 000,00**	**2 928 277,87**	**2 908 000,00**		
Gestion du trafic	129 843,87	150 000,00	150 000,00	528 000,00		
Gestion du trafic (suppression reports)	0,00	0,00	-7 425,97	0,00		
Entretien routier hivernal	2 713 323,56	2 330 000,00	2 530 000,00	2 050 000,00		
Entretien routier hivernal (suppression reports)	0,00	0,00	-4 296,16	0,00		
Outils de l'exploitation	114 866,41	280 000,00	260 000,00	330 000,00		
RESSOURCES HUMAINES	**89 201 386,71**	**91 670 127,59**	**91 682 956,88**	**91 684 677,00**	**0,02**	**0,00**
Salaires, charges, frais de déplacement, aides spécifiques	87 130 776,57	89 212 718,59	89 226 944,68	0,00		
- Administration générale	14 330 087,45	*13 938 800,00*	*13 939 055,93*	*0,00*		
- Aménagement	*3 416 596,61*	*3 572 492,00*	*3 572 492,00*	*0,00*		
- APA	*2 630 385,87*	*2 754 793,00*	*2 754 793,00*	*0,00*		
- Base d'aviron	*141 455,78*	*147 270,00*	*147 270,00*	*0,00*		
- Collaborateurs cabinet	*148 899,43*	*260 000,00*	*260 000,00*	*0,00*		
- Culture Sports loisirs animation jeunesse	*3 579 353,99*	*3 553 140,00*	*3 553 219,61*	*0,00*		
- Enseignement	*693 005,15*	*558 000,00*	*558 000,00*	*0,00*		
- MDPH	*1 559 063,92*	*1 502 091,00*	*1 502 091,00*	*0,00*		
- Médico social	*2 575 015,76*	*2 676 060,00*	*2 676 060,00*	*0,00*		
- Réseaux infrastructures	*23 408 234,01*	*9 531 313,00*	*9 531 313,00*	*0,00*		
- RSA	*3 996 542,92*	*3 798 779,00*	*3 888 779,00*	*0,00*		
- Sociaux hors RSA hors APA	*14 341 946,04*	*14 366 975,00*	*14 367 010,57*	*0,00*		
- TOS	*10 542 887,21*	*11 043 479,59*	*10 955 334,57*	*0,00*		
- Atelier culinaire départemental	*762 491,97*	*762 140,00*	*762 140,00*	*0,00*		
- Transfert RN	*59 532,03*	*15 838 165,00*	*15 838 165,00*	*0,00*		
- SMMR	*3 441 860,89*	*3 287 658,00*	*3 287 658,00*	*0,00*		
- Musée Savoisien	*988 939,03*	*1 087 913,00*	*1 099 913,00*	*0,00*		
- Tranfert Diapason	*514 478,51*	*533 650,00*	*533 650,00*	*0,00*		
Nouvelle répartition 2019	0,00	0,00	0,00	89 246 327,00		
- Action sociale services communs	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*13 078 215,00*		
- Activités artistiques et manifestations culturelles	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*566 503,00*		
- Administration générale	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*17 766 160,00*		
- Agriculture	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*406 950,00*		
- Aide sociale à l'enfance	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 156 608,00*		
- APA services communes	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*2 851 800,00*		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
- Archives	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 043 498,00*		
- Attractivité des territoires	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*259 636,00*		
- Autres actions en faveur des personnes âgées	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*513 666,00*		
- Autres équipements sportifs (base aviron)	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*160 105,00*		
- Bibliothèques médiathèques	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*962 434,00*		
- Culture vie sociale sports jeunesse services communs	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*731 442,00*		
- Développement touristique	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*332 717,00*		
- Enseignement collèges	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*11 350 081,00*		
- Enseignement services communs	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*760 900,00*		
- Environnement services communs	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 002 790,00*		
- Hébergement et restauration scolaires	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*773 539,00*		
- Mineurs non accompagnés	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*489 360,00*		
- Musées	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 009 554,00*		
- Patrimoine	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*563 676,00*		
- Personnes handicapées	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*2 049 037,00*		
- PMIet planification familiale	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 582 050,00*		
- RSA dépenses de structures	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*2 917 270,00*		
- Sécurité	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*722 662,00*		
- Transports services communs	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 649 430,00*		
- Voirie départementale	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*24 546 244,00*		
Vacations et remboursement de frais divers	1 174,25	2 000,00	2 000,00	6 000,00		
Remboursement CNFPT et CDG	194 664,04	196 200,00	196 200,00	191 000,00		
Frais annexes	184 509,79	438 300,00	436 903,20	384 300,00		
Fonctionnement médico-social	103 218,94	108 950,00	108 950,00	126 300,00		
Subventions action sociale personnel	573 000,00	573 000,00	573 000,00	573 000,00		
Convention d'action sociale	270 000,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00		
Titres de transport	76 670,46	80 600,00	80 600,00	100 000,00		
Personnel départemental formation	601 601,79	641 407,00	641 407,00	686 750,00		
Assistantes maternelles et familiaux formation	29 327,08	101 652,00	101 652,00	55 000,00		
Plan déplacement entreprise	36 443,79	45 300,00	45 300,00	46 000,00		
SECURITE INCENDIE	**27 898 700,00**	**27 898 700,00**	**27 898 700,00**	**28 298 700,00**	**1,43**	**1,43**
Aides diverses : secourisme	3 500,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00		
Subventions secours en montagne	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00		
Participation au Service Départemental d'Incendie et de Secours	27 872 000,00	27 872 000,00	27 872 000,00	28 272 000,00		
Prestations ONF service RTM	13 200,00	13 200,00	13 200,00	13 200,00		
SOCIAL COHESION	**37 468 263,65**	**38 431 349,50**	**38 894 134,39**	**39 087 492,00**	**1,71**	**0,50**
Insertion hors plan départemental (PDI)	**1 133 513,63**	**955 728,00**	**1 039 728,00**	**949 228,00**		
Secours	80 673,04	87 000,00	87 000,00	86 000,00		
Mesures d'accompagnement social personnalisé (transfert logement)	185 112,59	0,00	0,00	0,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Actions humanitaires	598 000,00	599 000,00	683 000,00	593 500,00		
Aide aux syndicats de salariés	76 373,00	76 373,00	76 373,00	76 373,00		
Subventions diverses insertion et santé	193 355,00	193 355,00	193 355,00	193 355,00		
Insertion plan départemental (PDI)	**34 435 830,24**	**34 871 433,00**	**35 230 222,97**	**35 547 964,00**		
FSE subvention globale	481 525,31	833 000,00	833 000,00	775 352,00		
Plan départemental insertion en lien avec FSE	454 256,59	527 000,00	527 000,00	535 000,00		
Subvention jeunesse	49 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00		
Fonds aide aux jeunes	81 710,12	125 000,00	125 000,00	125 000,00		
RSA	33 369 338,22	33 336 433,00	33 695 222,97	34 062 612,00		
dont						
Actions insertion	*937 770,48*	*1 027 733,00*	*1 003 709,00*	*1 026 012,00*		
Allocations	*31 570 990,17*	*31 035 000,00*	*31 417 813,97*	*31 805 000,00*		
Contrats aidés	*798 120,80*	*1 155 000,00*	*1 155 000,00*	*1 113 000,00*		
Divers	*3 527,60*	*8 700,00*	*8 700,00*	*8 600,00*		
Soutien au public en risque d'exclusion	*58 929,17*	*110 000,00*	*110 000,00*	*110 000,00*		
Logement	**1 898 919,78**	**2 604 188,50**	**2 624 183,42**	**2 590 300,00**		
Fonds sociaux logement	1 597 497,68	2 070 400,00	2 053 550,00	2 095 700,00		
Aides aux organismes	121 600,00	121 600,00	121 600,00	121 600,00		
Admissions en non valeur et créances éteintes	80 706,42	43 861,50	80 706,42	0,00		
Mesures accompagnement social personnalisé (insertion en 2017)	99 115,68	368 327,00	368 327,00	373 000,00		
SOCIAL ENFANCE, JEUNESSE, FAMILLE/PMI	**49 511 744,42**	**51 224 212,93**	**51 442 316,02**	**52 376 319,41**	**2,25**	**1,82**
PETITE ENFANCE	**684 065,96**	**743 100,00**	**730 100,00**	**722 500,00**	**-2,77**	**-1,04**
Planification	56 439,90	80 100,00	77 100,00	75 000,00		
Naissances multiples	16 938,00	19 000,00	19 000,00	18 000,00		
Vaccinations	49 868,96	92 300,00	82 300,00	81 000,00		
PMI	560 819,10	551 700,00	551 700,00	548 500,00		
PROTECTION MERE ENFANT	**48 827 678,46**	**50 481 112,93**	**50 712 216,02**	**51 653 819,41**	**2,32**	**1,86**
Prise en charge physique	**39 116 633,67**	**39 885 012,93**	**40 416 116,02**	**41 158 269,41**		
* Prise en charge des jeunes majeurs	98 356,96	119 300,00	129 300,00	131 000,00		
* Placement en établissement	24 702 309,82	24 857 623,21	25 407 623,21	26 110 769,41		
- foyer départemental de l'Enfance	*3 160 927,22*	*3 376 623,21*	*3 376 623,21*	*3 443 769,41*		
- maisons et hôtels maternels	*600 615,35*	*1 190 000,00*	*1 190 000,00*	*1 010 000,00*		
- MECS et lieux de vie	*20 940 767,25*	*20 291 000,00*	*20 841 000,00*	*21 657 000,00*		
* Placement familial	14 267 559,77	14 796 719,72	14 757 822,81	14 802 500,00		
- rémunérations et charges sociales	*10 128 362,11*	*10 416 000,00*	*10 316 000,00*	*10 420 000,00*		
- entretien	*1 726 633,44*	*1 770 000,00*	*1 770 000,00*	*1 750 000,00*		
- tiers digne de confiance	*221 493,12*	*253 300,00*	*253 300,00*	*230 000,00*		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
- visites accompagnées	*364 281,68*	*400 000,00*	*400 000,00*	*424 000,00*		
- dépenses de soins	*153 382,82*	*180 800,00*	*180 800,00*	*134 900,00*		
- frais de colonies, gîtes et séjours	*326 253,45*	*245 100,00*	*305 100,00*	*330 000,00*		
- frais de scolarité	*111 026,55*	*134 800,00*	*134 800,00*	*123 200,00*		
- habillement	*241 197,84*	*245 200,00*	*245 200,00*	*250 000,00*		
- allocations de rentrée scolaire	*31 827,20*	*37 500,00*	*37 500,00*	*38 000,00*		
- argent de poche	*69 047,50*	*79 700,00*	*79 700,00*	*80 000,00*		
- frais de transport et déplacement	*738 185,93*	*774 600,00*	*774 600,00*	*771 200,00*		
- remboursements aux autres départements	*101 900,00*	*148 900,00*	*148 900,00*	*120 000,00*		
- admissions en non valeur	*4 722,81*	*3 619,72*	*4 722,81*	*0,00*		
- divers	*49 245,32*	*107 200,00*	*107 200,00*	*131 200,00*		
*Frais divers	48 407,12	111 370,00	121 370,00	114 000,00		
Prévention et maintien à domicile	**9 711 044,79**	**10 596 100,00**	**10 296 100,00**	**10 495 550,00**		
Aides financières	785 792,56	1 011 550,00	911 550,00	911 000,00		
Accueil enfance maltraitée	13 451,17	16 000,00	16 000,00	16 000,00		
Subventions et divers	228 138,10	289 700,00	269 700,00	267 700,00		
SASEP	2 147 913,28	2 218 000,00	2 178 000,00	2 228 000,00		
Mesures d'observations et action éducative en milieu ouvert	3 145 091,55	3 178 000,00	3 178 000,00	3 356 000,00		
Clubs de prévention	2 174 309,65	2 218 000,00	2 178 000,00	2 238 000,00		
Frais d'intervention des techniciens en interventions sociales et familiales	1 216 348,48	1 664 850,00	1 564 850,00	1 478 850,00		
SOCIAL PERSONNES AGEES	**50 868 447,14**	**54 088 725,50**	**54 151 325,94**	**52 375 028,00**	**1,76**	**-3,28**
Prise en charge physique	**27 536 927,04**	**28 698 761,71**	**28 756 245,65**	**26 662 200,00**		
Allocations ACTP/ADPA)	18 655 931,34	19 246 000,00	19 246 000,00	19 750 000,00		
Accueil en établissement	8 862 863,44	9 322 061,71	9 322 061,71	6 786 000,00		
Admissions en non valeur et créances éteintes	0,00	0,00	57 483,94	0,00		
Divers et subventions	15 820,05	124 500,00	124 500,00	120 000,00		
Accueil familial	2 312,21	6 200,00	6 200,00	6 200,00		
Prévention et maintien à domicile	**23 331 520,10**	**25 389 963,79**	**25 395 080,29**	**25 712 828,00**		
Allocations (ACTP/ADPA)	21 420 407,27	22 657 056,79	22 657 056,79	22 988 000,00		
Admissions en non valeur, remises gracieuses, et titres annulés	0,00	0,00	116,50	12 000,00		
Aides ménagères	24 301,98	40 000,00	40 000,00	35 000,00		
Fonds d'appui aux bonnes pratiques	25 200,00	280 563,00	280 563,00	355 503,00		
Divers	0,00	14 900,00	14 900,00	14 900,00		
Subventions diverses et adhésions	533 200,00	533 300,00	533 300,00	533 200,00		
Services à domicile	73 236,00	600 000,00	605 000,00	510 000,00		
Soutien aux déplacements accompagnés	67 225,00	67 225,00	67 225,00	67 225,00		
Conférence des financeurs	1 187 949,85	1 196 919,00	1 196 919,00	1 197 000,00		
SOCIAL PERSONNES HANDICAPEES	**58 411 071,86**	**60 545 874,00**	**60 566 352,30**	**59 777 044,00**	**-1,27**	**-1,30**

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Prise en charge physique	**40 890 577,99**	**41 162 900,00**	**41 012 900,00**	**40 927 070,00**		
Accueil familial	26 454,69	35 000,00	35 000,00	35 000,00		
ACTP versées en établissements	97 240,97	111 000,00	111 000,00	111 000,00		
Prestations de compensation PCH	1 013 969,18	1 067 000,00	1 067 000,00	1 077 000,00		
Frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00		
Hébergement en établissements	39 711 013,15	39 869 000,00	39 719 000,00	39 606 170,00		
Subventions relatives à l'hébergement	41 900,00	41 900,00	41 900,00	41 900,00		
Titres annulés	0,00	39 000,00	39 000,00	56 000,00		
Prévention et maintien à domicile	**15 763 673,27**	**17 732 974,00**	**17 753 452,30**	**17 179 974,00**		
ACTP versées à domicile	1 655 059,91	1 810 000,00	1 810 000,00	1 800 000,00		
Prestations de compensation PCH	11 727 815,78	13 003 000,00	13 003 000,00	12 751 000,00		
Frais divers,remises gracieuses, titres annulés et remboursement aux Départements	13 512,89	37 000,00	37 000,00	58 000,00		
Aides ménagères	375 149,18	400 000,00	400 000,00	400 000,00		
Accompagnement à la vie sociale	1 975 683,21	2 467 000,00	2 487 000,00	2 155 000,00		
Subventions relatives à la prévention	15 974,00	15 974,00	15 974,00	15 974,00		
Admissions en non valeur et créances éteintes	478,30	0,00	478,30	0,00		
Transports enfants handicapés (Budget annexe 2017)	**1 756 820,60**	**1 650 000,00**	**1 800 000,00**	**1 670 000,00**		
JEUNESSE	**1 788 055,50**	**1 787 161,00**	**1 787 161,00**	**1 719 000,00**	**-3,81**	**-3,81**
ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DU TERRITOIRE	**1 245 082,34**	**1 214 161,00**	**1 214 161,00**	**1 191 000,00**	**-1,91**	**-1,91**
Aide aux associations départementales	186 661,00	134 161,00	134 161,00	111 000,00		
Contrats territoriaux jeunesse	1 058 421,34	1 080 000,00	1 080 000,00	1 080 000,00		
INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ET SCOLAIRES JEUNESSE	**542 973,16**	**573 000,00**	**573 000,00**	**528 000,00**	**-7,85**	**-7,85**
Classes de découverte	350 000,00	350 000,00	350 000,00	370 000,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	70 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00		
Conseil départemental des jeunes	53 463,16	73 000,00	73 000,00	73 000,00		
Carte collèges	7 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00		
Indemnités transports aux apprentis	62 510,00	70 000,00	70 000,00	5 000,00		
SPORT	**2 746 126,85**	**2 894 480,00**	**2 874 480,00**	**2 777 930,00**	**-4,03**	**-3,36**
MOUVEMENT SPORTIF FEDERAL	**1 791 060,00**	**1 889 000,00**	**1 889 000,00**	**1 804 000,00**	**-4,50**	**-4,50**
Bourses haut niveau	26 800,00	30 000,00	30 000,00	0,00		
Subventions aux clubs de haut niveau	303 510,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00		
Subventions évènements sportifs	188 000,00	200 000,00	200 000,00	130 000,00		
Cotisations Bob Plagne	24 000,00	24 000,00	24 000,00	24 000,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Subventions au déficit de la piste de Bob de la Plagne	85 000,00	85 000,00	85 000,00	85 000,00		
Subventions aux comités sportifs départementaux	553 750,00	640 000,00	640 000,00	690 000,00		
Subventions sports professionnels	415 000,00	415 000,00	415 000,00	400 000,00		
Prestations de service clubs professionnels et associations sportives	45 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00		
Subventions et prestations diverses	150 000,00	150 000,00	150 000,00	130 000,00		
SPORT EDUCATIF	**955 066,85**	**1 005 480,00**	**985 480,00**	**973 930,00**	**-3,14**	**-1,17**
Dotations éducation physique et sportive collèges privés	76 500,00	79 300,00	79 300,00	95 000,00		
Dotations éducation physique et sportive collèges publics	442 700,00	470 700,00	450 700,00	465 000,00		
Plans sports subventions	180 656,85	197 000,00	197 000,00	225 000,00		
Subventions sections sportives collèges	138 800,00	141 550,00	141 550,00	150 000,00		
AAJS centre nautique et journées	78 000,00	78 000,00	78 000,00	0,00		
Gratuité scolaire associations et communes	38 410,00	38 930,00	38 930,00	38 930,00		
SPORT LOISIRS ANIMATION JEUNESSE (ancienne politique)	**4 329,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Animation FDAL	360,00	0,00	0,00	0,00		
Conseil départemental des jeunes	3 469,33	0,00	0,00	0,00		
Bourses sports de haut niveau	500,00	0,00	0,00	0,00		
TOURISME	**6 147 066,90**	**6 247 137,00**	**6 616 705,02**	**6 141 339,00**	**-1,69**	**-7,18**
Participations Conseil Savoie Mont Blanc	4 027 328,50	3 897 603,00	4 157 103,00	4 027 329,00		
Titre annulé location SMBT	522,58	523,00	523,00	0,00		
Base d'aviron d'Aiguebelette	42 797,24	81 000,00	78 428,44	61 000,00		
Syndicat mixte des Islettes	848 362,78	850 000,00	848 362,78	850 000,00		
Subventions filière pêche	49 882,00	45 000,00	43 194,00	45 000,00		
Subventions diverses et cotisations	277 250,00	277 250,00	277 250,00	141 500,00		
Participation Syndicat mixte Thabor Vanoise	770 582,80	650 000,00	770 582,80	750 000,00		
Participation Hospice Col Petit Saint Bernard	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00		
Subventions montagne	51 500,00	38 000,00	33 500,00	23 000,00		
Cotisation ANEM	26 761,00	26 761,00	26 761,00	27 510,00		
Savoie nordique	36 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00		
PITER GRAIES	1 080,00	260 000,00	260 000,00	95 000,00		
Mise en œuvre Schéma départemental du tourisme	0,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00		
TRES HAUT DEBIT	**1 458 759,02**	**2 403 261,00**	**2 234 324,20**	**550 835,44**	**-77,08**	**-75,35**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**401 035 516,10**	**412 586 386,97**	**417 833 726,53**	**416 532 009,77**	**0,96**	**-0,31**

Annexe 2 - Dépenses d'investissement (pour information)

ACTIONS	*CA 2018*	*BP 2018*	*BP+DM1 2018*	*PROJET BP 2019*	*% BP / BP*	*% BP / BP+DM*
AGRICULTURE	**1 102 175,97**	**1 857 870,33**	**1 916 369,19**	**2 809 069,13**	**51,20**	**46,58**
Agriculture et forêts	**1 095 058,09**	**1 714 897,30**	**1 728 577,30**	**2 680 572,30**		
Aménagements fonciers	18 814,84	75 000,00	93 350,00	95 000,00		
Aménagements fonciers (suppression reports)	0,00	0,00	0,00	0,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	1 066 916,25	1 639 670,00	1 635 000,00	2 585 345,00		
Politique d'aménagement rural et foncier	9 099,70	0,00	0,00	0,00		
Subventions annuités pour les travaux forestiers	227,30	227,30	227,30	227,30		
Lutte contre la maladie des animaux (Subvention au budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses vétérinaires)	**7 117,88**	**142 973,03**	**187 791,89**	**128 496,83**		
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	**8 456 851,60**	**8 978 082,65**	**9 272 934,17**	**10 422 380,00**	**16,09**	**12,40**
CONTRATS TERRITORIAUX	**5 648 991,50**	**5 427 975,21**	**5 687 209,17**	**5 312 380,00**	**-2,13**	**-6,59**
CTS 2ème génération	52 171,00	0,00	0,00	0,00		
CTS 3ème génération	5 596 820,50	5 427 975,21	5 687 209,17	5 312 380,00		
EQUIPEMENTS STRUCTURANTS CADRE DE VIE	**2 775 550,87**	**3 000 000,00**	**2 981 725,00**	**4 500 000,00**	**50,00**	**50,92**
FDEC	2 712 363,90	3 000 000,00	2 928 376,00	4 500 000,00		
FDEC suppression reports	0,00	0,00	-16 026,00	0,00		
Mini-contrats (suppression reports)	47 159,00	0,00	53 347,00	0,00		
Billètique OURA	16 027,97	0,00	16 028,00	0,00		
INGENIERIE ASSISTANCE COLLECTIVITES	**0,00**	**107,44**	**0,00**	**0,00**	**-100,00**	**-**
FREFI	0,00	107,44	0,00	0,00		
PROCEDURES CONTRACTUELLES	**32 309,23**	**550 000,00**	**604 000,00**	**610 000,00**	**10,91**	**0,99**
Leader 2014/2020	2 307,73	50 000,00	30 000,00	110 000,00		
Sillon alpin subvention RFF Aix Annecy nord	30 001,50	0,00	74 000,00	0,00		
Subvention communes accompagnement Lyon Turin	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00		
CULTURE	**1 038 722,00**	**3 791 030,00**	**4 082 336,00**	**9 728 556,00**	**156,62**	**138,31**
PATRIMOINE CULTUREL	**763 709,72**	**3 092 206,00**	**3 331 402,00**	**8 979 350,00**	**190,39**	**169,54**
Château toiture (politique moyens en 2018)	0,00	60 000,00	20 000,00	50 000,00		
Musée Savoisien (politique moyens en 2018)	317 982,66	2 163 200,00	2 163 200,00	7 630 000,00		
Château et Ste Chapelle conformité handicap (politique moyens en 2018)	0,00	25 000,00	25 000,00	225 000,00		
Restauration du patrimoine monumental	383 865,00	483 346,00	762 542,00	450 000,00		
Réfection de la Sainte Chapelle	0,00	241 400,00	241 400,00	502 350,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Opération "Ducs des Alpes"	56 862,06	17 500,00	17 500,00	17 500,00		
Opération "Mines de montagne"	0,00	96 760,00	96 760,00	99 500,00		
Fondation du patrimoine	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00		
DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE	**7 977,70**	**10 000,00**	**17 500,00**	**17 500,00**	**75,00**	**0,00**
Acquisition collection œuvres et objets d'art	2 981,20	5 000,00	5 000,00	5 000,00		
Centre artistique départemental matériel et mobilier technique scénique	4 996,50	5 000,00	5 000,00	5 000,00		
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	0,00	0,00	7 500,00	7 500,00		
ARCHIVES ET MUSEES	**190 034,98**	**552 994,00**	**583 794,00**	**627 500,00**	**13,47**	**7,49**
Collections : acquisition, conservations, restauration,expositions	47 748,52	56 000,00	56 800,00	45 500,00		
Musée savoisien collections	142 286,46	496 994,00	526 994,00	582 000,00		
AUTRES ACTIONS CULTURELLES	**1 656,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sites et personnages remarquables	1 656,00	0,00	0,00	0,00		
LECTURE MULTIMEDIA	**75 343,60**	**135 830,00**	**149 640,00**	**104 206,00**	**-23,28**	**-30,36**
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	75 343,60	135 830,00	149 640,00	104 206,00		
EDUCATION	**7 883 668,45**	**14 485 403,71**	**15 039 688,57**	**22 274 679,37**	**53,77**	**48,11**
COLLEGES	**7 392 271,35**	**12 408 463,52**	**12 982 248,38**	**18 208 462,19**	**46,74**	**40,26**
Collèges privés	94 853,73	427 201,00	427 201,00	532 615,00		
Mobilier et matériel	600 991,34	451 731,00	653 343,10	512 563,00		
Constructions, extensions, restructurations	1 757 195,70	3 877 780,65	4 083 168,12	8 466 102,32		
Cités mixtes	0,00	61 000,00	50 000,00	150 000,00		
Désamiantage	158 414,67	200 000,00	200 000,00	350 000,00		
Maintenance et divers	3 580 522,07	5 651 750,87	5 928 536,16	5 622 581,87		
Informatique	1 162 429,02	1 539 000,00	1 463 000,00	1 322 000,00		
Equipements sportifs	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00		
Atelier culinaire	37 864,82	200 000,00	177 000,00	252 600,00		
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	**491 397,10**	**2 076 940,19**	**2 057 440,19**	**4 066 217,18**	**95,78**	**97,63**
Participation Conseil Savoie Mont Blanc	114 500,00	149 500,00	105 000,00	105 000,00		
Institut de la montagne	0,00	107 440,19	107 440,19	107 440,19		
IUFM travaux	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00		
IUT	376 897,10	1 800 000,00	1 800 000,00	3 833 776,99		
SCIC Campus numérique	0,00	0,00	25 000,00	0,00		
ENVIRONNEMENT	**1 536 640,81**	**1 401 745,00**	**1 438 910,00**	**2 030 445,00**	**44,85**	**41,11**

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
CONTRATS TERRITORIAUX	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DECHETS	**18 299,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Subventions aux communes et structures intercommunales pour l'équipement des collectivités de collecte sélective	3 000,00	0,00	0,00	0,00		
Subventions aux communes et structures intercommunales pour la rénovation de déchetteries	15 299,00	0,00	0,00	0,00		
EAU	**1 064 186,00**	**725 300,00**	**837 105,00**	**1 036 000,00**	**42,84**	**23,76**
Cours d'eau	**53 149,00**	**110 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**		
Subvention contrat de bassin Isère Tarentaise	40 111,00	0,00	0,00	0,00		
Subvention PAPI Combe de Savoie	3 441,00	0,00	0,00	0,00		
Subventions diverses	0,00	110 000,00	20 000,00	20 000,00		
Subvention contrat de bassin versant lac du Bourget	9 597,00	0,00	0,00	0,00		
Eau ressources	**0,00**	**15 300,00**	**15 300,00**	**16 000,00**		
Matériel, travaux et recherche en eau						
Eau et assainissement	**1 011 037,00**	**600 000,00**	**801 805,00**	**1 000 000,00**		
Subventions communes et structures intercommunales	1 011 037,00	600 000,00	850 000,00	0,00		
Subventions autres groupements	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00		
Remboursement trop perçu Agence de l'eau (suppression reports)	0,00	0,00	-48 195,00	0,00		
TRANSITION ENERGETIQUE	**260 086,00**	**250 000,00**	**331 300,00**	**350 000,00**	**40,00**	**5,64**
Subventions - Géothermie (suppression reports)	0,00	0,00	-36 000,00	0,00		
Subventions - Lutte contre la précarité énergétique	116 726,00	250 000,00	370 000,00	350 000,00		
Subventions - Plan bois énergie et solaire	5 300,00	0,00	0,00	0,00		
Subventions - Maitrise énergétique (suppression reports)	138 060,00	0,00	-2 700,00	0,00		
ESPACES NATURELS SENSIBLES BIODIVERSITE	**188 069,81**	**426 445,00**	**270 505,00**	**644 445,00**	**51,12**	**138,24**
Travaux corridors biologiques	0,00	156 000,00	60,00	217 000,00		
Subventions au conservatoire d'espaces naturels Savoie	32 416,00	35 000,00	35 000,00	30 000,00		
Subventions pour les autres grands sites	99 763,81	0,00	0,00	0,00		
Parc naturel régional de Chartreuse	0,00	0,00	0,00	0,00		
Lutte contre les espèces envahissantes matériel	0,00	0,00	0,00	15 000,00		
Parc naturel régional des Bauges	30 890,00	15 445,00	15 445,00	15 445,00		
Subventions et acquisition de terrain Espaces naturels sensibles	25 000,00	220 000,00	220 000,00	367 000,00		
SENSIBILISATION	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Subventions communication et environnement	6 000,00	0,00	0,00	0,00		
MOYENS	**10 587 165,91**	**11 915 509,76**	**12 851 078,33**	**10 838 652,40**	**-9,04**	**-15,66**
INFORMATIQUE	**906 603,57**	**1 255 000,00**	**1 302 000,00**	**1 703 000,00**	**35,70**	**30,80**

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Logiciels	255 901,31	785 000,00	687 000,00	928 500,00		
Matériels	650 702,26	470 000,00	615 000,00	774 500,00		
IMMOBILIER : TRAVAUX, ETUDES, ACQUISITIONS	**5 753 911,02**	**5 928 314,76**	**6 809 907,30**	**4 283 767,40**	**-27,74**	**-37,10**
Accessibilité handicap	28 200,49	67 700,00	67 700,00	38 000,00		
Bâtiment la Pastorale à la Motte Servolex	239 557,60	30 000,00	30 000,00	0,00		
INES AMIRAL Hélios	42 394,88	103 637,89	103 637,89	61 243,01		
TDL, cuves à fuel centrales à saumures (dont 2 896 € en opération pour compte de tiers en D et R aire de la Raie)	172 977,30	410 692,21	455 692,21	163 901,00		
TDL Centre exploitation Bozel	392,06	58 541,07	7 348,45	6 956,39		
Centre Lionel Terray	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00		
Aire de lavage de Moutiers	40 970,26	0,00	0,00	0,00		
Aménagements Curial	3 783,94	0,00	0,00	20 000,00		
CPAS Bourg Saint Maurice	1 732,36	0,00	0,00	0,00		
Divers études, travaux non affectés	1 249 518,42	819 307,79	1 502 407,79	819 000,00		
Divers études, travaux non affectés (suppression reports)	0,00	0,00	-60 788,05	0,00		
Maison des sports	160 846,09	150 000,00	147 673,00	0,00		
Château toiture (politique culture en 2019)	0,00	0,00	0,00	0,00		
Signalétique	523,28	10 000,00	30 000,00	320 000,00		
Travaux prévention accident au travail	1 289,59	10 000,00	10 000,00	10 000,00		
Travaux prévention accident au travail (suppression reports)	0,00	0,00	-1 306,37	0,00		
Hospice Petit Saint Bernard	36 922,69	100 000,00	100 000,00	50 000,00		
Travaux mise en conformité	12 824,72	40 000,00	40 000,00	40 000,00		
Travaux mise en conformité (suppression reports)	0,00	0,00	-4 042,40	0,00		
Chalet St François Longchamp	1 337,70	60 000,00	60 000,00	10 000,00		
Réhabilitation et restructuration SMMR dont AP de 1,3 M€ au titre des études	78 495,88	300 000,00	300 000,00	360 000,00		
Réhabilitation SMMR (suppression reports)	0,00	0,00	-2 485,86	0,00		
Musée Savoisien (politique culture en 2019)	0,00	0,00	0,00	0,00		
Etudes, travaux 4 rue du Château Chambéry	134 246,66	0,00	0,00	0,00		
Désamiantage des bâtiments	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00		
Base du Bourget du lac centre nautique	16 518,36	0,00	0,00	0,00		
Base du Bourget du lac centre nautique (suppression reports)	0,00	0,00	-1 411,21	0,00		
Regroupement des services	648 945,68	840 000,00	1 060 000,00	266 667,00		
TDL Aix travaux	198 997,26	0,00	0,00	0,00		
TDL Aix reconstruction abri à sel	0,00	35 000,00	75 000,00	0,00		
Etudes, travaux 4 rue du Château Chambéry (suppression reports)	0,00	0,00	-2 953,95	1 000,00		
Regroupement Yenne restructuration	0,00	150 000,00	150 000,00	44 000,00		
Bâtiment à la Cassine pour les satellites	2 683 435,80	2 683 435,80	2 683 435,80	0,00		
Acquisitions diverses	0,00	0,00	0,00	200 000,00		
Archives biblio	0,00	0,00	0,00	308 000,00		
CPAS CE Bourg Saint Maurice regroupement	0,00	0,00	0,00	500 000,00		
CPAS Saint Alban OMEGA regroupement	0,00	0,00	0,00	150 000,00		
CE Saint Etienne de Cuines suite à incendie	0,00	0,00	0,00	90 000,00		
Château:						
aménagement du hall d'accueil	0,00	0,00	0,00	150 000,00		
aménagement de la salle des pas perdus et des salles de réunion	0,00	0,00	0,00	275 000,00		
aménagement de la salle du Comte rouge	0,00	0,00	0,00	200 000,00		
parking	0,00	0,00	0,00	150 000,00		
Château et Ste Chapelle conformité handicap (politique culture en 2019)	0,00	0,00	0,00	0,00		
VEHICULES	**3 251 833,14**	**3 900 000,00**	**3 899 890,21**	**3 900 000,00**	**0,00**	**0,00**
Véhicules services sociaux	24 334,36	29 250,00	29 250,00	75 300,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM	
Engins de travaux routiers	3 086 230,80	3 809 900,00	3 809 900,00	3 673 200,00			
Engins de travaux routiers (suppresssion reports)	0,00	0,00	-109,79	0,00			
Véhicules des autres services	141 267,98	60 850,00	60 850,00	151 500,00			
	98,00						
AUTRES MOYENS DE L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE ET DES SERVICES	**674 818,18**	**832 195,00**	**839 280,82**	**951 885,00**	**14,38**	**13,42**	
Matériels, mobiliers et outillage technique	559 123,06	544 895,00	558 915,00	514 275,00			
Matériels, mobiliers et outillage technique (suppression reports)	0,00	0,00	-1 434,18	0,00			
Divers gestion et loyers de bâtiments)	18 560,39	44 500,00	51 000,00	44 500,00			
Installations téléphoniques	23 489,06	80 000,00	80 000,00	270 000,00			
Communication	62 630,59	139 000,00	127 000,00	109 000,00			
Elus	11 015,08	23 800,00	23 800,00	14 110,00			
POLITIQUE FINANCIERE (hors refinancements et trésorerie)	**16 348 291,02**	**22 083 403,66**	**24 318 204,88**	**18 365 533,65**	**-16,84**	**-24,48**	
Structures financières risques et solvabilité	**14 723 174,43**	**16 598 094,72**	**16 599 276,12**	**14 200 290,77**	**-14,45**	**-14,45**	
Remboursement emprunts	14 723 174,43	16 598 094,72	16 599 276,12	14 095 290,77			
Participation au capital SAEM Alpes du Nord aménagement touristique	0,00	0,00	0,00	105 000,00			
Allocations et mobilisations	**0,00**	**5 485 308,94**	**6 093 812,17**	**4 165 242,88**	**-24,07**	**-31,65**	
Dépenses imprévues (2017P224O001)	0,00	5 455 308,94	6 063 812,17	0,00			
Fonds d'urgence investissement	0,00	0,00	0,00	4 135 242,88			
Divers	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00			
Divers	**1 625 116,59**	**0,00**	**1 625 116,59**	**0,00**	**0,00**	**-100,00**	
Actions SAS	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**			
Apurement compte pour régularisation rattachement M57	1 625 116,59	**0,00**	**1 625 116,59**	**0,00**			
POLITIQUE ROUTIERE	**42 453 039,55**	**44 327 748,80**	**44 494 291,12**	**52 305 838,77**	**18,00**	**17,56**	**41 896 084,09**
AMELIORER LA SECURITE	**15 399 029,02**	**15 296 664,71**	**15 873 435,49**	**18 739 351,98**	**22,51**	**18,05**	52 196 838,77
							10 300 754,68
Aires de repos	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00			
Sécurisation dans les gorges de l'Arly	0,00	0,00	0,00	4 400 000,00			
Protection contre les risques naturels et avalancheux	4 025 997,68	4 000 000,00	4 324 997,00	5 215 000,00			
Protection contre les risques naturels et avalancheux (suppression reports)	0,00	0,00	-3 656,01	0,00			
Signalisation routière	1 588 245,04	1 800 000,00	1 800 000,00	1 800 000,00			
Signalisation routière (suppression reports)	0,00	0,00	-8 095,43	0,00			
Passages à niveau	0,00	100 000,00	50 000,00	170 000,00			
Tunnels hors tunnel du Chat	371 754,91	900 000,00	760 000,00	2 110 000,00			
Tunnels hors tunnel du Chat (suppression reports)	0,00	0,00	-3 923,43	0,00			
Tunnel du Chat	2 531 482,71	2 431 664,71	3 031 664,71	109 000,00			
Fonds d'intervention d'urgence	4 088 735,10	3 000 000,00	2 930 000,00	1 500 000,00			
Fonds d'intervention d'urgence (suppression reports)	0,00	0,00	-4 555,81	0,00			
PQR Pont de Montrigon	1 839 648,02	1 900 000,00	1 860 000,00	2 320 351,98			
Aménagements et équipements de sécurité	953 165,56	1 150 000,00	1 150 000,00	1 100 000,00			
Aménagements et équipements de sécurité (suppression reports)	0,00	0,00	-12 995,54	0,00			
OPTIMISATION DEPLACEMENTS	**6 279 342,56**	**8 368 084,09**	**7 454 086,63**	**12 040 973,85**	**43,89**	**61,54**	

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Aménagements cyclables	1 347 792,07	2 000 000,00	2 000 000,00	2 410 395,63		
Aménagements cyclables (suppression de reports)	0,00	0,00	-20 409,75	0,00		
Opérations structurantes reconstruction des seuils de l'Arly	20 080,87	1 168 084,09	118 084,09	2 305 578,22		
Opérations structurantes entrée centre nord de Chambéry	0,00	0,00	0,00	1 950 000,00		
Opérations structurantes aménagement routier dans le cadre du Lyon Turin	0,00	0,00	0,00	125 000,00		
Aménagement qualitatif Grand lac chemin lacustre (suppression reports)	444,08	0,00	-234,29	0,00		
Parking relais covoiturage	240 202,05	100 000,00	200 000,00	90 000,00		
Etudes et acquisitions foncières	216 106,71	300 000,00	300 000,00	300 000,00		
Etudes et acquisitions foncières (suppression reports)	0,00	0,00	-3 962,10	0,00		
Opérations réseau structurant et principal (opérations A)	1 756 750,04	1 900 000,00	1 990 000,00	1 900 000,00		
Opérations réseau structurant et principal (suppression reports)	0,00	0,00	-22 316,71	0,00		
Opérations réseau territorial et local (opérations B)	1 308 552,17	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00		
Opérations réseau territorial et local (suppression reports)	0,00	0,00	-7 074,61	0,00		
Amélioration des accès au réseau autoroutier	0,00	0,00	0,00	60 000,00		
Desserte domaine des Sybelles	1 389 414,57	1 300 000,00	1 300 000,00	1 300 000,00		
MAINTENIR LE PATRIMOINE	**20 031 181,99**	**19 000 000,00**	**19 763 737,41**	**20 105 512,94**	**5,82**	**1,73**
Ouvrages d'art	6 370 861,14	6 000 000,00	6 532 800,00	7 105 512,94		
Renforcement chaussées réseau accès stations	5 630 869,18	5 192 000,00	5 302 000,00	5 350 000,00		
Renforcement chaussées réseau accès stations (suppression reports)	0,00	0,00	-8 953,45	0,00		
Renforcement chaussées réseau structurant et principal	4 967 665,31	4 908 500,00	5 008 500,00	4 600 000,00		
Renforcement chaussées réseau structurant et principal (suppression reports)	0,00	0,00	-22 501,89	0,00		
Renforcement chaussées réseau territorial et local	3 061 786,36	2 899 500,00	2 959 500,00	3 050 000,00		
Renforcement chaussées réseau territorial et local (suppression reports)	0,00	0,00	-7 607,25	0,00		
OPTIMISER L'EXPLOITATION DU RESEAU	**743 485,98**	**1 663 000,00**	**1 403 031,59**	**1 420 000,00**	**-14,61**	**1,21**
Entretien routier hivernal	0,00	0,00	0,00	50 000,00		
Gestion du trafic et informations des usagers	124 275,38	200 000,00	115 000,00	250 000,00		
Gestion du trafic et informations des usagers (suppression reports)	0,00	0,00	-968,41	0,00		
Outils de l'exploitation	455 715,08	1 090 000,00	916 000,00	870 000,00		
Aires des chaînage	163 495,52	200 000,00	200 000,00	250 000,00		
Plan de prévention du bruit	0,00	173 000,00	173 000,00	0,00		
RESSOURCES HUMAINES	**63 591,23**	**102 618,00**	**102 618,00**	**106 500,00**	**3,78**	**3,78**
Prêts	1 300,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00		
Matériels personnel et formation	49 049,44	67 600,00	67 600,00	72 500,00		
Subvention matériel FIPHFP	13 241,79	21 018,00	21 018,00	20 000,00		
SECURITE INCENDIE	**1 330 650,00**	**1 650 000,00**	**1 895 989,00**	**1 400 000,00**	**-15,15**	**-26,16**
Subventions aux communes et structures intercommunales pour le FREE	330 650,00	650 000,00	900 000,00	400 000,00		
Subventions communes et structures interco pour le FREE (suppression reports)	0,00	0,00	-4 011,00	0,00		
Subventions au SDIS pour les casernes de pompiers	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00		
SOCIAL COHESION	**263 927,45**	**430 000,00**	**430 000,00**	**654 000,00**	**52,09**	**52,09**
Insertion	**25 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**54 000,00**		
Subvention équipement RSA	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Subventions autres groupements gens du voyage	0,00	0,00	0,00	24 000,00		
Subventions lutte contre la pauvreté	15 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00		
Logement	**238 927,45**	**400 000,00**	**400 000,00**	**600 000,00**		
Aide aux parcs privés	5 301,00	0,00	0,00	0,00		
Fonds sociaux	197 589,45	300 000,00	300 000,00	300 000,00		
Politique foncière	36 037,00	100 000,00	100 000,00	300 000,00		
SOCIAL ENFANCE, JEUNESSE, FAMILLE/PMI	**2 350,00**	**6 449,00**	**6 449,00**	**6 400,00**	**-0,76**	**-0,76**
Prévention et maintien à domicile	**0,00**	**3 049,00**	**3 049,00**	**3 000,00**		
Prêts aux parents adoptifs d'enfants étrangers						
Prise en charge physique	**2 350,00**	**3 400,00**	**3 400,00**	**3 400,00**		
Prêts aux assistantes maternelles	2 350,00	2 400,00	2 400,00	2 400,00		
Jeunes majeurs	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00		
SOCIAL PERSONNES AGEES	**520 200,00**	**663 000,00**	**663 000,00**	**0,00**	**-100,00**	**-100,00**
Prise en charge physique	**520 200,00**	**663 000,00**	**663 000,00**	**0,00**		
Subventions aux établissement publics locaux	520 200,00	586 500,00	586 500,00	0,00		
Subventions aux partenaires privés	0,00	0,00	0,00	0,00		
Prêts aux établissements	0,00	76 500,00	76 500,00	0,00		
Prévention et maintien à domicile	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		
Conférence des financeurs	0,00	0,00	0,00	0,00		
SPORT	**28 160,00**	**13 000,00**	**83 000,00**	**520 000,00**	**3 900,00**	**526,51**
Subvention comités sportifs	11 000,00	13 000,00	13 000,00	0,00		
Subvention collèges publics achat de matériels sportifs	17 160,00	0,00	20 000,00	20 000,00		
Subvention autres groupements équipement sportif Chambéry	0,00	0,00	0,00	500 000,00		
Subvention plans sports	0,00	0,00	50 000,00	0,00		
TOURISME	**1 725 321,40**	**2 710 047,25**	**2 504 918,62**	**5 095 567,34**	**88,03**	**103,42**
Aménagement du tourisme	**56 414,08**	**85 047,25**	**60 653,62**	**47 744,34**		
Base d'aviron d'Aiguebelette et Championnat	21 414,08	50 047,25	25 653,62	12 744,34		
Hospice du Petit St Bernard	35 000,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00		
Développement du tourisme	**575 505,32**	**695 000,00**	**534 812,00**	**880 000,00**		
Equipement touristique marchand (ETM)	526 378,00	600 000,00	517 812,00	800 000,00		
Activités de pleine nature (suppression reports)	12 423,00	0,00	-18 000,00	0,00		
Filière pêche	10 500,00	0,00	0,00	0,00		
Signalisation touristique routière	26 204,32	50 000,00	25 000,00	35 000,00		
PITER GRAIES lab	0,00	45 000,00	10 000,00	45 000,00		
Plan tourisme	**945 564,00**	**1 100 000,00**	**929 453,00**	**767 823,00**		
Plan tourisme (suppression reports)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		
Projet de territoire touristique Chautagne	**147 838,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**400 000,00**		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Mise en œuvre Schéma départemental du tourisme	**0,00**	**630 000,00**	**780 000,00**	**3 000 000,00**		
TRANSPORTS	**0,00**	**391 664,26**	**77 664,26**	**0,00**	**-100,00**	**-100,00**
Partenariats transport non scolaires	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		
Autorités urbaines	0,00	0,00	0,00	0,00		
Réseau interurbain	**0,00**	**391 664,26**	**391 664,26**	**0,00**		
Equipement des lignes et fonctionnement du réseau	0,00	0,00	0,00	0,00		
Travaux aménagement de parkings des gares routières	0,00	0,00	0,00	0,00		
Centrale de mobilité dont 10 000 € hors compétence de la Région	0,00	0,00	0,00	0,00		
Gares routières	0,00	0,00	0,00	0,00		
Accessibilité	0,00	0,00	0,00	0,00		
Remboursement Région opération compte de tiers trop perçu au titre de la délégation	0,00	391 664,26	391 664,26	0,00		
Subvention électrification Gières Montmélian (suppression reports)	**0,00**	**0,00**	**-314 000,00**	**0,00**		
Réseau scolaire	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		
TRES HAUT DEBIT	**2 947 372,20**	**1 837 080,92**	**3 117 928,93**	**0,00**	**-100,00**	**-100,00**
Subvention budget annexe communications électroniques	2 947 372,20	1 837 080,92	3 117 928,93	0,00		
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT (hors refinancements et trésorerie)	**96 288 127,59**	**116 644 653,34**	**122 295 380,07**	**136 557 621,66**	**17,07**	**11,66**
RESULTAT REPORTE	**40 407 533,49**	**40 407 533,49**	**40 407 533,49**	**28 324 541,07**	**-29,90**	**-29,90**
REFINANCEMENTS ET TRESORERIE	**23 378 264,32**	**46 378 264,32**	**46 378 264,32**	**32 764 474,67**	**-29,35**	**-29,35**
TOTAL GENERAL (avec refinancements et trésorerie)	**160 073 925,40**	**203 430 451,15**	**209 081 177,88**	**197 646 637,40**	**-2,84**	**-5,47**

Annexe 3 - Recettes d'investissement (pour information)

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
RECETTES DIVERSES	**8 309 030,78**	**15 099 798,70**	**14 813 779,12**	**12 800 292,26**	**-15,23**	**-13,59**
AGRICULTURE	**571 778,00**	**571 778,00**	**571 778,00**	**547 132,00**	**-4,31**	**-4,31**
Remboursement FADEGA	571 778,00	571 778,00	571 778,00	547 132,00		
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	**10 337,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Subvention FDEC	5 342,00	0,00	0,00	0,00		
Solde politique transports billetique OURA	4 995,41	0,00	0,00	0,00		
CULTURE	**281 763,71**	**2 217 000,00**	**2 216 335,00**	**1 281 000,00**	**-42,22**	**-42,20**
Musée savoisien :						
subvention de l'Etat	214 866,71	1 000 000,00	1 000 000,00	500 000,00		
subvention de la Région	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	500 000,00		
Subvention DRAC et Région musée savoisien	66 897,00	32 000,00	31 335,00	96 000,00		
Subvention Etat réfection intérieure de la Sainte chapelle	0,00	101 000,00	101 000,00	101 000,00		
Subvention FEDER Mines de la montagne	0,00	84 000,00	84 000,00	84 000,00		
EDUCATION	**211 154,41**	**764 443,28**	**644 443,28**	**1 122 680,00**	**46,86**	**74,21**
Institut de la Montagne	0,00	7 855,71	7 855,71	0,00		
Sinistres collèges (en D et R)	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00		
Collège Les Bauges mandataire	0,00	138 924,75	138 924,75	0,00		
Collège Montmélian	0,00	29 662,82	29 662,82	0,00		
Collège Béatrice de Savoie	2 015,74	0,00	0,00	0,00		
Sub équipt Région IUT	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00		
Sub équipt Etat informatique des collèges	187 520,00	258 000,00	138 000,00	61 680,00		
Sub équipt de la Région cité mixte Bourg Saint Maurice	21 618,67	280 000,00	280 000,00	11 000,00		
ENVIRONNEMENT	**245 299,00**	**111 500,00**	**-185 428,00**	**112 000,00**	**0,45**	**-160,40**
Conventions avec l'Agence de l'eau pour la recherche en eau	0,00	7 500,00	7 500,00	0,00		
Conventions avec l'Agence de l'eau eau assainissement et cours d'eau (suppression reports)	245 299,00	0,00	-192 928,00	0,00		
Sub équipt Agence de l'eau observatoire eau	0,00	0,00	0,00	8 000,00		
Conventions corridors biologiques	0,00	104 000,00	0,00	104 000,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
MOYENS	**67 514,68**	**2 745 000,00**	**2 954 000,00**	**1 522 350,00**	**-44,54**	**-48,46**
Remboursement assurances pour des travaux imprévus suite à sinistres divers	0,00	100 000,00	100 000,00	504 000,00		
Hospice Petit Saint Bernard	0,00	100 000,00	100 000,00	50 000,00		
Cession Maison du tourisme	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00		
Cession Maison verte	0,00	430 000,00	430 000,00	0,00		
Recette Agence de l'eau matériel Satèse	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00		
TDL Tarentaise aire de la Raie abri à sel (opération pour compte de tiers)	0,00	110 000,00	110 000,00	220 000,00		
Aire de lavage de Moutiers subvention commune	65 514,68	0,00	0,00	0,00		
Loyers de bâtiments TDL dépôts et cautionnements	2 000,00	0,00	0,00	0,00		
Cession terrain et chalet Solières	0,00	0,00	0,00	286 000,00		
Cession CE Montgelaffray	0,00	0,00	0,00	135 000,00		
Cession chalet Perrin Gueysens Courchevel	0,00	0,00	0,00	144 000,00		
Cession chalet 4 saisons courchevel	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00		
Cession Cheval Blanc Courchevel	0,00	0,00	38 000,00	38 000,00		
Cession SCI Monroe	0,00	0,00	75 000,00	95 350,00		
Cession véhicules	0,00	0,00	46 000,00	0,00		
POLITIQUE ROUTIERE	**6 507 766,12**	**8 289 313,46**	**8 211 886,89**	**7 842 821,66**	**-5,39**	**-4,49**
Parking relais et covoiturage	76 152,13	21 000,00	21 000,00	0,00		
Plan Qualité Routes subventions des communes, sociétés de remontées mécaniques	4 929 706,89	4 968 313,46	4 929 706,89	5 318 621,66		
Tunnel du Chat annulation de mandat	34 414,28	0,00	0,00	0,00		
Fonds d'intervention d'urgence remboursement	5 677,27	0,00	0,00	0,00		
Fonds d'intervention d'urgence subvention Etat tempête Eleanor	0,00	0,00	0,00	569 000,00		
Protection contre les risques avalancheux subvention Orange	0,00	0,00	0,00	17 600,00		
Protection contre les risques avalancheux subvention la Praz	0,00	0,00	0,00	600 000,00		
Etudes et acquisitions foncières	15 000,00	200 000,00	367 000,00	200 000,00		
Gestion du trafic et information des usagers remboursements divers	10 399,08	0,00	0,00	0,00		
Passage à niveau autre subvention	0,00	5 000,00	5 000,00	20 000,00		
Opérations structurantes	0,00	0,00	0,00	120 000,00		
Opérations sur réseau structurant et principal opérations A	487 565,69	200 000,00	220 000,00	100 000,00		
Subvention communes risques naturels RD117 St Martin de Belleville	104 282,07	0,00	33 000,00	0,00		
Signalisation	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00		
Subvention communes et Région aménagements cyclables	375 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00	768 500,00		
Autres subventions plan de prévention du bruit	0,00	173 000,00	173 000,00	0,00		
Participations Etat, départements et communes ouvrages d'art	461 807,71	1 400 000,00	1 129 000,00	0,00		
Opérations pour compte de tiers Saint Genix sur Guiers ouvrages d'art	0,00	15 000,00	0,00	110 100,00		
Réseau radio subvention Etat	0,00	187 000,00	187 000,00	0,00		
Subvention communes renforcements de chaussées sur réseau d'accès aux stations	7 761,00	0,00	27 180,00	19 000,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
RESSOURCES HUMAINES	**6 002,00**	**9 500,00**	**9 500,00**	**9 500,00**	**0,00**	**0,00**
Remboursement prêts de personnel	6 002,00	9 500,00	9 500,00	9 500,00		
SECURITE INCENDIE	**55 691,13**	**55 691,13**	**55 691,13**	**55 691,13**	**0,00**	**0,00**
Casernes de gendarmerie	55 691,13	55 691,13	55 691,13	55 691,13		
SOCIAL COHESION	**191 284,75**	**141 412,26**	**141 412,25**	**165 806,90**	**17,25**	**17,25**
Remboursements avances OPAC	11 412,25	11 412,26	11 412,25	5 806,90		
Remboursement prêts FSL particuliers	179 872,50	130 000,00	130 000,00	160 000,00		
SOCIAL EJF PMI	**1 981,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**2 000,00**	**-33,33**	**-33,33**
Remboursement dépôt et cautionnement jeunes majeurs	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00		
Remboursement prêts parents adoptifs	91,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00		
Remboursement prêts assistantes familiales	1 890,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00		
SOCIAL PERSONNES AGEES	**149 070,68**	**149 070,68**	**149 070,68**	**135 470,68**	**-9,12**	**-9,12**
Remboursement prêts mobilier établissements d'hébergement des personnes âgées	149 070,68	149 070,68	149 070,68	135 470,68		
TOURISME	**9 387,89**	**42 089,89**	**42 089,89**	**3 839,89**	**-90,88**	**-90,88**
Remboursement avance en annuité FACET	3 839,89	3 839,89	3 839,89	3 839,89		
Hébergement touristique marchand	5 548,00	0,00	0,00	0,00		
PITER GRAIES FEDER	0,00	38 250,00	38 250,00	0,00		
TRANSPORTS	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reversement Région au titre des transports non scolaires (en D et R)	0,00	0,00	0,00	0,00		
POLITIQUE FINANCIERE	**14 416 224,75**	**11 271 094,67**	**12 771 094,67**	**25 870 770,18**	**129,53**	**102,57**
STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE- PARTENARIAT - Garanties d'emprunts	**330 093,67**	**330 093,67**	**330 093,67**	**29 769,18**	**-90,98**	**-90,98**

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
RESSOURCES ET FINANCEMENTS	**14 086 131,08**	**10 941 001,00**	**12 441 001,00**	**25 841 001,00**	**136,18**	**107,71**
Dotations	**14 086 131,08**	**10 941 001,00**	**12 441 001,00**	**11 841 001,00**		
Dotation Départementale d'Equipement des collèges	1 841 001,00	1 841 001,00	1 841 001,00	1 841 001,00		
Dotation de soutien à l'investissement départemental (ex DGE)	980 367,98	700 000,00	700 000,00	500 000,00		
Fond de compensation de la TVA	10 745 295,10	8 000 000,00	9 500 000,00	9 000 000,00		
Produits amendes de police radars automatiques	519 467,00	400 000,00	400 000,00	500 000,00		
Financements externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000 000,00**		
Emprunts nouveaux						
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors refinancements et trésorerie)	**22 725 255,53**	**26 370 893,37**	**27 584 873,79**	**38 671 062,44**	**46,64**	**40,19**
RESULTAT REPORTE	**47 952 345,26**	**47 952 345,26**	**47 952 345,26**	**41 762 064,87**	**-12,91**	**-12,91**
REFINANCEMENTS ET TRESORERIE	**9 764 474,67**	**46 378 264,32**	**46 378 264,32**	**32 764 474,67**	**-29,35**	**-29,35**
TOTAL GENERAL	**80 442 075,46**	**120 701 502,95**	**121 915 483,37**	**113 197 601,98**	**-6,22**	**-7,15**

Annexe 4 - Recettes de fonctionnement (pour information)

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
RECETTES DIVERSES	**39 332 003,27**	**38 114 214,17**	**39 546 124,84**	**36 184 022,61**	**-5,06**	**-8,50**
AGRICULTURE	**193 604,66**	**150 527,00**	**184 430,37**	**150 000,00**	**-0,35**	**-18,67**
Locations aménagements fonciers	6 925,50	527,00	527,00	0,00		
Recouvrement sur créances admises en non valeur FADEGA	2 775,79	0,00	0,00	0,00		
Energie hydraulique	183 903,37	150 000,00	183 903,37	150 000,00		
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	**1 400 223,03**	**1 430 000,00**	**1 434 961,29**	**1 580 000,00**	**10,49**	**10,11**
Subvention Etat Lyon Turin	96 200,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00		
Solde politique transports billetique OURA	7 354,93	0,00	0,00	0,00		
Crédits spécifiques Europe pour les projets du Département (en D et R)	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00		
Energie réservée	1 296 668,10	1 280 000,00	1 284 961,29	1 480 000,00		
CULTURE	**29 130,26**	**144 800,00**	**144 800,00**	**182 900,00**	**26,31**	**26,31**
Musée Savoisien	266,00	500,00	500,00	100,00		
Facturation travaux archives et redevances, exposition	6 975,65	10 000,00	10 000,00	10 000,00		
Subvention DRAC 1ére page	15 500,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00		
Développement artistique	6 388,61	10 300,00	10 300,00	6 300,00		
Opération Découvrir pour promouvoir subvention FEDER	0,00	0,00	0,00	42 500,00		
Duc des Alpes FEDER	0,00	114 000,00	114 000,00	114 000,00		
EDUCATION	**2 301 244,59**	**2 316 266,23**	**2 316 266,23**	**2 242 000,00**	**-3,21**	**-3,21**
Recettes des autres départements au titre des collèges privés	20 221,85	22 000,00	22 000,00	20 000,00		
Recettes des autres départements au titre des collèges publics	62 274,08	63 000,00	63 000,00	62 000,00		
Remboursements FARPI restauration collèges	1 363 739,16	1 320 000,00	1 320 000,00	1 295 000,00		
Atelier culinaire	784 378,17	770 000,00	770 000,00	830 000,00		
Revenus logements de fonction	36 911,23	36 000,00	36 000,00	35 000,00		
Cités mixtes Bourg Saint Maurice remboursement Région	9 985,50	0,00	0,00	0,00		
Remboursements divers et sinistres collèges	23 734,60	18 611,71	18 611,71	0,00		
Institut de la Montagne régularisation	0,00	86 654,52	86 654,52	0,00		
ENVIRONNEMENT	**38 027,00**	**59 000,00**	**59 000,00**	**87 000,00**	**47,46**	**47,46**
Participation Etat cours d'eau	0,00	32 000,00	32 000,00	32 000,00		
Participation Agence de l'eau cours d'eau	27 018,00	27 000,00	27 000,00	40 000,00		
Participation Agence de l'eau observatoire	0,00	0,00	0,00	5 000,00		
TESS télésurveillance eaux souterrains de Savoie	0,00	0,00	0,00	10 000,00		
Participation Agence de l'eau matériel et mesure	11 009,00	0,00	0,00	0,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
JEUNESSE	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 672,00**	**0,00**	**0,00**
Participation CAF rendez vous jeunesse (figurait en politique sports en 2018)	0,00	0,00	0,00	11 672,00		
MOYENS	**4 778 375,15**	**975 580,00**	**1 513 580,00**	**829 100,96**	**-15,01**	**-45,22**
Fonctionnement des bâtiments remboursements divers	283 267,25	297 000,00	297 000,00	275 000,00		
Informatique remboursement MDPH et divers	151 318,98	20 000,00	20 000,00	20 000,00		
Loyers de bâtiments	283 083,71	324 880,00	324 880,00	321 400,00		
Divers gestion	362 986,92	153 700,00	153 700,00	153 700,96		
Divers remboursements et mandats annulés (site Web, matériel, assurances…)	25 173,84	0,00	0,00	0,00		
Cession maison du tourisme (prévision en investissement)	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00		
Cession maison verte (prévision en investissement)	430 000,00	0,00	0,00	0,00		
Véhicules cessions et divers	62 359,98	0,00	0,00	0,00		
Produits divers liés aux travaux et bâtiments	1 180 184,47	180 000,00	718 000,00	59 000,00		
POLITIQUE ROUTIERE	**1 624 342,78**	**895 000,00**	**1 635 000,00**	**2 474 000,00**	**176,42**	**51,31**
Entretien routier	691 116,23	595 000,00	635 000,00	200 000,00		
Fonds d'intervention d'urgence	2 270,67	0,00	0,00	69 000,00		
Viabilité hivernale	325 202,84	300 000,00	300 000,00	300 000,00		
Accès émetteurs	0,00	0,00	0,00	5 000,00		
Occupation du domaine public revenus du domaine	0,00	0,00	0,00	390 000,00		
Opérations structurantes	0,00	0,00	0,00	10 000,00		
Renforcements de chaussées	2 780,64	0,00	0,00	0,00		
Etudes et acquisitions foncières	352 084,08	0,00	0,00	0,00		
Tunnels	1 409,40	0,00	0,00	0,00		
Risques avalancheux	8 086,04	0,00	0,00	0,00		
Signalisation routière	26 627,00	0,00	0,00	0,00		
Ouvrages d'art	214 765,88	0,00	700 000,00	1 500 000,00		
RESSOURCES HUMAINES	**2 204 173,36**	**2 979 950,00**	**2 979 950,00**	**4 093 577,45**	**37,37**	**37,37**
Remboursements divers	1 845 129,42	1 340 590,00	1 340 590,00	2 032 000,00		
Participation FIPHFP et Etat frais annexes	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00		
Part salariale tickets restaurant	17 520,81	1 025 400,00	1 025 400,00	900 000,00		
Remboursement de la Région charges de personnel	0,00	0,00	0,00	556 577,45		
Remboursement MDPH	341 523,13	513 960,00	513 960,00	505 000,00		
SOCIAL COHESION	**1 574 014,12**	**2 522 108,94**	**2 604 654,95**	**1 679 672,20**	**-33,40**	**-35,51**
Insertion	**1 392 084,15**	**2 369 989,00**	**2 452 535,00**	**1 519 463,00**		
Recouvrements indus /Contrats d'avenir/Contrats aidés/RSA et mandats annulés	392 379,89	398 000,00	398 000,00	368 000,00		
Subvention Etat Pays de Savoie Solidaire	114 000,00	55 000,00	139 000,00	92 500,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
FSE PDI subventions globales	748 093,02	1 777 657,00	1 777 657,00	921 352,00		
Fonds d'appui aux politiques d'insertion	137 611,24	139 332,00	137 878,00	137 611,00		
Logement	**181 929,97**	**152 119,94**	**152 119,95**	**160 209,20**		
Remboursement prêts OPAC Frais financiers	619,95	619,94	619,95	209,20		
FSL diverses participations	181 310,02	151 500,00	151 500,00	160 000,00		
SOCIAL EJF PMI	**882 704,59**	**640 200,00**	**740 200,00**	**1 062 700,00**	**66,00**	**43,57**
Petite enfance	131 873,50	165 000,00	165 000,00	150 000,00		
Protection mère enfants	750 831,09	475 200,00	575 200,00	912 700,00		
SOCIAL PERSONNES AGEES	**18 308 508,30**	**18 812 982,00**	**18 745 482,00**	**16 608 100,00**	**-11,72**	**-11,40**
Participations Fonds ADPA	11 667 138,94	11 200 000,00	11 200 000,00	11 830 000,00		
Autres recouvrements sur personnes âgées (successions, pensions, obligations alimentaires,mandats annulés…)	5 257 755,43	5 835 500,00	5 835 500,00	3 326 100,00		
CNSA fonds modernisation des services	116 250,00	300 000,00	232 500,00	255 000,00		
Fonds d'appui bonnes pratiques	275 762,00	280 563,00	280 563,00	0,00		
Conférence financeurs	991 601,93	1 196 919,00	1 196 919,00	1 197 000,00		
SOCIAL PERSONNES HANDICAPEES	**5 976 159,34**	**6 944 200,00**	**6 944 200,00**	**5 128 100,00**	**-26,15**	**-26,15**
Recouvrements divers sur personnes handicapées	2 732 072,84	3 253 200,00	3 253 200,00	1 469 100,00		
Concours CNSA prestations compensation handicap	3 217 176,50	3 661 000,00	3 661 000,00	3 629 000,00		
Transports enfants handicapés Département et familles	26 910,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00		
SPORT	**11 672,32**	**11 600,00**	**11 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participation CAF comités sportifs départementaux (figure en politique jeunesse au BP 2019)	11 672,32	11 600,00	11 600,00	0,00		
TOURISME	**9 823,77**	**232 000,00**	**232 000,00**	**55 200,00**	**-76,21**	**-76,21**
Redevances base d'aviron d'Aiguebelette	9 823,77	11 000,00	11 000,00	10 200,00		
PITER GRAIES FEDER	0,00	221 000,00	221 000,00	45 000,00		
POLITIQUE FINANCIERE	**459 585 208,37**	**438 767 497,59**	**447 019 672,79**	**444 507 803,93**	**1,31**	**-0,56**
STRUCTURE FINANCIERE A RISQUE	**4 866 954,78**	**9 504 824,39**	**9 532 737,59**	**6 309 011,73**	**-33,62**	**-33,82**
Dette et trésorerie						
Couvertures de taux	607 220,98	332 220,98	607 220,98	50 811,11		
Amortissements des prêts	0,03	0,00	0,00	0,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Autres recettes de fonctionnement						
mandat annulé	112,55	0,00	0,00	0,00		
Partenariat risques financiers						
Mouvements financiers divers	26 857,92	24 539,52	26 339,52	24 568,32		
Reprise sur provision falaise des Cliets	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00		
Revenus Savoie Stations Participations (SIT)	406 797,60	406 797,60	406 797,60	406 797,60		
Mandats annulés et dividendes divers	1 093,00	123,79	123,79	0,00		
Dividendes SEMVAL	80 855,60	80 855,60	80 855,60	80 855,60		
Reversement du budget annexe SPTV	1 175 000,00	1 175 000,00	1 175 000,00	1 194 000,00		
S3V	2 215 979,10	2 215 979,10	2 215 979,10	2 215 979,10		
Revenus CNR	177 190,00	516 000,00	177 190,00	216 000,00		
Revenus AREA	175 848,00	85 924,80	175 848,00	120 000,00		
Reversement TVA budgets annexes clôturés	0,00	4 667 383,00	4 667 383,00	0,00		
DOTATIONS DE L'ETAT ET COMPENSATIONS	**75 313 719,88**	**75 017 087,00**	**75 054 658,00**	**74 127 993,00**	**-1,19**	**-1,23**
Dotations courantes	**45 684 387,88**	**45 672 191,00**	**45 442 509,00**	**44 943 097,00**		
Dotation globale de fonctionnement	42 232 468,00	42 462 150,00	42 232 468,00	41 723 056,00		
Dotation globale de décentralisation	1 670 041,00	1 670 041,00	1 670 041,00	1 670 041,00		
Fonds de mobilisation pour insertion	1 239 858,00	1 050 000,00	1 050 000,00	1 050 000,00		
FCTVA	542 020,88	490 000,00	490 000,00	500 000,00		
Dotations et compensations fiscales	**29 248 735,00**	**28 994 896,00**	**29 231 552,00**	**28 834 896,00**		
Compensation réforme taxe professionnelle (DCRTP)	11 605 615,00	11 600 000,00	11 605 615,00	11 300 000,00		
Fonds national garanties individuelles des ressources (FNGIR)	10 208 396,00	10 208 396,00	10 208 396,00	10 208 396,00		
Compensation aux collectivités locales diminution des droits de mutation	77 183,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00		
Compensation d'exonération de fiscalité locale directe et compensations diverses	1 931 159,00	1 926 500,00	1 931 159,00	1 866 500,00		
Dotation de compensation péréquée	5 426 382,00	5 200 000,00	5 426 382,00	5 400 000,00		
Péréquation	**380 597,00**	**350 000,00**	**380 597,00**	**350 000,00**		
Attributions au titre du fonds de solidarité DMTO en faveur des Départements	380 597,00	350 000,00	380 597,00	350 000,00		
FISCALITE INDIRECTE	**239 713 678,71**	**215 065 799,20**	**223 165 799,20**	**220 265 799,20**	**2,42**	**-1,30**
Impositions courantes	**144 744 627,91**	**122 900 000,00**	**130 200 000,00**	**125 800 000,00**		
Droits de mutation	115 238 476,00	97 000 000,00	104 000 000,00	99 000 000,00		
Taxe additionnele droits perçus par l'Etat	1 026 249,63	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00		
Taxe de séjour	1 841 343,97	1 500 000,00	1 500 000,00	1 700 000,00		
Taxe remontées mécaniques	9 083 480,41	8 500 000,00	8 800 000,00	9 100 000,00		
Taxe d'électricité	6 576 014,76	6 400 000,00	6 400 000,00	6 500 000,00		
Taxe d'aménagement	10 979 063,14	8 500 000,00	8 500 000,00	8 500 000,00		

ACTIONS	CA 2018	BP 2018	BP+DM1 2018	PROJET BP 2019	% BP / BP	% BP / BP+DM
Impositions reversées	**94 969 050,80**	**92 165 799,20**	**92 965 799,20**	**94 465 799,20**		
Taxe intérieure sur produits pétroliers (TIPP)	16 265 799,20	16 265 799,20	16 265 799,20	16 265 799,20		
Taxe sur convention assurance et TIPP complémentaire hors réforme fiscale	47 675 979,97	45 900 000,00	46 600 000,00	47 300 000,00		
Taxe sur convention assurance réforme fiscale et rôles supplémentaires	31 027 271,63	30 000 000,00	30 100 000,00	30 900 000,00		
FISCALITE DIRECTE	**139 690 855,00**	**139 179 787,00**	**139 266 478,00**	**143 805 000,00**	**3,32**	**3,26**
Taxe foncière propriétés bâties (TFPB)	91 316 999,00	90 964 787,00	90 964 787,00	94 000 000,00		
Rôles supplémentaires (TFPB)	282 364,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00		
Cotisation valeur ajoutée entreprise (CVAE)	30 786 691,00	30 600 000,00	30 786 691,00	32 200 000,00		
Reversement Région transfert compétence	9 889 653,00	10 000 000,00	9 900 000,00	9 890 000,00		
Imposition forfaitaire entreprises réseaux (IFER)	7 415 148,00	7 415 000,00	7 415 000,00	7 515 000,00		
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**498 917 211,64**	**476 881 711,76**	**486 565 797,63**	**480 691 826,54**	**0,80**	**-1,21**
RESULTAT REPORTE	**34 676 001,69**	**34 676 001,69**	**34 676 001,69**	**39 488 323,49**	**13,88**	**13,88**
TOTAL GENERAL	**533 593 213,33**	**511 557 713,45**	**521 241 799,32**	**520 180 150,03**	**1,69**	**-0,20**

Annexe 5 - Dépenses d'investissement
Reports

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
AGRICULTURE	**959 935,82**	**1 577 651,00**
Agriculture et forêts	**907 287,44**	**1 533 244,45**
Aménagements fonciers	82 575,37	140 448,63
FADEGA subventions aux partenaires privés et publics	0,00	0,00
Participation CSMB	820 912,07	1 388 995,82
Subvention plan forêts filière bois	3 800,00	3 800,00
Lutte contre la maladie des animaux (Subvention au budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses vétérinaires)	**52 648,38**	**44 406,55**
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	**3 989 482,66**	**3 627 222,49**
CTS 1ère et 2ème génération	**64 520,00**	**12 349,00**
EQUIPEMENTS STRUCTURANTS CADRE DE VIE	**3 553 390,30**	**2 750 750,00**
FDEC	2 538 409,90	2 676 216,00
Mini contrats	86 031,00	74 534,00
Subvention Gières Montmélian protection phonique	928 949,40	0,00
PROCEDURES CONTRACTUELLES	**371 572,36**	**864 123,49**
Subventions Coopération 2014/2020	285 042,00	730 042,00
Leader 2014/2020	20 530,36	24 749,99
Sillon Alpin	66 000,00	109 331,50
CULTURE	**923 961,82**	**1 761 023,51**
PATRIMOINE CULTUREL	**517 398,33**	**912 439,77**
Restauration du patrimoine monumental Ste Chapelle	110 499,33	120 431,73
Subvention restauration patrimoine	402 074,00	773 147,00
Duc des alpes	4 825,00	18 861,04
ARCHIVES ET MUSEES	**260 523,92**	**630 107,77**

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
AUTRES ACTIONS CULTURELLES	**4 050,00**	**2 190,00**
Sites et personnages remarquables	4 050,00	2 190,00
DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE	**0,00**	**0,00**
Centre artistique départemental	0,00	0,00
LECTURE MULTIMEDIA (participation CSMB)	**141 989,57**	**216 285,97**
ECONOMIE	**0,00**	**0,00**
Aide aux entreprises et aux collectivités	**0,00**	**0,00**
Foncier économique	0,00	0,00
Politique commerciale et artisanale	0,00	0,00
Contrats territoriaux 1ère et 2ème génération	**0,00**	**0,00**
EDUCATION	**4 119 782,43**	**5 404 858,01**
COLLEGES	**3 688 622,56**	**4 965 400,26**
Collèges privés	112 785,84	445 133,11
Constructions, extensions, restructurations	443 923,70	211 589,35
Maintenance	2 514 516,79	3 342 836,17
Cités mixtes	196 897,01	216 199,27
Equipement en matériel et informatique	370 523,15	677 037,33
Atelier culinaire	49 976,07	72 605,03
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	**431 159,87**	**439 457,75**
Participation CSMB	89 500,00	80 000,00
IUT études	51 659,87	44 457,75
Polytech subvention	290 000,00	290 000,00
SCIC Campus Numérique	0,00	25 000,00
ENVIRONNEMENT	**3 900 280,86**	**3 318 579,86**
DECHETS	**164 299,00**	**146 000,00**
Subventions aux communes et structures intercommunales pour la création et le réaménagement des déchetteries	164 299,00	146 000,00

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
EAU	**3 226 939,60**	**2 545 548,60**
Cours d'eau	**318 773,00**	**183 418,00**
Subventions PAPI Combe Savoie	49 261,00	41 109,00
Subventions contrat de bassin versant du Lac du Bourget	12 688,00	0,00
Subventions contrat bassin versant ARC	95 183,00	52 247,00
Subventions contrat bassin versant Tarentaise	161 641,00	90 062,00
Eau ressources	**14 727,60**	**15 027,60**
Matériel et travaux		
Eau et assainissement	**2 893 439,00**	**2 347 103,00**
dont		
Subventions au titre de l'Agence de l'eau	155 582,00	0,00
Subventions aux communes et structures intercommunales	2 737 857,00	2 347 103,00
TRANSITION ENERGETIQUE	**279 293,00**	**344 110,00**
dont		
Lutte contre la précarité énergétique		252 008,00
Subventions pour Plan bois	4 000,00	1 000,00
Subventions pour Plan solaire	2 300,00	0,00
Subventions pour le développement durable, efficacité énergétique	236 293,00	91 102,00
Subventions pour le développement de la géothermie	36 700,00	0,00
ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE	**201 749,26**	**260 921,26**
Parcs Naturels	63 229,26	47 784,26
Conservation du patrimoine naturel Savoie	12 355,00	0,00
Travaux et subventions pour la suppression des points noirs paysagers	0,00	0,00
Biodiversité et paysages		188 119,00
Sites des Mottets	0,00	0,00
Subventions pour les autres grands sites	126 165,00	25 018,00
Subventions aux communes et structures intercommunales pour les itinéraires de randonnées	0,00	0,00
CONTRATS TERRITORIAUX 1ère et 2ème génération	**0,00**	**0,00**
SENSIBILISATION	**28 000,00**	**22 000,00**
MOYENS	**5 379 270,36**	**6 434 103,05**
INFORMATIQUE	**476 717,37**	**814 082,21**

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
Logiciels	204 691,27	591 295,82
Matériels	272 026,10	222 786,39
IMMOBILIER : TRAVAUX, ETUDES, ACQUISITIONS	**2 717 656,78**	**2 860 052,40**
Rue du Château Chambéry	104 778,71	2 865,28
Maison des Sports	224 943,03	227 364,05
TDL	580 120,35	795 286,18
Divers études, travaux non affectés	777 264,21	790 937,40
Locaux Ste Rose	0,00	0,00
Chalet Lionel Terray	0,00	0,00
Dépôt de fouilles Morel/Anthelme	0,00	0,00
Hospice Petit St Bernard	103 502,02	83 458,86
Bourget du Lac Centre nautique	60 835,97	18 379,22
Regroupement des services	426 386,55	650 820,97
Réhabilitation SMMR	145 739,66	206 151,45
Aménagement Curial	7 513,32	445,84
CPAS Bourg St Maurice	7 674,85	4 528,99
Plateforme routière Ugine	0,00	0,00
CPAS La Pastorale La Motte Servolex	278 898,11	79 814,16
Chalet Saint François Longchamp	0,00	0,00
VEHICULES	**1 930 898,10**	**2 577 661,43**
dont		
Engins de travaux routiers	1 765 295,75	2 540 285,16
Véhicules des autres services	165 602,35	37 376,27
AUTRES MOYENS DE L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE ET DES SERVICES	**253 998,11**	**182 307,01**
dont		
Matériels et mobiliers	210 255,62	141 881,92
Divers	0,00	0,00
Installations téléphoniques	24 265,99	16 109,25
Communication	19 476,50	24 315,84
POLITIQUE FINANCIERE	**0,00**	**0,00**
Actions SAS	0,00	0,00
POLITIQUE ROUTIERE	**3 399 121,68**	**5 439 274,54**
Améliorer la sécurité	**1 448 733,83**	**2 601 771,92**
Protection contre les risques naturels et avalancheux	982 961,98	1 223 587,16

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
Signalisation routière	102 169,48	302 771,20
Passages à niveau	20 000,00	20 000,00
Tunnels	74 068,43	138 572,08
Fonds d'urgence	142 404,83	617 586,21
Aire de repos	2 263,88	2 263,88
Aménagements et équipements de sécurité	124 865,23	296 991,39
Optimiser les déplacements	**1 097 483,88**	**1 781 482,04**
Aménagements cyclables	170 272,00	475 465,76
Parking relais co-voiturage	260 000,00	112 485,44
Grand lac	678,37	0,00
Etudes et acquisitions foncières	278 970,88	202 523,89
Opérations réseau structurant et principal	220 624,69	564 359,37
Opérations réseau territorialisé	51 878,71	328 087,07
Desserte Arvan Sybelles	115 059,23	98 560,51
Maintenir le patrimoine	**456 149,77**	**463 512,11**
Accès stations	108 562,72	40 800,45
Renforcement chaussée réseau structurant et principal	117 105,96	275 710,98
Renforcement chaussée réseau territorial et local	230 481,09	147 000,68
Optimiser l'exploitation du réseau	**396 754,20**	**592 508,47**
Exploitation et gestion du trafic	96 254,80	82 671,01
Entretien hivernal	0,00	0,00
Aires de chainage	3 627,40	39 965,46
Plan prévention bruit subventions	296 872,00	469 872,00
RESSOURCES HUMAINES	**646,44**	**2 456,94**
Matériel et mobilier FIPHFP	646,44	2 456,94
SECURITE INCENDIE	**408 969,00**	**955 222,00**
dont Subventions aux communes et structures intercommunales pour le FREE	408 969,00	955 222,00
SOCIAL COHESION	**1 342 172,75**	**1 228 040,92**
Insertion	**10 000,00**	**15 000,00**
Logement	**1 332 172,75**	**1 213 040,92**
Aide aux parcs privés	367 882,00	362 268,00
Aide aux parcs publics	704 155,00	704 155,00

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
Contrats territoriaux 1ère et 2ème génération	3 600,00	0,00
FSL	141 229,25	67 348,42
Politique foncière	115 306,50	79 269,50
SOCIAL ENFANCE, JEUNESSE, FAMILLE/PMI	**70 693,44**	**0,00**
Prise en charge physique Foyer départemental de l'Enfance subvention équilibre	**70 693,44**	**0,00**
SOCIAL PERSONNES AGEES	**756 500,00**	**899 300,00**
Subventions et prêts aux établissement publics	756 500,00	899 300,00
SPORTS LOISIRS ANIMATION JEUNESSE	**0,00**	**2 000,00**
Subventions diverses		2 000,00
TOURISME	**3 264 935,02**	**3 410 105,52**
Aménagement du tourisme	**17 655,92**	**12 588,87**
Base d'aviron d'Aiguebelette	14 355,92	12 588,87
Contrat de plan stations moyennes et immobilier touristique	3 300,00	0,00
Championnat aviron 2015	0,00	0,00
Plan Chautagne	**200 000,00**	**52 162,00**
Développement du tourisme	**1 202 429,10**	**1 558 613,65**
FACET		
FAHTP	15 640,00	0,00
Filière pêche	12 500,00	2 000,00
Hôtellerie familiale	5 252,00	0,00
Infrastructure Activités de pleine nature		41 000,00
Infrastructure Randonnée		369 500,00
Tourisme rural	0,00	0,00
Activité de pleine nature	49 582,00	0,00

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
Hébergement touristique des Collectivités	60 000,00	0,00
Hébergement touristique marchand	1 036 251,00	1 141 812,00
Signalisation routière touristique	23 204,10	4 301,65
Plan tourisme	**1 844 850,00**	**1 786 741,00**
TRANSPORTS	**0,00**	**391 664,26**
Réseau interurbain (gares routières aménagement et subventions notamment pour opérations de sécurité, centrale de mobilité)	**0,00**	**0,00**
Remboursement à la Région		**391 664,26**
Autorités urbaines	**0,00**	**0,00**
Réseau scolaire (équilibre budget annexe)	**0,00**	**0,00**
TRES HAUT DEBIT subvention équilibre budget annexe	**163 425,67**	**287 861,27**
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**28 679 177,95**	**34 739 363,37**

Annexe 6 : Dépenses de fonctionnement
Reports

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
AGRICULTURE	**48 996,76**	**107 644,18**
AGRICULTURE ET FORETS	**48 251,79**	**105 494,00**
Subventions et études diverses	48 251,79	105 494,00
LUTTE MALADIE DES ANIMAUX (équilibre LDAV)	**744,97**	**2 150,18**
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	**183 475,60**	**143 013,05**
CONTRATS TERRITORIAUX DE SAVOIE 1° et 2° génération	**16 933,00**	**16 933,00**
INGENIERIE	**101 475,19**	**75 259,22**
Contrat territoriaux	61 500,05	73 259,22
Etudes préalables d'aménagement	18 900,14	0,00
Action en faveur des territoires	18 525,00	0,00
ASADAC/MDP	2 550,00	2 000,00
PROCEDURES CONTRACTUELLES	**65 067,41**	**50 820,83**
Leader/Interreg 2014/2020	65 067,41	50 820,83
CULTURE	**291 271,71**	**203 068,63**
PATRIMOINE CULTUREL	**67 021,11**	**31 018,67**
Prestations de service et subventions archéologie	0,00	0,00
Réfection sainte Chapelle	2 656,67	2 656,67
Ducs des Alpes	64 364,44	28 362,00
ARCHIVES ET MUSEES	**188 985,84**	**150 387,64**
Abonnements bibliothèques Expositions	5 306,60	3 362,00
Réseau musée	29 610,92	30 477,92
Musée savoisien	83 463,36	62 321,75
Gestion des collections	70 604,96	54 225,97
LECTURE ET MULTI MEDIA	**3 699,60**	**400,00**
Première page	3 699,60	400,00
AUTRES ACTIONS CULTURELLES	**13 293,00**	**9 684,00**
Itinéraires sites et personnages remarquables et historiques	13 293,00	9 684,00
Journée patrimoine	0,00	0,00

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE	**18 272,16**	**11 578,32**
Diffusion artistique	0,00	0,00
Concerts Carillon	0,00	0,00
Structuration durable des compagnies	8 438,00	1 263,00
Centre artistique départemental	1 900,00	0,00
Manifestations culturelles		2 025,02
Pratique amateur	3 428,16	500,00
Formation des artistes	0,00	3 274,90
Estivales	4 506,00	4 515,40
ECONOMIE	**59 647,70**	**37 947,70**
CRITT	0,00	0,00
Pôle de compétitivité	59 647,70	37 947,70
Subventions diverses	0,00	0,00
Agence économique	0,00	0,00
EDUCATION	**884 463,27**	**1 059 118,12**
COLLEGES	**884 463,27**	**1 039 062,13**
Plan sport des collèges		
Patrimoine collèges maintenance et fonctionnement divers	518 710,37	661 986,28
Informatique collèges	132 861,79	108 217,98
Atelier culinaire	158 790,59	180 997,35
INTERVENTIONS SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES	**0,00**	**55,99**
Interventions Scolaires Pédagogiques ISP	0,00	55,99
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	**0,00**	**20 000,00**
INES Plateforme formation et évaluation	0,00	20 000,00
DECHETS	**21 363,30**	**0,00**
dont		
Subventions aux communes et structures intercommunales	21 363,30	0,00
EAU	**439 551,65**	**246 642,38**
Frais d'études sur la qualité des cours d'eau	106 330,04	82 434,73
Subventions aux communes pour cours d'eau	127 628,00	134 633,00
Frais d'études et divers pour la recherche en eau	37 232,61	824,65
Observatoire eau		28 750,00
Maîtrise pollution origine agricole	12 500,00	0,00
Participation SISARC	155 861,00	0,00
ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE	**112 101,16**	**230 321,88**

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
Parc naturel régional de Chartreuse	79 857,00	98 585,00
Parc naturel régional des Bauges	27 478,74	55 986,88
Biodiversité et paysages		75 750,00
Site des Mottets	4 765,42	0,00
TRANSITION ENERGETIQUE	**0,00**	**10 850,00**
Subventions diverses	0,00	10 850,00
SENSIBILISATION	**73 770,36**	**3 033,41**
Subventions diverses	73 770,36	3 033,41
MOYENS	**2 417 505,89**	**1 981 612,69**
Elus	13 691,54	0,00
Informatique	660 833,08	663 688,45
Consommations téléphoniques	61 985,46	0,00
Maintenance	157 573,03	138 036,24
Contrats maintenance	81 021,49	71 556,49
Documentation	6 700,80	4 953,17
Entretien ménager	28 348,47	25 322,56
Fonctionnement des bâtiments	390 673,52	246 826,93
Fournitures de bureau	25 983,72	19 628,50
Petit matériel	42 091,55	31 507,98
Frais d'impression	72 974,49	35 095,76
Loyers du matériel et bâtiment	11 683,85	6 869,88
Véhicules	379 344,23	158 537,07
Communication	108 844,18	165 233,86
Habillement du personnel	581,39	45 596,49
Divers gestion	137 220,86	129 448,31
Petits travaux et études	142 409,57	126 454,19
Equilibre BA locations immobilières (SPL INES)	4 247,53	0,00
Affranchissement	91 297,13	112 856,81
POLITIQUE FINANCIERE	**20 776,23**	**98 542,72**
Allocation et mobilisation des moyens financiers	0,00	96 509,36
Frais pour émissions obligataires	20 776,23	2 033,36
POLITIQUE ROUTIERE	**990 018,60**	**1 096 056,71**
Renforcement de chaussée	131 252,11	97 729,06
Gestion du trafic et OSIRIS	42 104,61	180 563,95
Entretien routier courant	195 629,88	252 357,02
Sensibilisation usagers	900,00	0,00
Ouvrages d'art	24 289,56	6 292,98
Entretien routier hivernal	236 581,56	88 921,81

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
Signalisation	2 600,58	10 496,00
Etudes et acquisitions foncières	8 052,76	18 529,00
Protections contre les risques naturels avalancheux	183 648,77	193 064,22
Tunnels	101 396,65	81 477,74
Fonds intervention urgence	58 562,12	166 624,93
Aménagements cyclables	5 000,00	0,00
RESSOURCES HUMAINES	**105 362,48**	**230 330,41**
Frais annexes	3 692,60	44 585,04
Fonctionnement médico-social	0,00	0,00
Personnel départemental formation	76 797,42	184 345,37
Assistantes maternelles et familiaux	24 872,46	1 400,00
SOCIAL COHESION	**2 891 263,59**	**2 745 896,78**
Insertion	**2 020 926,52**	**1 898 502,60**
FSE subvention globale	1 069 907,77	1 037 979,07
Fonds aide aux jeunes	77 958,01	42 480,49
Actions insertion	660 130,58	759 211,28
Soutien au public en risque d'exclusion	7 659,00	0,00
Accompagnement social personnalisé & action humanitaire	205 271,16	58 831,76
Secours	0,00	0,00
Subventions jeunesse		
Logement	**870 337,07**	**847 394,18**
Mesures accompagnement social personnalisé MASP	0,00	194 472,20
Contrats territoriaux	4 579,00	4 579,00
Fonds solidarité logement	865 758,07	648 342,98
SOCIAL ENFANCE, JEUNESSE, FAMILLE/PMI	**349 442,51**	**170 336,42**
PETITE ENFANCE	**298 581,74**	**94 109,02**
Planification	382,67	482,62
Conventions hôpitaux	291 834,37	90 302,00
Frais divers PMI	6 364,70	3 324,40
PROTECTION DE L'ENFANCE	**50 860,77**	**76 227,40**
Foyer départemental de l'Enfance - subvention d'équilibre	24 387,14	5 837,64
Organismes de prévention	24 563,43	37 267,92
Tiers digne de confiance et jeunes majeurs	1 910,20	33 121,84
SOCIAL PERSONNES AGEES	**30 933,12**	**6 674,61**
Conférence financement perte autonomie	1 000,00	4 000,00
Placement en ets personnes âgées		2 674,61
Fonds d'appui aux bonnes pratiques	25 200,00	0,00
SOCIAL PERSONNES HANDICAPEES	**0,00**	**3 395,01**
Alloc à domicile personnes handicapées	0,00	3 395,01

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
SPORTS LOISIRS ANIMATION JEUNESSE (ancien découpage)	**44 196,00**	**9 410,00**
Subventions au FDAL	2 570,00	510,00
Conseil général des jeunes et fonds jeunesse	15 026,00	6 900,00
Contrats territoriaux	2 000,00	2 000,00
Contrats cantonaux jeunesse	14 500,00	0,00
Subventions diverses	7 000,00	0,00
Contrats territoriaux jeunesse	0,00	0,00
Carte clés collèges	0,00	0,00
SPORTS	**3 100,00**	**0,00**
Subventions diverses	0,00	0,00
Prestations de service	0,00	0,00
Bourses de haut niveau	1 100,00	0,00
Subventions aux comités départementaux	2 000,00	0,00
JEUNESSE (nouvelle politique)	**122 971,27**	**83 664,55**
Contrats départementaux jeunesse	67 500,00	15 000,00
Conseil départemental Jeunes	22 226,27	37 564,55
SPORTS (nouvelle politique)	**40 001,75**	**143 031,25**
Clubs professionnels	22 500,00	22 500,00
Comités sportifs	12 450,00	98 390,00
Evénements sportifs	2 000,00	14 000,00
Plan sports	3 051,75	8 141,25
TRANSPORTS	**0,00**	**0,00**
TOURISME	**101 081,54**	**127 370,13**
Base d'aviron d'Aiguebelette	13 081,54	12 634,13
Subventions activités pleine nature	2 000,00	0,00
Subventions filière pêche	61 500,00	53 000,00
Alcotra-Projet Explor-Lab (ex PITER GRAIES Lab)		61 736,00
Subventions montagne	24 500,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**9 228 194,49**	**8 737 960,63**

Annexe 7 : Recettes investissement
Reports

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
RECETTES DIVERSES	**4 434 366,18**	**4 601 839,57**
CULTURE	**8 730,00**	**9 184,00**
SOCIAL COHESION	**868,69**	**0,00**
SOCIAL ENFANCE JEUNESSE FAMILLE PMI	**0,00**	**988,00**
ENVIRONNEMENT	**742 167,00**	**180 966,00**
Conventions avec l'Agence de l'eau pour les Cours d'eau	0,00	0,00
Conventions avec l'Agence de l'eau pour l'Assainissement	638 308,00	180 966,00
Conventions avec l'Agence de l'eau pour la Recherche en eau	103 859,00	0,00
MOYENS	**746 005,94**	**232 757,34**
Aire de lavage de Moutiers		32 757,34
Opération pour compte de tiers Petit St Bernard	162 505,94	200 000,00
Région IUT	200 000,00	0,00
Divers	7 500,00	0,00
Musée Savoisien subventionEtat et Région	376 000,00	0,00
POLITIQUE ROUTIERE	**2 936 594,55**	**4 177 944,23**
Subventions Passages à niveau	316 985,37	291 985,37
Subventions Ouvrages d'art	113 000,00	763 752,27
Subventions Opérations structurantes Gorges de l'Arly	900 878,60	900 878,60
Participations diverses	1 395 730,58	1 363 785,00
Subventions Aménagements cyclables	210 000,00	857 542,99
DETTE (emprunts)	**16 700 000,00**	**16 700 000,00**
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**21 134 366,18**	**21 301 839,57**

Annexe 8 : Recettes de fonctionnement
Reports

ACTIONS	Reports 2017 sur 2018	Reports 2018 sur 2019
AGRICULTURE	**4 617,00**	**699,04**
CULTURE	**3 125,00**	**0,00**
EDUCATION	**419 937,55**	**433 456,17**
Produits exceptionnels collèges publics	2 963,52	2 963,52
Atelier culinaire vente repas	0,00	0,00
Remboursement FARPI Collèges	416 974,03	430 492,65
ENVIRONNEMENT	**0,00**	**23 000,00**
MOYENS	**15 110,00**	**67 202,56**
Divers gestion Agence de l'eau SATERCE/SAGERE	8 958,00	67 202,56
Remboursements divers	6 152,00	0,00
POLITIQUE ROUTIERE	**0,00**	**490 269,98**
RESSOURCES HUMAINES	**0,00**	**379 335,87**
SOCIAL COHESION	**87 838,43**	**1 175 330,67**
SOCIALHANDICAPES	**0,00**	**407 000,00**
SOCIAL EJF	**0,00**	**65,30**
TOURISME	**0,00**	**20,00**
TRANSPORTS	**0,00**	**0,00**
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**530 627,98**	**2 976 379,59**

Annexe 9 : BP 2019 global en M€ : investissement/fonctionnement/dépenses/recettes (hors refinancement et résultat)

POLITIQUES	Dépenses			Recettes		
	BP 2018	BP 2019 (projet)	%BP/BP	BP 2018	BP 2019 (projet)	%BP/BP
AGRICULTURE	5,17	6,18	19,54%	0,72	0,70	-2,78%
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	14,32	17,19	20,04%	1,43	1,58	10,49%
CULTURE	6,82	15,13	121,85%	0,36	1,46	305,56%
ECONOMIE	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%
EDUCATION	23,88	32,52	36,18%	3,08	3,36	9,09%
ENVIRONNEMENT	3,04	3,56	17,11%	0,18	0,20	11,11%
MOYENS	34,67	31,18	-10,07%	5,72	2,35	-58,92%
POLITIQUE FINANCIERE	43,12	44,20	2,49%	450,04	470,38	4,52%
POLITIQUE ROUTIERE	53,21	60,55	13,79%	9,18	10,32	12,42%
RESSSOURCES HUMAINES	91,77	91,79	0,02%	2,99	4,10	37,12%
SECURITE INCENDIE	29,55	29,70	0,51%	0,06	0,06	0,00%
SOCIAL COHESION	38,86	39,74	2,26%	2,66	1,85	-30,45%
SOCIAL ENFANCE, JEUNESSE, FAMILLE/PMI	51,23	52,38	2,24%	0,64	1,06	65,63%
SOCIAL PERSONNES AGEES	54,75	52,38	-4,33%	18,96	16,74	-11,71%
SOCIAL PERSONNES HANDICAPEES	60,55	59,78	-1,27%	6,95	5,13	-26,19%
JEUNESSE	1,79	1,72	-3,91%	0,00	0,01	0,00%
SPORT	2,91	3,30	13,40%	0,01	0,00	0,00%
TOURISME	8,96	11,24	25,45%	0,27	0,06	-77,78%
TRANSPORTS	0,39	0,00	-100,00%	0,00	0,00	-
TRES HAUT DEBIT	4,24	0,55	-87,03%	0,00	0,00	-
TOTAL BUDGET hors refinancement et résultat	**529,23**	**553,09**	4,51%	**503,25**	**519,36**	3,20%

Annexe 10 : BP 2019 - PPI 2019 à 2023 en M€

	BP 2018	BP+DM 2018	BP 2019	PPI 2020	PPI 2021	PPI 2022	PPI 2023	Observations
Agriculture	**1,86**	**1,92**	**2,81**	**1,53**	**1,82**	**1,82**	**1,82**	
Aménagement du territoire	**8,97**	**9,27**	**10,42**	**12,71**	**12,99**	**15,68**	**14,18**	
Schéma déplacements Sillon alpin	0,00	0,07	0,00	2,00	2,00	2,00	0,00	
CTS 3ème génération	5,42	5,69	5,31	5,31	5,31	5,63	5,63	
FDEC	3,00	2,93	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	
Procédures contractuelles	0,05	0,03	0,11	0,05	0,05	0,05	0,05	
Lyon Turin	0,50	0,50	0,50	0,70	0,68	0,00	0,00	
Mini contrats	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Aéroport	0,00	0,00	0,00	0,15	0,45	3,50	4,00	
Culture	**3,78**	**4,08**	**9,73**	**11,79**	**4,21**	**0,81**	**0,81**	
Musée savoisien O188	2,16	2,16	7,63	9,44	2,80	0,00	0,00	
Toiture Château O121	0,06	0,02	0,05	1,32	0,50	0,00	0,00	
Château Ste Chapelle O263	0,02	0,02	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres	1,54	1,88	1,82	1,03	0,91	0,81	0,81	
Très haut débit (équilibre budget annexe)	**1,84**	**3,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Education	**14,47**	**15,04**	**22,27**	**24,15**	**27,84**	**44,88**	**36,48**	
Collèges privés	***0,43***	***0,43***	***0,53***	***0,53***	***0,53***	***0,53***	***0,53***	
Collèges travaux neufs	***3,87***	***4,09***	***8,46***	***13,89***	***16,08***	***33,59***	***28,42***	
Collège Le Beaufortain 004	0,02	0,02	*0,02*	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	
Collège Le Chatelard 019	0,05	0,05	*0,05*	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	
Frontailles St Pierre 045 et 096	0,02	0,02	*0,02*	*0,10*	*0,03*	0,20	0,95	
La Lauzière 046	0,50	0,50	*2,57*	*2,96*	*0,48*	0,00	0,00	
Le Bonrieu O47 et O97	0,06	0,01	*0,04*	*0,20*	*1,00*	1,47	0,00	
Charles Dullin 053	0,40	0,40	*1,89*	*1,07*	*0,00*	0,00	0,00	
Edmond Rostand La Ravoire 059	0,08	0,08	*0,15*	*0,78*	*0,30*	6,30	6,60	en 2024: 0,48M€
De Maistre St Alban Leysse 094	0,20	0,20	*0,45*	*2,20*	*0,85*	0,00	0,00	
JOVET Aime Mise aux normes handicap 083	0,06	0,06	*0,10*	*0,57*	*0,00*	0,00	0,00	
La Vanoise Modane 056 et 101	0,06	0,03	*0,21*	*0,01*	*0,01*	0,08	0,50	
JJ Perret Aix les Bains 100	0,00	0,00	*0,00*	*0,00*	*0,08*	0,02	0,70	
Jules Ferry Aix les Bains O102	0,00	0,00	*0,06*	*0,10*	*0,70*	2,10	4,60	en 2024: 4M€
St Etienne de Cuines 060	0,47	0,75	*0,04*	*0,44*	*0,93*	0,96	0,00	
St Jean de Maurienne 048	0,06	0,03	*0,00*	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	
Combe de Savoie Albertville 062	0,30	0,38	*0,05*	*0,04*	*0,40*	1,50	4,00	en 2024: 1,81M€
Bissy Chambéry O104	0,00	0,00	*0,05*	*0,10*	*0,10*	3,20	0,45	

	BP 2018	BP+DM 2018	BP 2019	PPI 2020	PPI 2021	PPI 2022	PPI 2023	Observations
L'Epine Novalaise 064	0,05	0,05	*0,09*	*0,20*	*3,40*	1,11	0,00	
Val Gelon 066	0,05	0,05	*0,05*	*0,20*	*1,00*	3,10	0,35	
Louise de Savoie 068	0,06	0,05	*0,05*	*0,16*	*0,50*	3,60	4,50	en 2024: 0,79M€
Mermoz Barby 071	0,05	0,05	*0,00*	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	
Marlioz 074	0,00	0,00	*0,00*	*0,01*	*0,02*	0,03	0,45	
Côte Rousse 072	0,00	0,00	*0,00*	*0,01*	*0,02*	0,05	0,40	
Les Echelles 078	0,00	0,00	*0,00*	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	
Garibaldi O65	0,05	0,05	*0,15*	*1,65*	*0,45*	0,00	0,00	
Paul Mongin 067 et 105	0,05	0,03	*0,05*	*0,62*	*0,06*	0,20	1,00	
Cité Mixte Bourg St Maurice 080	0,80	0,80	*0,46*	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	
Collège La Foret -Saint Genis	0,00	0,00	*0,03*	*0,51*	*0,00*	0,00	0,00	
Fontanet Frontenex O91	0,08	0,08	*0,09*	*0,55*	*3,20*	4,70	1,63	
Georges Sand La Motte O92	0,00	0,00	*0,04*	*0,25*	*1,80*	1,90	0,21	
La Bâthie Ugine O51 et O99	0,05	0,05	*0,05*	*0,01*	*0,02*	0,04	0,70	
Jean Rostand Moutiers 032	0,15	0,15	*0,14*	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	
Pierre Grange Albertville 041	0,02	0,02	*0,03*	*0,07*	*0,00*	0,00	0,00	
Henri Bordeaux Cognin 095	0,15	0,15	*0,84*	*0,78*	*0,00*	0,00	0,00	
Le Chatelard 084	0,00	0,00	*0,00*	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	
De Boigne La Motte O103	0,00	0,00	*0,05*	*0,27*	*0,70*	3,00	1,38	
Les Clappeys 098	0,00	0,00	*0,61*	*0,00*	*0,00*	0,00	0,00	
Acquisitions foncières	0,03	0,03	*0,03*	*0,03*	*0,03*	0,03	0,00	
Collèges publics maintenance	***5,91***	***6,19***	***6,09***	***3,98***	*3,74*	3,34	3,34	
Collèges publics matériels, informatique et divers	***1,99***	***2,11***	***1,87***	***1,49***	*1,49*	1,42	1,42	
Atelier culinaire	***0,20***	***0,17***	***0,25***	***0,66***	***3,28***	***3,28***	***0,05***	
Equipements sportifs	***0,00***	***0,00***	***1,00***	***0,60***	***0,60***	***0,60***	***0,60***	
Enseignement supérieur	***2,07***	***2,05***	***4,07***	***3,00***	***2,12***	***2,12***	***2,12***	
dont								
IUT	1,80	1,80	3,83	0,88	0,00	0,00	0,00	
CROUS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
POLYTEC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Campus Jacob	0,00	0,00	0,00	2,00	2,00	2,00	2,00	
Institut de la montagne	0,15	0,10	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	
CSMB et divers	0,12	0,15	0,12	0,12	0,12	0,12	0,12	
Environnement	**1,40**	**1,44**	**2,03**	**1,92**	**1,93**	**1,99**	**1,97**	
Moyens	**11,91**	**12,84**	**10,83**	**11,05**	**14,25**	**15,81**	**15,06**	
Informatique	***1,25***	***1,30***	***1,70***	***1,95***	***1,07***	***1,07***	***1,26***	
Travaux bâtiments	***5,93***	***6,79***	***4,28***	***4,44***	***8,57***	***10,22***	***9,28***	

	BP 2018	BP+DM 2018	BP 2019	PPI 2020	PPI 2021	PPI 2022	PPI 2023	Observations
dont								
Favre de Marnix 016	0,00	0,00	0,00	0,03	0,17	0,00	0,00	
Chalet Edelweiss 023	0,06	0,06	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	
Chalet Lionel Terray 028	0,01	0,01	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	
Archives 030/143	0,00	0,00	0,31	0,07	0,00	0,00	0,00	
TDL Albertville O101	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	
TDL Combe Savoie O103	0,08	0,08	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	
TDL Maurienne O104	0,04	0,18	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	
TDL Tarentaise O105	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	
TDL Centrale O115	0,00	0,00	0,00	0,15	0,10	0,00	0,00	
TDL Aix abri à sel 0282	0,03	0,07	0,00	0,06	0,48	0,00	0,00	
TDL Tarentaise abri à sel et Cuves à fuel O281 et O137	0,41	0,45	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	
TDL des deux Lac O297	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	
TDL Travaux CE Cuines O302	0,00	0,18	0,09	0,13	0,50	1,58	0,10	
Restructuration TDL Yenne O296	0,15	0,15	0,04	0,25	2,50	0,60	0,00	
CE Bozel 0140	0,06	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
Hospice Petit St Bernard 0145	0,10	0,10	0,05	0,08	0,08	0,08	0,08	
Maison des sports 029	0,15	0,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Aménagement Curial O164	0,00	0,00	0,02	0,30	0,00	0,00	0,00	
Conformité handicap 0169	0,07	0,07	0,04	0,10	0,19	0,28	0,14	
SMMR 0171 et O309	0,30	0,30	0,36	0,35	0,80	3,20	5,20	
IUFM 0192	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	0,50	0,23	
4Rue du Château O018	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,18	
CPAS Biollay/Cognin O254	0,00	0,00	0,00	0,37	0,00	0,00	0,00	
La Pastorale La Motte Servolex 0258	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Base d'aviron 0266	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
Désamiantage O267	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,00	
La Cassine satellites 0268	2,68	2,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations récurrentes	0,61	0,90	0,91	0,57	0,57	0,57	0,57	
Regroupements services 0270	0,84	1,06	0,27	1,40	2,50	2,50	2,50	
INES Hélios 070	0,10	0,10	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	
CPAS Albertville O310	0,00	0,00	0,00	0,01	0,03	0,26	0,00	
CPAS OMEGA O311	0,00	0,00	0,15	0,00	0,00	0,00	0,00	
CPAS Pont de Beauvoisin O312	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
Aménagement du Château O313, O314,O315	0,00	0,00	0,78	0,00	0,00	0,00	0,00	
Acquisitions O321	0,00	0,00	0,20	0,25	0,25	0,30	0,00	

	BP 2018	BP+DM 2018	BP 2019	PPI 2020	PPI 2021	PPI 2022	PPI 2023	Observations
Véhicules	***3,90***	***3,90***	3,90	3,90	3,85	3,85	3,85	
Autres	***0,83***	***0,85***	***0,95***	***0,76***	***0,76***	***0,67***	***0,67***	
Politique routière	**44,32**	**44,49**	**52,30**	**59,87**	**43,32**	**41,43**	**39,85**	
Maintenance et sécurité	***30,51***	***31,31***	***31,21***	***30,22***	***32,56***	***32,02***	***32,54***	
Travaux neufs hors Tunnel Chat et Arly	***10,31***	***10,14***	***14,28***	***13,05***	***10,76***	***9,41***	***7,31***	
Déviation BSM Pont Montrigon	1,90	1,86	2,32	0,05	0,00	0,00	0,00	
Passage à niveau Viviers du Lac O16	0,05	0,01	0,12	0,28	0,00	0,00	0,50	en 2024:1,6M€
Plan bruit	0,17	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Véloroute Via Rhôna La Balme Virignin O 135	0,75	0,75	1,41	0,00	0,00	0,00	0,00	
Aménagements cyclables divers	0,03	0,01	0,02	2,00	2,10	2,60	2,30	
Véloroute pré Alpes Tournon Grésy O 143	1,21	1,21	0,98	0,00	0,00	0,00	0,00	
Aires de covoiturage	0,10	0,20	0,09	0,10	0,10	0,10	0,10	
Modernisation courante (A et B)O24 et O23	3,50	3,57	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	
Accès échangeur autoroutier Aix Nord	0,00		0,06	1,00	0,45	0,00	0,00	
Entrée Centre Nord Chambéry	0,00	0,00	1,95	2,22	2,21	1,21	0,41	
Desserte domaine Arvan Sybelles	1,30	1,30	1,30	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations structurantes nouvelles	0,10	0,00	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	
Tunnel Villaret du Nial	0,40	0,40	0,30	0,00	0,40	0,00	0,00	
Tunnel du Chevril Tignes	0,20	0,16	1,60	3,31	0,00	0,00	0,00	
Tunnel du saut Tignes	0,10	0,00	0,06	0,09	1,50	1,50	0,00	
Maintenance et inspections	0,20	0,20	0,15	0,20	0,20	0,20	0,20	
Etudes et acquisitions foncières	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	
Gorges de l'Arly	***1,07***	***0,01***	***2,30***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	
Sécurisation dans les Gorges de l'Arly	***0,00***	***0,00***	***4,40***	***16,60***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	
Tunnel du Chat	***2,43***	***3,03***	***0,11***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	
Ressources humaines	**0,10**	**0,10**	**0,11**	**0,10**	**0,10**	**0,10**	**0,10**	
Sécurité incendie	**1,65**	**1,90**	**1,40**	**1,15**	**1,15**	**1,15**	**1,15**	
Free	0,65	0,89	0,40	0,15	0,15	0,15	0,15	
Casernes pompiers	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	
Social cohésion	**0,43**	**0,43**	**0,65**	**0,57**	**0,57**	**0,55**	**0,55**	
Logement avec FSL	0,40	0,40	0,60	0,52	0,52	0,52	0,52	
Insertion	0,03	0,03	0,05	0,05	0,05	0,03	0,03	
Social EJF PMI	**0,01**	**0,01**	**0,01**	**0,01**	**0,01**	**0,01**	**0,01**	
Social personnes âgées	**0,66**	**0,66**	**0,00**	**0,24**	**0,61**	**0,55**	**0,00**	
Sports	**0,01**	**0,08**	**0,52**	**0,94**	**0,94**	**0,52**	**0,02**	

	BP 2018	BP+DM 2018	BP 2019	PPI 2020	PPI 2021	PPI 2022	PPI 2023	Observations
Tourisme	**2,71**	**2,50**	**5,10**	**2,99**	**5,04**	**1,26**	**1,04**	
Hébergement touristique marchand	0,60	0,51	0,80	0,80	0,80	0,80	0,80	
Plan tourisme 2006	1,10	0,93	0,77	0,00	0,00	0,00	0,00	
Projet Chautagne	0,20	0,20	0,40	0,40	0,40	0,40	0,20	
Mise en œuvre SDT	0,63	0,78	3,00	1,73	3,78	0,00	0,00	
Divers	0,18	0,08	0,13	0,06	0,06	0,06	0,04	
Politique financière hors dette	**5,48**	**7,71**	**4,26**	**4,53**	**4,53**	**4,53**	**4,53**	
Dépenses imprévues	5,45	6,06	4,13	4,50	4,50	4,50	4,50	
Divers	0,03	1,65	0,13	0,03	0,03	0,03	0,03	
Total hors dette, hors transports	**99,60**	**105,59**	**122,44**	**133,55**	**119,31**	**131,09**	**117,57**	
Transports	**0,39**	**0,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
Total hors dette avec transports	**99,99**	**105,67**	**122,44**	**133,55**	**119,31**	**131,09**	**117,57**	

APCP AECP

SECTEURS	2003 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAUX	
	AP	CP	**AP BP**	CP BP	**AP DM**	CP DM	Lissages	**AP**	CP	CP	CP	CP	CP	CP	CP	**AP/AE**	CP
TOTAL VOIRIE	**135 929 552,85**	85 705 775,82	**10 798 747,49**	13 381 893,80	**4 659 256,37**	-321 200,00	-1 228 008,13	**22 956 304,99**	20 215 838,77	26 784 561,44	8 050 000,00	7 619 000,00	6 536 000,00	7 600 000,00		**174 343 861,70**	174 343 861,70
TOTAL EDUCATION	**78 936 882,41**	45 251 591,34	**32 754 252,74**	5 039 081,34	**600 000,00**	291 069,08	-3 473 465,80	**46 747 000,00**	11 373 780,00	14 126 722,99	19 021 408,76	36 137 043,76	23 757 011,68	7 073 892,00	440 000,00	**159 038 135,15**	159 038 135,15
TOTAL MOYENS	**27 758 450,09**	27 552 223,88	**2 800 000,00**	356 226,21	**-72 286,25**	-72 286,25	-224 943,74	**5 300 000,00**	468 943,74	679 000,00	3 850 000,00	3 077 000,00	100 000,00	0,00	0,00	**35 786 163,84**	35 786 163,84
TOTAL CULTURE	**17 000 000,00**	2 402 001,48	**2 560 000,00**	2 223 200,00		-40 000,00	-1 865 217,34	**4 910 000,00**	7 680 000,00	10 765 217,34	3 304 798,52					**24 470 000,00**	24 470 000,00
TOTAL CTS	**47 403 755,00**	21 085 599,97	**844 341,00**	5 427 975,21		259 233,96	-90 388,67		5 312 380,00	5 312 380,00	5 312 380,00	5 628 535,53				**48 248 096,00**	48 248 096,00
TOTAL APCP BUDGET GENERAL	**307 028 640,35**	181 997 192,49	**49 757 341,23**	26 428 376,56	**5 186 970,12**	116 816,79	-6 882 023,68	**79 913 304,99**	45 050 942,51	57 667 881,77	39 538 587,28	52 461 579,29	30 393 011,68	14 673 892,00	440 000,00	**441 886 256,69**	441 886 256,69
TOTAL AECP	**24 356 730,00**	11 078 924,20	**-764 341,00**	2 666 024,79		-259 233,96	-165 279,56	**-242 872,87**	2 637 620,00	2 557 213,77	2 537 620,00	2 246 626,89	50 000,00			**23 349 516,13**	23 349 516,13

PROGRAMMES	2003 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	2023	2024	TOTAUX	
ET OPERATIONS	**AP**	CP	**AP BP**	CP BP	**AP DM**	CP DM	Lissages	**AP**	CP	CP	CP	CP	CP	CP	**AP**	CP
2007P040O008 RD 1504 Mise aux normes du tunnel du Chat	**54 882 553,75**	53 360 889,04	**910 000,00**	2 431 664,71	**600 000,00**	600 000,00	-500 182,00	**-391 182,00**	109 000,00						**56 001 371,75**	56 001 371,75
2007P040O010 RD 902 Tignes réhabilitation du tunnel du Chevril	**4 000 000,00**	0,00		200 000,00	**-40 000,00**	-40 000,00	-69 276,52	**1 040 000,00**	1 600 000,00	3 309 276,52					**5 000 000,00**	5 000 000,00
2007P040OO004 RD 902 Tignes réhabilitation du tunnel du Saut			**3 150 000,00**	100 000,00		-100 000,00			60 000,00	90 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00			**3 150 000,00**	3 150 000,00
1999P037O190 RD 84C Création du nouveau pont de Montrigon	**3 000 000,00**	109 774,27	**640 000,00**	1 900 000,00	**290 456,37**	-40 000,00	-20 351,98	**389 317,90**	2 320 351,98	50 000,00					**4 319 774,27**	4 319 774,27
1999P038O135 Création d'une passerelle entre la Balme et Virignin	**1 500 000,00**	0,00	**300 000,00**	750 000,00	**400 000,00**		-10 395,63	**-50 000,00**	1 410 395,63						**2 150 000,00**	2 150 000,00
2000P072O016 RD17 Viviers du Lac - sécurisation du franchissement du PN 18	**7 886 112,65**	536 112,65		50 000,00		-50 000,00		**-4 850 000,00**	120 000,00	280 000,00			500 000,00	1 600 000,00	**3 036 112,65**	3 036 112,65
2007P039O005 Outils de l'exploitation	**2 955 503,00**	255 098,01		890 000,00		-174 000,00	-460 284,92	**595,01**	785 000,00	955 284,92	550 000,00	119 000,00	36 000,00		**2 956 098,01**	2 956 098,01
1999P053 AP 2011 Ouvrages d'art	**54 705 383,45**	25 811 995,75	**6 106 612,30**	6 000 000,00	**2 338 800,00**	532 800,00	-161 938,86	**5 637 574,08**	7 105 512,94	5 500 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00	**68 788 369,83**	68 788 369,83
2004P045O017 Reconstruction de la RD 1212 dans les gorges de l'Arly	**7 000 000,00**	5 631 906,10	**-307 864,81**	1 060 229,09	**1 070 000,00**	-1 050 000,00	-5 578,22	**180 000,00**	2 305 578,22						**7 942 135,19**	7 942 135,19
2019P009O001 Sécurisation dans les gorges de l'Arly								**21 000 000,00**	4 400 000,00	16 600 000,00					**21 000 000,00**	21 000 000,00
TOTAL VOIRIE	**135 929 552,85**	85 705 775,82	**10 798 747,49**	13 381 893,80	**4 659 256,37**	-321 200,00	-1 228 008,13	**22 956 304,99**	20 215 838,77	26 784 561,44	8 050 000,00	7 619 000,00	6 536 000,00	7 600 000,00	**174 343 861,70**	174 343 861,70

PROGRAMMES	2005 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	2023	2024	TOTAUX	
ET OPERATIONS	**AP**	CP	**AP BP**	CP BP	**AP DM**	CP DM	Lissages	**AP**	CP	CP	CP	CP	CP	CP	AP	CP
1999P105O017 Pôle montagne	**4 949 266,00**	4 929 083,82	**1 252,74**	21 434,92			-21 434,92		21 434,92						**4 950 518,74**	4 950 518,74
1999P105O027 IUT	**4 750 000,00**	269 908,49		1 800 000,00	**600 000,00**		-1 430 005,01		3 833 776,99	876 319,53					**5 350 000,00**	5 350 000,00
1999P148O033 (EPI 0,25) Collège de Saint Genix sur Guiers La Forêt	**6 801 740,00**	6 768 452,07							33 287,93						**6 801 740,00**	6 801 740,00
1999P148O032 (EPI 0,10) Collège de Moutiers J.Rostand	**13 114 155,34**	13 039 001,40		75 153,94			-66 053,92		66 053,92						**13 114 155,34**	13 114 155,34
1999P148O041 Collège P. Grange Albertville	**8 896 435,33**	8 796 923,02		25 000,00			-25 000,00		31 039,52	68 472,79					**8 896 435,33**	8 896 435,33
1999P148O047 Collège Le Bonrieu à Bozel	**3 170 000,00**	3 157 258,09		12 741,91			-12 741,91		12 741,91						**3 170 000,00**	3 170 000,00
1999P148O051 Collège La Bathie à Ugine	**3 621 285,74**	3 574 386,37		46 899,37			-46 899,37		46 899,37						**3 621 285,74**	3 621 285,74
1999P148O064 Collège l'Epine à Novalaise			**4 000 000,00**	50 000,00			-50 000,00	**800 000,00**	90 000,00	200 000,00	3 400 000,00	1 110 000,00			**4 800 000,00**	4 800 000,00
1999P148O065 Collège Garibaldi à Aix Les Bains			**2 250 000,00**	50 000,00			-50 000,00		152 000,00	1 648 000,00	450 000,00				**2 250 000,00**	2 250 000,00
1999P148O066 Collège Val Gelon à la Rochette			**3 900 000,00**	50 000,00			-50 000,00	**800 000,00**	52 000,00	198 000,00	1 000 000,00	3 100 000,00	350 000,00		**4 700 000,00**	4 700 000,00
1999P148O068 Collège Louise de Savoie à Chambéry			**8 000 000,00**	60 000,00			-60 000,00	**1 600 000,00**	53 000,00	160 000,00	500 000,00	3 600 000,00	4 500 000,00	787 000,00	**9 600 000,00**	9 600 000,00
1999P148O083 Collège Jovet à Aime			**560 000,00**	60 000,00			-56 551,64	**110 000,00**	100 551,64	566 000,00					**670 000,00**	670 000,00
TOTAL EDUCATION 1	**45 302 882,41**	40 535 013,26	**18 711 252,74**	2 251 230,14	**600 000,00**		-1 868 686,77	**3 310 000,00**	4 492 786,20	3 716 792,32	5 350 000,00	7 810 000,00	4 850 000,00	787 000,00	**67 924 135,15**	67 924 135,15

PROGRAMMES	2005 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	2023	2024	TOTAUX	
ET OPERATIONS	**AP**	CP	**AP BP**	CP BP	**AP DM**	CP DM	Lissages	**AP**	CP	CP	CP	CP	CP	CP	AP	CP
1999P148O045 Collège Les Frontailles St Pierre Albigny	**3 930 000,00**	3 810 471,23		19 528,77			-16 559,29		16 559,29	100 000,00					**3 930 000,00**	3 930 000,00
1999P148O046 Collège la Lauzière Aiguebelle	**6 500 000,00**	213 591,24		500 000,00			-166 242,87		2 510 000,00	2 956 242,87	486 408,76				**6 500 000,00**	6 500 000,00
1999P148O053 Collège Charles Dullin Yenne	**2 500 000,00**	20 238,56		400 000,00			-374 536,57	**500 000,00**	1 885 000,00	1 069 298,01					**3 000 000,00**	3 000 000,00
1999P148O059 Collège E. Rostand la Ravoire	**5 180 000,00**	108,00	**7 030 000,00**	80 000,00			-79 892,00	**2 400 000,00**	153 000,00	779 892,00	300 000,00	6 300 000,00	6 600 000,00	476 892,00	**14 610 000,00**	14 610 000,00
1999P148O060 Collège Saint Etienne de Cuines (+390 000 € en EPI 2018)	**1 900 000,00**	112 841,49	**913 000,00**	474 045,67		291 069,08	-44 748,19	**387 000,00**	34 676,00	440 072,19	935 000,00	957 043,76			**3 200 000,00**	3 200 000,00
1999P148O080 Cité mixte scolaire Bg St Maurice	**1 334 000,00**	531 723,24		802 276,76			-457 778,51		457 778,51						**1 334 000,00**	1 334 000,00
1999P148O091 Collège Fontanet Frontenex	**2 400 000,00**	1 288,32	**6 100 000,00**	82 000,00			-52 784,80	**1 700 000,00**	93 568,00	551 000,80	3 200 000,00	4 700 000,00	1 624 927,68		**10 200 000,00**	10 200 000,00
1999P148O094 Collège JX de Maistre St Alban Leysse	**3 500 000,00**			200 000,00			-198 380,00		453 000,00	2 195 380,00	850 000,00				**3 500 000,00**	3 500 000,00
1999P148O095 Collège Henri Bordeaux Cognin 2	**1 640 000,00**			150 000,00			-133 856,80		842 812,00	781 044,80					**1 640 000,00**	1 640 000,00
2009P019O003 Transfert des locaux ACD	**4 750 000,00**	26 316,00		80 000,00			-80 000,00	**2 450 000,00**	152 600,00	577 000,00	3 200 000,00	3 200 000,00	44 084,00		**7 200 000,00**	7 200 000,00
TOTAL EDUCATION 2	**33 634 000,00**	4 716 578,08	**14 043 000,00**	2 787 851,20	**0,00**	291 069,08	-1 604 779,03	**7 437 000,00**	6 598 993,80	9 449 930,67	8 971 408,76	15 157 043,76	8 269 011,68	476 892,00	**55 114 000,00**	55 114 000,00

PROGRAMMES	2005 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAUX	
ET OPERATIONS	**AP**	CP	**AP BP**	CP BP	**AP DM**	CP DM	Lissages	**AP**	CP	CP	CP	CP	CP	CP	CP	AP	CP
1999P148O062 Collège Combe de Savoie Albertville								**7 800 000,00**	50 000,00	40 000,00	400 000,00	1 500 000,00	4 000 000,00	1 810 000,00		**7 800 000,00**	7 800 000,00
1999P148O092 Collège G. Sand la Motte Servolex								**4 200 000,00**	40 000,00	250 000,00	1 800 000,00	1 900 000,00	210 000,00			**4 200 000,00**	4 200 000,00
1999P148O097 Collège Le Bonrieu Bozel (2)								**2 700 000,00**	30 000,00	200 000,00	1 000 000,00	1 470 000,00				**2 700 000,00**	2 700 000,00
1999P148O102 Collège J. Ferry Chambéry								**12 000 000,00**	60 000,00	100 000,00	700 000,00	2 100 000,00	4 600 000,00	4 000 000,00	440 000,00	**12 000 000,00**	12 000 000,00
1999P148O103 Collège de Boigne La Motte Servolex								**5 400 000,00**	52 000,00	270 000,00	700 000,00	3 000 000,00	1 378 000,00			**5 400 000,00**	5 400 000,00
1999P148O104 Collège Bissy Chambéry								**3 900 000,00**	50 000,00	100 000,00	100 000,00	3 200 000,00	450 000,00			**3 900 000,00**	3 900 000,00
TOTAL EDUCATION 3								**36 000 000,00**	282 000,00	960 000,00	4 700 000,00	13 170 000,00	10 638 000,00	5 810 000,00	440 000,00	**36 000 000,00**	36 000 000,00
TOTAL EDUCATION GLOBAL	**78 936 882,41**	45 251 591,34	**32 754 252,74**	5 039 081,34	**600 000,00**	291 069,08	-3 473 465,80	**46 747 000,00**	11 373 780,00	14 126 722,99	19 021 408,76	36 137 043,76	23 757 011,68	7 073 892,00	440 000,00	**159 038 135,15**	159 038 135,15

PROGRAMMES	2005 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAUX	
ET OPERATIONS	**AP**	CP	**AP BP**	CP BP	**AP DM**	CP DM	Lissages	**AP**	CP	CP	CP	CP	CP	CP	CP	AP	CP
2003P004O070																	
INES Hélios	**22 010 000,00**	21 906 362,11		103 637,89			-61 243,01		61 243,01							**22 010 000,00**	22 010 000,00
2003P004O140																	
Centre exploitation Bozel	**2 725 623,81**	2 667 082,74		58 541,07	**-51 192,62**	-51 192,62	-6 956,39		6 956,39							**2 674 431,19**	2 674 431,19
2003P004O188																	
Restructuration site de Yenne			**2 800 000,00**	150 000,00			-150 000,00	**600 000,00**	44 000,00	249 000,00	2 500 000,00	607 000,00				**3 400 000,00**	3 400 000,00
1999P250 O024 et O036																	
Championnats du monde d'aviron	**3 022 826,28**	2 978 779,03		44 047,25	**-21 093,63**	-21 093,63	-6 744,34		6 744,34							**3 001 732,65**	3 001 732,65
2003P004O302 Travaux CE Saint Etienne de Cuines								**2 400 000,00**	90 000,00	130 000,00	500 000,00	1 580 000,00	100 000,00			**2 400 000,00**	2 400 000,00
2003P004O309 SMMR Chambéry restructuration au titre des études								**1 300 000,00**	60 000,00	50 000,00	600 000,00	590 000,00				**1 300 000,00**	1 300 000,00
2003P004O321																	
Acquisitions								**1 000 000,00**	200 000,00	250 000,00	250 000,00	300 000,00				**1 000 000,00**	1 000 000,00
TOTAL MOYENS	**27 758 450,09**	27 552 223,88	**2 800 000,00**	356 226,21	**-72 286,25**	-72 286,25	-224 943,74	**5 300 000,00**	468 943,74	679 000,00	3 850 000,00	3 077 000,00	100 000,00			**35 786 163,84**	35 786 163,84

PROGRAMMES	2005 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAUX	
ET OPERATIONS	**AP**	CP	**AP BP**	CP BP	**AP DM**	CP DM	Lissages	**AP**	CP	CP	CP	CP	CP	CP	CP	**AP**	CP
2003P004O188																	
Musée savoisien	**17 000 000,00**	2 402 001,48	**1 000 000,00**	2 163 200,00			-1 845 217,34	**4 600 000,00**	7 630 000,00	9 445 217,34	2 804 798,52					**22 600 000,00**	22 600 000,00
2003P004O121																	
Château toiture			**1 560 000,00**	60 000,00		-40 000,00	-20 000,00	**310 000,00**	50 000,00	1 320 000,00	500 000,00					**1 870 000,00**	1 870 000,00
TOTAL CULTURE	**17 000 000,00**	2 402 001,48	**2 560 000,00**	2 223 200,00		-40 000,00	-1 865 217,34	**4 910 000,00**	7 680 000,00	10 765 217,34	3 304 798,52					**24 470 000,00**	24 470 000,00

TERRITOIRES	2014 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	TOTAUX	
	AP	CP	**AP BP**	CP BP	**AP DM**	CP DM	Lissages	**AP**	CP	CP	CP	CP	**AP**	CP
2013P001 CTS ARLYSERE	**6 609 054,00**	2 647 361,00	**-728 340,00**	656 377,00	**0,00**	967,00	0,00	**0,00**	647 455,00	647 455,00	647 455,00	633 644,00	**5 880 714,00**	5 880 714,00
2013P002 CTS AVANT PAYS SAVOYARD	**3 771 303,00**	1 320 655,00	**-307 599,00**	393 717,00	**0,00**	-19 416,00	0,00	**0,00**	381 376,00	381 376,00	381 376,00	624 620,00	**3 463 704,00**	3 463 704,00
2013P003 CTS GRAND CHAMBERY	**15 498 624,00**	7 811 009,00	**2 327 200,00**	1 945 621,00	**0,00**	55 538,66	0,00	**0,00**	1 962 740,00	1 962 740,00	1 962 740,00	2 125 435,34	**17 825 824,00**	17 825 824,00
2013P004 CTS CŒUR DE SAVOIE	**4 256 198,00**	1 839 740,00	**-324 998,00**	436 171,00	**0,00**	86 505,00	-22 515,00	**0,00**	432 851,00	432 851,00	432 851,00	292 746,00	**3 931 200,00**	3 931 200,00
2013P005 CTS GRAND LAC	**7 897 485,00**	3 833 368,00	**457 099,00**	967 795,00	**0,00**	112 500,00	0,00	**0,00**	919 894,00	919 894,00	919 894,00	681 239,00	**8 354 584,00**	8 354 584,00
2013P006 CTS MAURIENNE	**5 502 425,00**	2 170 782,00	**-202 926,00**	611 952,00	**0,00**	36 324,50	-52 873,67	**0,00**	583 509,00	583 509,00	583 509,00	782 787,17	**5 299 499,00**	5 299 499,00
2013P007 CTS TARENTAISE	**3 868 666,00**	1 462 684,97	**-376 095,00**	416 342,21	**0,00**	-13 185,20	-15 000,00	**0,00**	384 555,00	384 555,00	384 555,00	488 064,02	**3 492 571,00**	3 492 571,00
SOUS TOTAL APCP	**47 403 755,00**	21 085 599,97	**844 341,00**	5 427 975,21	**0,00**	259 233,96	-90 388,67	**0,00**	5 312 380,00	5 312 380,00	5 312 380,00	5 628 535,53	**48 248 096,00**	48 248 096,00

TERRITOIRES	2014 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	TOTAUX	
	AE	CP	**AE BP**	CP BP	**AE DM**	CP DM	Lissages	**AE**	CP	CP	CP	CP	**AE**	CP
2013P001 CTS ARLYSERE	**4 047 446,00**	2 171 715,00	**728 340,00**	518 300,00	**0,00**	-967,00	0,00	**0,00**	525 895,00	525 895,00	525 895,00	509 053,00	**4 775 786,00**	4 775 786,00
2013P002 CTS AVANT PAYS SAVOYARD	**2 818 697,00**	1 625 324,00	**307 599,00**	332 706,00	**0,00**	19 416,00	-959,00	**0,00**	344 226,00	344 226,00	344 226,00	117 131,00	**3 126 296,00**	3 126 296,00
2013P003 CTS GRAND CHAMBERY	**5 177 376,00**	1 457 413,66	**-2 137 200,00**	333 515,00	**0,00**	-55 538,66	0,00	**0,00**	334 743,00	334 743,00	334 743,00	300 557,00	**3 040 176,00**	3 040 176,00
2013P004 CTS CŒUR DE SAVOIE	**2 243 802,00**	1 052 867,00	**324 998,00**	280 330,00	**0,00**	-86 505,00	-23 969,00	**0,00**	282 842,00	282 842,00	282 842,00	497 551,00	**2 568 800,00**	2 568 800,00
2013P005 CTS GRAND LAC	**3 034 515,00**	1 312 498,00	**-567 099,00**	237 250,00	**0,00**	-112 500,00	0,00	**0,00**	271 679,00	271 679,00	271 679,00	215 131,00	**2 467 416,00**	2 467 416,00
2013P006 CTS MAURIENNE	**3 458 513,00**	1 769 226,17	**202 926,00**	375 822,00	**0,00**	-36 324,50	-10 685,00	**0,00**	403 148,00	403 148,00	403 148,00	353 956,33	**3 661 439,00**	3 661 439,00
2013P007 CTS TARENTAISE	**2 576 381,00**	1 476 753,24	**376 095,00**	294 101,79	**0,00**	13 185,20	-10 072,79	**0,00**	325 087,00	325 087,00	325 087,00	203 247,56	**2 952 476,00**	2 952 476,00
SOUS TOTAL AECP	**23 356 730,00**	10 865 797,07	**-764 341,00**	2 372 024,79	**0,00**	-259 233,96	-45 685,79	**0,00**	2 487 620,00	2 487 620,00	2 487 620,00	2 196 626,89	**22 592 389,00**	22 592 389,00
TOTAL CTS	**70 760 485,00**	31 951 397,04	**80 000,00**	7 800 000,00	**0,00**	0,00	-136 074,46	**0,00**	7 800 000,00	7 800 000,00	7 800 000,00	7 825 162,42	**70 840 485,00**	70 840 485,00

PROGRAMMES ET OPERATIONS	2003 à 2017		2018					2019		2020	2021	2022	2023	TOTAUX	
BUDGET ANNEXE	**AE**	CP	**AE**	CP	**AE DM**	CP DM	Lissages	**AE**	CP	CP	CP	CP	CP	**AE**	CP
2016P004O001 **AE** Communications électroniques	**1 000 000,00**	213 127,13		294 000,00			-119 593,77	**-492 872,87**	100 000,00	19 593,77				**507 127,13**	507 127,13
2016P004O001 **AE** Communications électroniques Suivi AMEL 2019								**250 000,00**	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	**250 000,00**	250 000,00
TOTAL AE	**1 000 000,00**	213 127,13		294 000,00			-119 593,77	**-242 872,87**	150 000,00	69 593,77	50 000,00	50 000,00	50 000,00	**757 127,13**	757 127,13

Annexe 12

BP 2019
PARTICIPATION CONSEIL SAVOIE MONT-BLANC (répartition provisoire)

Programme	Opération	Libellé	Investissement	Fonctionnement	TOTAL
1999P241	O003	Equipement / Affaires agricoles diverses	2 585 345,00	2 083 090,00	4 668 435,00
		Sous total Agriculture	2 585 345,00	2 083 090,00	4 668 435,00
2017P008	O004	Qualité de l'air	0	53 060,00	53 060,00
1999P094	O010	Espace Mont-Blanc	0	58 500,00	58 500,00
1999P097	O011	PNR des Bauges	0	125 166,00	125 166,00
		Sous total Environnement	0	236 726,00	236 726,00
1999P105	O020	Enseignement supérieur	105 000,00	645 000,00	750 000,00
		Sous total Enseignement supérieur	105 000,00	645 000,00	750 000,00
1999P243	O025	Tourisme manifestations diverses	0	4 027 329,00	4 027 329,00
		Sous total Tourisme	0	4 027 329,00	4 027 329,00
2016P050	O002	Classes de découverte	0	70 000,00	70 000,00
		Sous total jeunesse	0	70 000,00	70 000,00
1999P306	O002	Recherche neige avalanche	0	10 000,00	10 000,00
		Sous total politique routière	0	10 000,00	10 000,00
1999P231	O017	Opérateur télévisuel	0	261 667,00	261 667,00
1999P180	O014	Centre d'archives d'architecture	0	15 000,00	15 000,00
2015P002	O025	Cinémathèque des Pays de Savoie	7 500,00	55 000,00	62 500,00
1999P231	O018	Associations culturelles diverses	0	118 750,00	118 750,00
1999P212	O005	Valorisation du patrimoine	0	39 000,00	39 000,00
1999P172	O010	Lecture	104 206,00	532 150,00	636 356,00
2015P002	O002	Théâtre	0	69 600,00	69 600,00
2015P002	O002	Orchestre des Pays de Savoie	0	345 203,00	345 203,00
2015P002	O002	Cinéma	0	58 700,00	58 700,00
2015P002	O002	Festivals	0	25 650,00	25 650,00
2009P015	O004	Conservatoires	0	254 135,00	254 135,00
		Sous total Culture	111 706,00	1 774 855,00	1 886 561,00
TOTAL GENERAL			2 802 051,00	8 847 000,00	11 649 051,00

AFFECTATION DES PROVISIONS BP 2019

Provision	Solde au 31/12/2018	BP 2019	Provision totale	Affectations	Stock provision
Provision pour risques et charges 6865/01	4 652 826,95 €	0,00 €	4 652 826,95 €	Syndicat Mixte des Islettes risque de solde déficitaire de l'opération de commercialisation de la ZAC des Islettes à Valmeinier	2 400 000,00 €
				Garanties ultérieures	2 252 826,95 €
Provisions pour risques de charges de fonctionnement 6815/01	6 942 808,38 €	-2 000 000,00 €	4 942 808,38 €	Travaux urgents et imprévus sur les routes départementales concernant la réparation des dégâts (intempéries)	518 188,69 €
				Travaux imprévisibles sur les bâtiments départementaux consécutivement à des avaries qui pourraient survenir au cours des exercices futurs	1 009 024,69 €
Reprise de provision 7815/01		-2 000 000,00 €		Travaux suite glissement de la falaise des Cliets (Gorges de l'Arly)	0,00 €
				Charges occasionnées par aléas climatiques et risques hivernaux sur le réseau routier	2 390 000,00 €
				Garantie apportée à l'association d'exploitation de la piste bobsleigh à La Plagne pour les aléas techniques majeurs (conjointement avec le SIGP)	83 465,00 €
				Grosses réparations, entretien et maintenance du patrimoine notamment bâti et routier du Département	400 000,00 €
				Indus RMI/RSA	200 000,00 €
				Compte Epargne Temps	312 130,00 €
				Contentieux licenciement SYPARTEC	30 000,00 €

EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES EXERCICE 2018
COMPTE ADMINISTRATIF

	REALISE		RESTE A REALISER	
	FONCTION.	INVESTIS.	FONCTION.	INVESTIS.
BUDGET PRINCIPAL	Instruction M 52			
Recettes	506 056 870,63	159 399 160,04	2 976 379,59	21 301 839,57
Dépenses	459 482 483,96	147 316 167,62	8 737 960,63	34 739 363,37
Déficit reporté (001 N-1)		40 407 533,49		
Excédent reporté (002 N-1)	34 676 001,69			
1-Résultat de clôture	**81 250 388,36**	**-28 324 541,07**	**-5 761 581,04**	**-13 437 523,80**

Résultat cumulé invest + fonct	**52 925 847,29**	
Affectation obligatoire au compte 1068		**-41 762 064,87**
Reste à affecter (002 N+1)	**39 488 323,49**	

BUDGETS ANNEXES ADMINISTRATIFS

FOYER DE L'ENFANCE	Instruction M 22			
Recettes	3 264 996,25	306 146,81	5 837,64	0,00
Dépenses	3 264 996,25	335 205,38	5 837,64	42 170,14
Déficit reporté				
Excédent reporté		145 513,00		
3-Résultat de clôture	**0,00**	**116 454,43**	**0,00**	**-42 170,14**
Subventions d'équilibre	**3 160 927,22**		**5 837,64**	Couvert par excédent
Résultat cumulé invest + fonct				

BUDGETS ANNEXES ASSUJETTIS A LA TVA +AEROPORT

S.P.T.V.	Instruction M 4 hors taxes			
Recettes	1 305 449,28	48 806,55	0,00	0,00
Dépenses	1 286 586,58	0,00	0,00	0,00
Déficit reporté				
Excédent reporté	1 175 526,19	12 568 274,09		
4-Résultat de clôture	**1 194 388,89**	**12 617 080,64**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé invest + fonct	**13 811 469,53**			

AEROPORT	Instruction M 4 hors taxes			
Recettes	882 503,45	838 517,82	0,00	0,00
Dépenses	863 149,38	764 141,80	500,00	43 755,88
Déficit reporté				
Excédent reporté	385 831,97	1 064 919,21		
6-Résultat de clôture	**405 186,04**	**1 139 295,23**	**-500,00**	**-43 755,88**
Résultat cumulé invest + fonct	**1 544 481,27**		Couvert par excédent	Couvert par excédent

L.D.A.V.	Instruction M 52 hors taxes			
Recettes	1 358 119,52	39 002,15	2 150,18	44 406,55
Dépenses	1 358 119,52	39 002,15	2 150,18	44 406,55
Déficit reporté				
Excédent reporté				
7-Résultat de clôture	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Subventions d'équilibre	**546 517,25**	**7 117,88**	**2 150,18**	**44 406,55**
Résultat cumulé invest + fonct	**0,00**			

FORETS	Instruction M 52 hors taxes			
Recettes	208 263,76	22 936,26	0,00	0,00
Dépenses	119 505,16	17 830,61	127 742,57	3 290,00
Déficit reporté				
Excédent reporté	39 351,60	3 382,30		
8-Résultat de clôture	**128 110,20**	**8 487,95**	**-127 742,57**	**-3 290,00**
Résultat cumulé invest + fonct	**136 598,15**		Couvert par excédent	Couvert par excédent

EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES EXERCICE 2018
COMPTE ADMINISTRATIF

	REALISE		RESTE A REALISER	
	FONCTION.	INVESTIS.	FONCTION.	INVESTIS.
LOC IMMO ASSUJETTIES TVA	Instruction M 52 hors taxes			
Recettes	1 347 312,47	1 812,00	0,00	0,00
Dépenses	1 347 312,47	0,00	0,00	0,00
Déficit reporté				
Excédent reporté		421 085,72		
9-Résultat de clôture	**0,00**	**422 897,72**	**0,00**	**0,00**
Subventions d'équilibre	**1 347 312,47**			
Résultat cumulé invest + fonct	**422 897,72**			

COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	Instruction M 52 hors taxes			
Recettes	8 890 503,93	3 482 430,20	171 632,30	287 861,27
Dépenses	8 890 503,93	3 482 430,20	27 648,05	287 861,27
Déficit reporté				
Excédent reporté				
9-Résultat de clôture	**0,00**	**0,00**	**143 984,25**	**0,00**
Subventions d'équilibre	**1 458 759,02**	**2 947 372,20**		**287 861,27**
Résultat cumulé invest + fonct	**0,00**			

Visa du comptable

PAIERIE DÉPARTEMENTALE SAVOIE - 73 -

Le Payeur Départemental,

Guy PONCET

BUDGET PRIMITIF 2019
BILAN APRES PROPOSITIONS DES COMMISSIONS

D/R	Crédits projet	Crédits Commission	Modifications / projet en valeur	Modifications / projet en %	Modifications par rapport au projet: Mouvement concerné	Crédits projet	Crédits Commission	valeurs	%
					PREMIERE COMMISSION				
DEPENSES	207 926 724,72	208 705 636,72	778 912,00	0,37	- dont ajustement sur le fonds d'urgence d'investissement	4 135 242,88	4 614 154,88	478 912,00	11,58
					- dont ajustement sur le fonds d'urgence fonctionnement	385 000,00	685 000,00	300 000,00	77,92
						4 520 242,88	5 299 154,88	778 912,00	89,50
RECETTES	282 207 982,12	283 004 259,12	796 277,00	0,28	- dont ajustement de la dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale F	1 820 000,00	1 834 787,00	14 787,00	0,81
					- dont ajustement de l'imposition forfaitaire entreprises réseau (IFER) contributions F	7 500 000,00	7 408 769,00	-91 231,00	-1,22
					- dont ajustement de la cotisation valeur ajoutée entreprises (CVAE) contributions directes F	32 200 000,00	33 378 997,00	1 178 997,00	3,66
					- dont ajustement de la dotation de compensation de la réforme de la TP (DCRTP) F	11 300 000,00	11 371 194,00	71 194,00	0,63
					- dont ajustement de la contribution directe taxe foncière propriétés bâties F	94 000 000,00	93 622 530,00	-377 470,00	-0,40
						146 820 000,00	147 616 277,00	796 277,00	0,54
					DEUXIEME COMMISSION				
DEPENSES	92 705 422,04	92 715 422,04	10 000,00	0,01	- dont subvention de fonctionnement pour la création et l'expérimentation d'un nouveau dispositif d'accompagnement des établissements scolaires en matière d'éducation à la nature et au développement durable F	0,00	10 000,00	10 000,00	-
RECETTES	10 311 821,66	10 311 821,66	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	-
					TROISIEME COMMISSION				
DEPENSES	10 973 298,00	10 977 298,00	4 000,00	0,04	- dont subvention de fonctionnement pour la Fédération des soldats de montagne F	0,00	4 000,00	4 000,00	-
RECETTES	1 457 600,00	1 457 600,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	-
					QUATRIEME COMMISSION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	-
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	-
					CINQUIEME COMMISSION				
DEPENSES	209 286 327,82	209 289 692,82	3 365,00	0,00	- dont fonds d'action familiale et sociale F	632 754,00	636 119,00	3 365,00	0,53
RECETTES	23 857 181,68	23 857 181,68	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	-

BUDGET PRIMITIF 2019
BILAN APRES PROPOSITIONS DES COMMISSIONS

TRANSFERTS PROPOSES EN COMMISSIONS

Modifications par rapport au projet						
Mouvement concerné	**Crédits projet**		**Crédits commissions**		**valeurs**	
DEUXIEME COMMISSION						
DEPENSES						
	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement
Politique ENS *Sub équipt communes bâtiments installations* *du 2041482/71*	326 000,00		322 000,00		-4 000,00	
Sub fonction communes *au 657348/78*		0,00		4 000,00		4 000,00
Communication biodiversité *Diverses rémunérations d'intermédiaires* *du 6228/71*		5 300,00		5 000,00		-300,00
Redevance pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires *au 6581/78*		0,00		300,00		300,00
Education *Subventions des collèges réserve* *Participation fonctionnement équilibre des collèges publics* *du 655111/221*		61 500,00		55 988,00		-5 512,00
Forfait externat *Participation forfait externat collèges privés part personnel technique* *au 655112/221*		732 000,00		737 512,00		5 512,00
Equipement en matériel et mobilier dans les collèges publics *Sub équipt ets publics collèges publics dotation annuelle d'équipement* *du 20431/221*	150 000,00		148 215,50		-1 784,50	
Matériel et mobilier scolaires *au 21841/221*	122 563,00		124 347,50		1 784,50	
Fonds risques et érosions exceptionnels (FREE) *Sub équipt communes fonds érosions bâtiments installations* *du 2041482/18*	400 000,00		347 920,00		-52 080,00	
Sub équipt autres groupements bâtiments installations *au 2041582/18*	0,00		52 080,00		52 080,00	
TOTAL	998 563,00	798 800,00	994 563,00	802 800,00	-4 000,00	4 000,00

BUDGET PRIMITIF 2019
BILAN APRES PROPOSITIONS DES COMMISSIONS

TRANSFERTS PROPOSES EN COMMISSIONS

Modifications par rapport au projet						
Mouvement concerné	**Crédits projet**		**Crédits commissions**		**valeurs**	
TROISIEME COMMISSION						
DEPENSES						
	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement
Filière pêche *Sub fonction associations* *du 65748/633*		45 000,00		40 000,00		-5 000,00
Sub équipt partenaires privés *au 20422/633*	0,00		5 000,00		5 000,00	
Festivals						

Sub fonction associations festivals enveloppe globale du 65748/311		185 000,00		179 000,00		-6 000,00
Sub fonction entreprises sarl Musilac au 65742/311		0,00		6 000,00		6 000,00
Enseignements artistiques Sub fonction communes différentes écoles et ateliers de musique du 657348/311		800 663,00		790 663,00		-10 000,00
Sub fonction autres groupements de communes différentes écoles et ateliers de musique pour le syndicat du Pays de Maurienne au 657358/311		0,00		10 000,00		10 000,00
Restauration du patrimoine monumental Sub équipt partenaires privés particuliers MH bâtiments et installations du 20422/312	250 000,00		237 440,00		-12 560,00	
Sub équipt communes répertoire départemental biens mobiliers matériels études du 2041481/312	10 000,00		5 226,00		-4 774,00	
Sub équipt communes MH rurales au 2041482/312	130 000,00		136 881,00		6 881,00	
Sub équipt communes objets mobiliers protégés au 2041481/312	30 000,00		36 116,00		6 116,00	
Sub équipt partenaires privés objets mobiliers protégés au 20421/312	0,00		1 377,00		1 377,00	
Sub équipt partenaires privés particuliers PRNP au 20422/312	30 000,00		32 960,00		2 960,00	
Quatre plans sports Sub fonction associations du 65748/221		108 000,00		105 600,00		-2 400,00
Sub fonction autres groupements communauté de communes Cœur de Chartreuse au 657358/221		0,00		2 400,00		2 400,00
TOTAL	450 000,00	1 138 663,00	455 000,00	1 133 663,00	5 000,00	-5 000,00

BUDGET PRIMITIF 2019
BILAN APRES PROPOSITIONS DES COMMISSIONS

TRANSFERTS PROPOSES EN COMMISSIONS

Modifications par rapport au projet						
TROISIEME COMMISSION						
DEPENSES (suite)						
	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement
Gratuité ski nordiqe Sub fonction association Savoie ski de fond gratuité scolaire du 65748/221		*3 750,00*		1 010,00		-2 740,00
Sub fonction entreprises au 65742/221		*0,00*		2 740,00		2 740,00
Sport de haut niveau clubs professionnels Sub fonction partenaires privés sports professionnels du 65748/30		*400 000,00*		0,00		-400 000,00
Sub fonction entreprises sports professionnels au 65742/30		*0,00*		400 000,00		400 000,00
TOTAL		*403 750,00*		403 750,00		0,00

CINQUIEME COMMISSION			
DEPENSES			
Modifications par rapport au projet			
Mouvement concerné	***Crédits projet***	***Crédits commissions***	***valeurs***

	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement
Conseil départemental des jeunes *Sub fonction associations CD jeunes* *du 65748/348*		14 000,00		11 000,00		-3 000,00
Sub fonction communes CD jeunes *du 657348/348*		8 000,00		4 000,00		-4 000,00
Sub fonction organismes publics divers collèges publics *au 657381/348*		2 000,00		5 000,00		3 000,00
Sub fonction autres groupements *au 657358/348*		0,00		4 000,00		4 000,00
total		24 000,00		24 000,00		0,00